

## Le franc et le yen à nu

**S**ILS ont peut-être raison de dénoncer les excès de la spéculation, les dirigeants politiques japonais aussi bien que français doivent surtout se préoccuper de résoudre ces déséquilibres. Parle à part-être en ce domaine et par rapport à Tokyo un avantage, l'archipel est seul et lutte en solo pour contenir l'inflation et se maintenir en équilibre. Il faut se demander si on ne trouvera son sens seul — dans une réforme de fond de son économie — les moyens d'une insertion plus harmonieuse dans l'économie mondiale. La France peut théoriquement compter sur l'appui de ses partenaires européens. Tous sont intéressés par la réconciliation. La question est de savoir si ils sauront retrouver les chemins d'une nouvelle coopération.

Page 15

# La Banque de France continue de réduire le loyer de l'argent

**FRANÇOISE LAZARE**  
*Lire la suite page 15*

# Le gouvernement veut assouplir le code du travail

**Pages 15 et 20**

# Vietnam : le réveil des bonzes

*Les revendications de l'Eglise bouddhique unifiée,  
qui n'est pas reconnue par Hanoï, embarrassent le pouvoir communiste*

**HO-CHI-MINH-VILLE**

de notre envoyé spécial

Qui se souvient de ce bonze, Thich Quang Duc, qui s'immola par le feu à Saïgon, voilà exactement trente ans, pour protester contre la dictature catholique des Ngo? Beaucoup de Vietnamiens, surtout parmi les jeunes, ignorent cet épisode qui poussa, quelques mois plus tard, des généraux à renverser, avec le complicité des Américains, un régime impopulaire. Mais les communistes, eux,

se souvenaient. Pour avoir repris, trois ans auparavant, la lutte armée dans le Sud, ils s'étaient félicités, en 1963, de la révolte des bonzes. Ils se souvenaient également que l'un des dirigeants de l'Eglise bouddhiste unifiée, Thích Nhất Hạnh, avait été assassiné. Don Hau, supérieur de la pagode de Linh Mu à Hué - celle, justement, à laquelle appartenait le vénérable Quang Duc - avait rejoint leurs rangs en 1968 pour devenir vice-président du Front occasionnel de libération (FNL) sud-vietnamien. Naoi était donc d'autant plus

embarrassée par la crise qui l'oppose ouvertement depuis plus d'un an à ces bonzes - ou à leurs héritiers - qui réclament notamment la reconnaissance de leur Eglise, au moment même où le Vietnam, dans la foulée de l'ouverture économique et de la libéralisation sociale, connaît une renaissance religieuse. Un peu partout, profitant d'un espace de liberté plus large, les religions revivent.

**JEAN-CLAUDE POMONTI**  
*Lire la suite page 4*

## Sarajevo, ville ouverte ?

Les Etats-Unis ont fait savoir, lundi 16 août, qu'ils souhaitent la maintien du dispositif da frappe aérienne de l'OTAN en Italie. Serbie, bien que ces derniers aient évacué les hauteurs stratégiques surplombant Sarajevo. Le département d'Etat continue de réclamer la levée du siège de la villa. Différents scénarios d'intervention sont actuellement préparés sur la base militaire de Vicence, au nord de l'Italie, où des avions alliés sont chargés depuis le mois d'avril de surveiller l'interdiction de survol de l'espace aérien bosnien.

A Genève, les concessions serbes ont permis la reprise des négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine en présence des dirigeants des trois communautés. Aux termes du deux accords de principe, conclus lundi, Sarajevo pourrait devenir une ville démilitarisée administrée, pour une durée indéterminée, par les Nations unies, et les observateurs militaires devraient avoir désormais une totale liberté de circulation sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Page 3

## Pierre Desgraupes, le stratège

*L'ancien patron d'Antenne 2 est mort à Rueil le 17 août*

*Il avait soixante-quatorze ans*

par Yves-Marie Labé

Adolescent, il rêvait d'être écrivain ou cinéaste. Pierre Desgraupes deviendra une figure emblématique de la télévision, l'une des personnes connues du grand public, et des plus respectées par les professionnels, qu'ils soient journalistes ou gens de programmes. « Quand j'étais à l'Américain », raconte-t-il, « on avait l'air de prendre l'ascenseur avec lui. Hier d'appartenir à son équipe », se souvient un journaliste. L'homme n'était pourtant pas facile. Bourru, bougon, voire colérique, Pierre Desgraupes n'avait guère de penchant pour cet art de la séduction dont usage et abusent les femmes et les hommes de télévision. Mais celui que ses collaborateurs surnommaient « le Pacha » avait d'autres qualités. Le sens de la minute et de l'exactitude, hérité de ses débuts de journaliste, un intérêt aig pour son interlocuteur qu'il faisait de lui « le prince des

interviewers» et une féroce conscience de sa liberté. Et, enfin, le goût des responsabilités. «Diriger, c'est une de mes jouissances», confiait-il dans un récent livre enretien (1). Mais diriger, c'est aussi aider.»

Rien ne prédestinait Pierre Desgrupes à devenir l'un des papes de la télévision, l'un de ces rares professionnels dont les conseils ou les jugements font figure de paroles d'oracle. Il était né *"à l'hazard"* : Angoulême, une ville qui ne connaît qu'à travers le hasard du train qui le menait dans le Périgord, région à laquelle il était très attaché. Car c'est à Agen que sa jeunesse bourgeoise s'écoule — son père y dirige une usine de foudres —, et c'est aussi à Agen qu'il voit ses premiers films, qu'il découvre pêle-mêle le *Grand Meaulnes* et les *Nouritures terrestres*, Épinal de littérature, le tente de créer une revue. Mais c'est à Paris où il se rend

pour préparer le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure, en 1936, qu'il découvre la politique, et le Front populaire, avant que la guerre n'éclate et le mobilise, l'entraînant dans son premier engagement militaire, l'agitation des philosophes. Son mariage, à la Libération, l'incite à chercher du travail. Il entre au service de presse du ministère des anciens combattants et des prisonniers de guerre, puis à la Direction de l'enseignement, quand qu'il se défroide ensuite d'avoir revu, *à son air cours de reportages*. Sa carrière dans l'audiovisuel caracole très vite aux côtés de la radio, jusqu'à la fin du journal parlé de la radio en 1947, quelques mois après y avoir rejoint le service littéraire – grâce à un destin providentiel. Ce destin providentiel porte un nom: Pierre Dumayet.

**Lire la suite page 9**

(1) *Hors antenne*, entretiens avec Annick Peigne-Giuly et Marion Scali (Quai Voltaire, 1991).

NUMÉRO SPÉCIAL  
JUILLET-AOÛT 1993

# Le Monde DES PHILATELISTES

## 40 ANS DE PHILATÉLIE

THÉMATIQUE :  
le cinéaste, l'orchidée, la moto, le quartz...

**LE MONDE DES PHILATÉLISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux - 25 F

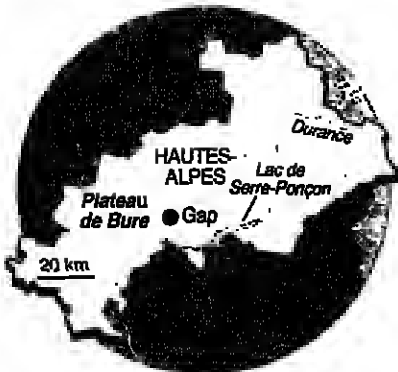
**A L'ÉTRANGER :** Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 SCAN; Amériques-Réunion, SF; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

M0147 - 0818 0 - 7.00 F

\_\_\_\_\_

هكذا من العمل

## RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX  
PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER

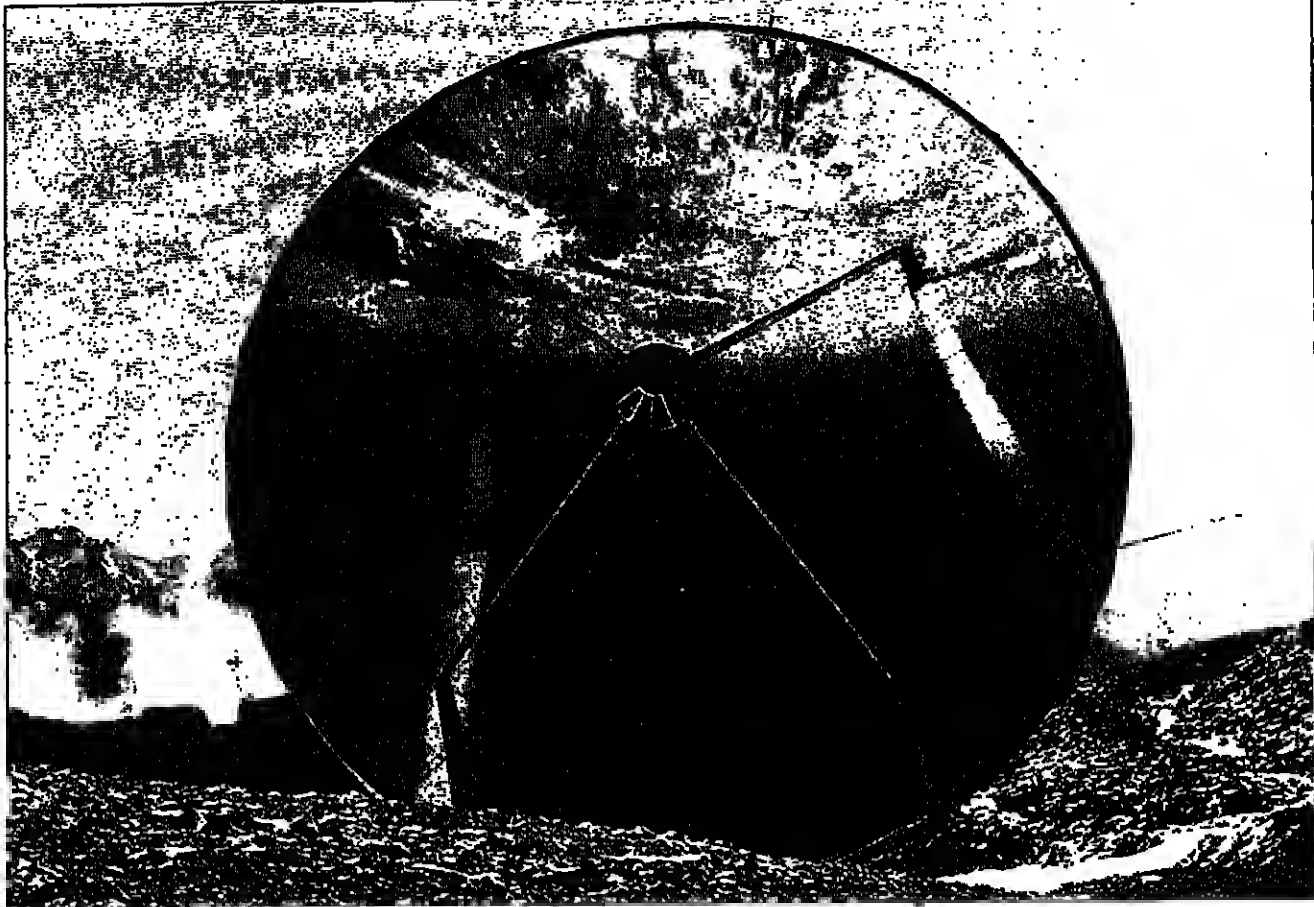
COMME toutes les nuits, Didier a bu de grands bols de café, appelé sa copine, feuilleté *Charlie Hebdo* et attendu le matin, son moment préféré, l'heure où il fait les plus belles photos, le lever du soleil sur les cimes, la lumière qui inonde les neiges d'été sur ce plateau de rochers. Les ordinateurs ont ronronné, régulièrement ils se sont mis à sonner, crachant des figures, des courbes, des chiffres, peut-être des révélations insoupçonnées. Didier « n'y pige que dalle ». Bien sûr, il est en relation avec les étoiles, ses nuits de veille le propulsent dans la nuit des temps et ses doigts pianotent sur treize milliards d'années-lumière, à la recherche d'une musique infime, le chant des particules interstellaires, une mélodie presque silencieuse qui raconterait la création de l'Univers. « Ouais, d'accord... » Didier préfère surprendre les marmottes, les bernines et les souris, les lièvres « variables » « qui deviennent tout blancs par temps de neige », les chamois et les perdrix, voir aussi les aigles tourner au-dessus du plateau de Bure, où il est perché, admirer ces étendues de neige et de calcaire qui font de cet endroit, où l'oxygène est rare, une composition mi-lunaire, mi-polaire, un site de science-fiction perdu dans les Hautes-Alpes, à 2 500 mètres d'altitude et quelques kilomètres de Gap.

Comme d'habitude, Didier a aligné ses antennes sur un quasar, le 3C273, comme point de référence. Personne n'a vraiment résolu l'énigme des quasars, peut-être s'agit-il de galaxies cannibales, de milliards d'étoiles se dévorant entre elles. « Ben oui, on a plein de quasars en réserve », Didier manie le catalogue de quasars comme l'annuaire des horaires de trains, « ils sont pratiques pour les réglages ». Les antennes progressent, glissent à droite, à gauche, une rotation en arrière. Cette nuit, on va faire « un peu de supernova ». Une observation tranquille, depuis son explosion en avril 1993, l'étoile de la constellation de Magellan éjecte sa matière à 10 000 kilomètres par seconde. L'onde de choc a déjà parcouru 34 milliards de kilomètres, soit cent fois la distance de la Terre au Soleil. Mais ce que Didier craint avant tout, ce sont les orages d'été. Il a déjà vu des flammèches entrer dans le hall, des étincelles sortir des touches de son clavier et des boules de feu téjaniser les montagnes. Les milliers de tonnes de remblais qu'on a acheminées jusqu'à la station pour améliorer la prise de terre ne suffisent pas à le rassurer. « Je me suis renseigné, Météorage propose des abonnements à l'année. Ils sont capables de nous donner l'alarme dix minutes avant la foudre. Ça nous donnerait le temps de couper nos lignes. » A l'observatoire de Bure, les techniciens et les astronomes travaillent sur les 20 000 volts. Et des milliards d'étoiles...

SOBREMENT intitulé interféromètre de l'Institut de radioastronomie millimétrique, la station d'exploration a tout d'un décor de film de James Bond ou d'un énigmatisme d'une série B militaro-spatiale. Déjà, pour y accéder, on imaginerait volontiers quelques bagarres d'espions à bord du téléphérique privé qui frôle les murailles de pierre et monte à pic comme un ascenseur pressé. Les techniciens font d'ailleurs eux-mêmes régulièrement des exercices d'entraînement, sortant de la benne en plongeant dans les précipices, accrochés à des fils d'acier.

Arrivé à 2 500 mètres d'altitude, le visiteur s'engouffre dans des couloirs en aluminium, change d'étage, poursuit dans le labyrinthe pour y découvrir une station profilée comme une carrosserie en métal gris, immense bangar dont les portes s'ouvrent automatiquement, avec des rails au sol, des courroies sur les côtés, des échelles, une salle de commandes, des ordinateurs, des écrans, des alarmes qui clignotent sur un panneau lumineux « Incendie antenne 1 », un coffre-fort, une salle de billard, une bibliothèque esotérique, des livres reliés en cuir et une consigne, écrite en anglais, au-dessus des lavabos pour

Ici, on ne regarde pas les étoiles, on les écoute. Pas de lumière, ni d'images, les astronomes de Bure sont les aveugles du cosmos. Ils s'y promènent à l'oreille, développant une ouïe de plus en plus fine et sensible, déjà révolutionnaire dans la compréhension de l'espace.



## 8. - Les accoucheurs d'étoiles

limiter les gaspillages d'eau : « la soif vous guette ».

Une base secrète ? Une rampe de lancement ? On pourrait tout imaginer quand on voit des ouvriers qui s'affairent en combinaison, des graphiques qui sortent des imprimantes, une galaxie 10 214 + 4 724 suivie à la trace grâce au repérage de son oxyde de carbone, plus loin une explosion d'étoile, ailleurs une molécule d'alcool perdue dans l'espace interstellaire à des milliards d'années-lumière. De l'alcool dans l'espace ? De l'aspirine aussi (acide salicylique). Alcool et aspirine, aux confins de l'Univers...

ICI, on ne regarde pas les étoiles, on les écoute. Pas de lumière, ni d'images, les astronomes de Bure sont les aveugles du cosmos, ils s'y promènent à l'oreille, développant une ouïe de plus en plus fine et sensible, déjà révolutionnaire dans la compréhension de l'espace. Depuis que l'ingénieur américain K. G. Janski, sollicité en 1932 pour évacuer des « parasites » d'une transmission radiophonique, s'aperçut que les parasites en question n'étaient autres que le résultat du rayonnement radioélectrique de notre galaxie, une autre voie était tracée en astronomie. L'Univers produisait des sons. Les radiotélescopes allaient compléter les lunettes optiques, fouiller l'obscurité, comprendre des phénomènes qui ne se traduisent pas forcément par des émissions de lumière ou de chaleur, décrypter les paradoxes vertigineux qui accompagnent la création de l'Univers, ces « trous noirs » dont l'existence semble de plus en plus se confirmer, cette intuition géniale du mathématicien français Pierre Simon de Laplace, le premier à écrire, en 1796, qu'il « est donc possible que les plus grands corps lumineux de l'Univers soient par cela même invisibles », ces étoiles gargantesques qui génèrent un effet gravitationnel tel que rien, pas même la lumière, ne pourrait s'en échapper (1). Les télescopes allaient donc écouter l'Univers comme on écoute son inconscient, une musique à peine audible, faisant émerger des territoires invisibles, inconnus, touchant au plus près la genèse, effleurant ce rayonnement vestige, ce « bruit de fond », cette onde fossile des premières secondes de l'Univers créé il y a quinze à vingt milliards d'années, la gigantesque explosion, le grand big-bang (2).

« C'est simple, c'est comme pour écouter Skyrock, il faut se régler à la bonne fréquence », explique sans jeu de mots André, l'opérateur. Chaque molécule a sa fréquence radio, et l'onde électromagnétique qu'elle produit traverse ainsi l'espace et le temps (les plus lointaines sont émises depuis treize milliards d'années-lumière), ignore en fin de parcours le vacarme de notre atmosphère, les orages et les avions à réaction, et court, éminemment faible, millimétrique, pour s'évanouir sur quatre lacs creux et argentés, automatisés, orientables à distance, se promenant sur des rails entre la pierre et la neige, quatre antennes miroirs, paraboles de l'espace,

15 mètres de diamètre réglés au micron, verrouillés par 16 tonnes de pression. Une nuit, un opérateur avait rêvé, il les avaient vues décoller.

En astronomie, il faut douter, tester, flairer, remettre en cause les modèles établis, savoir peser autrement, être rigoureux, autocritique, humble, audacieux. « Il faut surtout ne pas redouter de se tromper », dit Stéphane Guilleaume, l'astronome responsable de l'interféromètre de Bure. « La découverte de molécules lointaines grâce aux fréquences millimétriques a fait tomber la naïveté des scientifiques, qui consistait à penser que plus on allait loin, moins on trouverait de choses intéressantes. »

« Quand je capte une onde, je m'amuse à remonter le temps, à dix mille années-lumière, je me dis : tiens, on est au temps de l'homme de Cro-Magnon, si je pointe l'étoile Orion, je suis sous le règne de Toutankhamon, une autre plus proche, et c'est Louis XIV. »

D'abord, il y a eu la découverte de molécules solitaires entre les galaxies, « une par mètre cube, mais elles arrivent à se rencontrer même si elles doivent attendre des millions d'années. » Puis la surprise de voir qu'on trouve de tout dans les nuages au sein desquels se forment les futures étoiles : de l'alcool, de l'eau, du sel, du cyanure (plus exactement de l'acide cyanhydrique), au total une centaine de molécules répertoriées, dont certaines très complexes, à commencer par les composés du carbone, précurseurs de la vie sur Terre. De là à conclure que, quelque part... « Ce n'est pas très étonnant, il y a du carbone partout dans l'espace », tempère Stéphane Guilleaume, un Vendéen fou de mathématiques tombé dans l'astronomie « un peu par hasard ». « De toute façon, au moment de la formation des étoiles, la température sera tellement élevée que ces molécules vont vite se désintégrer », complète l'astronome américain Deoio Downs, qui a quitté son pays quand celui-ci préféra la guerre du Vietnam à l'exploration du cosmos, en en bloquant les crédits.

Non, loin des rêveries de vies extraterrestres, les chercheurs sont devenus des observateurs, fossyeurs et accoucheurs d'étoiles. Défiant là aussi les visions convenues. Au moment de la naissance, « on imaginait qu'une étoile se formait par le gaz du nuage qui tombait au centre, attiré par une force de gravitation. Or c'est l'inverse, on a mis en évidence que la matière est éjectée dans deux directions opposées à une vitesse considérable. » De même, l'écoute des ondes millimétriques a permis de découvrir qu'il y a beaucoup plus d'étoiles doubles - qui tournent entre elles - qu'on ne le soupçonnait :

que les jeunes étoiles ont en orbite des disques de poussière, préfigurations de planètes et peut-être d'autres systèmes solaires. « Il y a trois ans, personne n'y avait pensé. »

« Des fois, ils se prennent des coups de poignard dans le ventre », dit Michel, un technicien, en parlant des astronomes au moment de leurs découvertes. « Nous, on s'en tape un peu, on arrive à saturer un moment, c'est un domaine où on se rend vite compte de nos limites intellectuelles », Didier, lui, se dit souvent : « Circulez, y a rien à voir ! » Il y a eu des premières fois où c'était palpitant, le record de détection de l'acide cyanhydrique, par exemple. Mais les astronomes sont rarement émus. Ils sont froids, pas très professeurs Tournesol sautant au plafond. Ils disent seulement : « On a un vrai génie. Le résultat est tellement esotérique, les données toujours subtiles, jamais un résultat franc, il faut le vérifier, le contre-vérifier, ça prend six mois, un an. Alors, pour sabler le champagne... »

Denis Downs sourit. C'est vrai qu'il passe sa « vie dans les étoiles » et que cette vie, « elle est très difficile à faire partager, à expliquer aux gens qu'on aime, aux parents, aux amis ». Il pense qu'il a « le privilège d'être optimiste, comme le sont les astronomes en général ». « Quand on voit ce qui se passe sur terre en Somalie, en Yougoslavie, nous, nous pouvons toujours regarder les choses là-haut, mieux comprendre, découvrir, avoir le sentiment de progresser. »

Quand il contemple les progrès de la radiotélescope, Denis Downs se compare au plongeur sous-marin « au moment où le commandant Cousteau a inventé le scaphandre autonome, ses possibilités d'exploration se sont tout de suite considérablement élargies, des océans se sont offerts à lui ». Avec l'écoute des sons de l'Univers, Denis Downs entreprendrait « des océans plus vastes encore ». Grâce à cette nouvelle approche de l'espace, « on sait qu'il va y avoir une découverte formidable, on ne sait pas encore laquelle, mais on en est presque certains », dit Stéphane Guilleaume, qui n'est pourtant pas un rêveur.

LA porte du bangar s'ouvre, une antenne s'ébranle comme un paquebot, la parabole couchée sous le ciel, gémissant comme une corne de brume. « C'est normal, les rails sont mal alignés », dit André. « Elles sont belles quand elles rentrent ! » La voici sous le toit, énorme, les techniciens allemands qui l'ont construite sont prêts à réviser les 840 petits moteurs qui ajustent les 176 panneaux composant le miroir réflecteur. L'antenne est une merveille technologique mais personne n'a trouvé de solution au « scotch », ce scotch qui relie les panneaux arrière et qui résiste mal aux intempéries. « La silicone créée lors des perturbations dans la captation des ondes, non, il va falloir remettre du scotch. » Et admettre à nouveau les lambeaux.

Dans le salon décoré comme dans un chalet, Marie a mis la « Méditation de Thaïs » de Massenet « à fond » sur la

chaîne bifi. « J'adore, surtout quand je suis toute seule, ici, en préparant tranquillement le repas ». Des lunettes co forme d'ailes de papillon, habillée d'un grand pull et d'un caleçon, Marie, la cinquantaine, aime bien cette vie décalée, une semaine en hauteur, loin de tout, la vie en petite communauté, les parties de tarot, les feux de cheminée et « les balades sur la neige les nuits de la pleine lune ». Et une semaine dans la vallée, « où il faut se réhabituer, retrouver les voitures, les gens dans les rues ». Marie apprécie aussi le mouvement. Souvent, elle va se plonger dans la foule des concerts de rock à Grenoble ou à Chambéry. Autrefois, elle tenait un snack à Gap.

ANDRÉ est à son tour aux commandes des ordinateurs et des antennes. « Quand je capte une onde, je m'amuse à remonter le temps, à dix mille années-lumière, je me dis : tiens, on est au temps de l'homme de Cro-Magnon, si je pointe l'étoile Orion, je suis sous le règne de Toutankhamon, une autre plus proche, et c'est Louis XIV. J'y pense toujours, même pour un coucher de soleil, quand il disparaît derrière la ligne d'horizon, je sais que ça fait déjà huit minutes qu'en réalité il n'est plus là. » André surveille IRC 10213, qui brûle son propre hydrogène. « Après, l'étoile dévorera son propre carbone, puis l'hélium. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les gens croyaient que les étoiles brûlaient au charbon. » « Elle va sans doute terminer en naine blanche, très chaude, à 100 000 degrés (le Soleil en fait 6 000) », pronostique Denis Downs. André tente de s'entretenir avec l'astronome des lois et des mystères, « de la gravité qui déforme l'espace et de l'espace qui déforme le temps ». Et « ce grand attracteur qui entraîne notre galaxie à 600 kilomètres par seconde ? » « Ce n'est qu'une petite perturbation au regard de l'expansion générale de l'Univers », répond l'astronome. Cette expansion qui fait gonfler l'Univers comme un gros gâteau...

Didier ironise sur le fait qu'« avec toutes ses antennes, on n'est même pas foutus de bien recevoir la télé ! », fait mine de jouer les blasés. Il est content d'échapper à l'hiver, à ces journées où l'observatoire ressemble à un igloo, où il faut sortir, par -10 degrés et des vents de 110 km/h, casser la glace au piolet et faire bouger les antennes. Rien ne semble plus l'intéresser que ces journées de grand soleil, voir apparaître les troupeaux de moutons, « jouer à la pétanque au milieu des mouffons » et se moquer des chasseurs alpins, admirer les fleurs - « trois cents espèces différentes » - et les papillons, se perdre dans la mer de nuages et contempler au loin le massif des Ecrins. Monter jusqu'à la crête, le soir du 14 juillet, et « se faire quatre jeux d'artifice en même temps ». Pourtant, quand il va peindre le téléphérique pour retourner chez lui, dans la vallée, il sait ce qui l'attend. Il n'a pas pu refuser l'invitation à donner une conférence, lui le « technicien qui ne comprend rien ». Didier parlait des étoiles.

(1) « Le ciel trout de noir » (Le Monde du 8 mai 1991).

(2) « Le frou-frou des étoiles » (Le Monde du 25 septembre 1985).



## BOSNIE-HERZÉGOVINE : le retrait serbe des hauteurs de Sarajevo et les négociations de Genève

## Les Etats-Unis demandent le maintien du dispositif de frappe de l'OTAN

Tout en estimant que la situation s'est légèrement améliorée en Bosnie, les Etats-Unis demandent néanmoins à l'OTAN et à l'ONU de poursuivre les préparatifs d'interventions aériennes contre les Serbes. Le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, a indi-

qué, lundi 16 août à Washington, que la menace de frappes aériennes, faite le 9 août par l'OTAN, était maintenue et qu'elle pouvait « durer aussi longtemps qu'il n'y aurait pas d'amélioration sur le terrain » permettant de conclure à la fin de l'étranglement de la capi-

tales bosniaque par les forces serbes. « Nous voulons voir la nourriture, l'eau, l'électricité, les médicaments et les secours nécessaires parvenir aux habitants, non seulement de Sarajevo mais aussi d'autres zones protégées en Bosnie », a souligné le porte-parole.

## La capitale bosniaque pourrait être administrée par les Nations unies

Les dirigeants des trois factions (serbe, croate et musulmane) en guerre en Bosnie-Herzégovine sont parvenus, lundi 16 août à Genève, à un accord de principe sur le statut futur de la capitale bosniaque et sur la libre circulation des observateurs militaires de l'ONU sur l'ensemble du territoire de la Bosnie. « Il s'agit d'une avancée sensible », selon les médiateurs internationaux, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), qui ont obtenu cet accord quelques heures seulement après la reprise des pourparlers multilatéraux. Le retrait des troupes serbes des hauteurs stratégiques de la capitale bosniaque a permis ce déblocage des négociations, qui avaient été interrompues pendant deux semaines.

Aux termes de l'accord, Sarajevo deviendrait en principe une ville ouverte distincte de chacune des trois mini-Républiques confédérées qui doivent succéder à l'actuelle Bosnie-Herzégovine. « Les parties ont accepté comme principe de base l'exclusion de toutes les forces armées de la ville, à l'exception (de celles) des Nations unies », a déclaré John Mills.

Le porte-parole de la conférence de Genève a précisé qu'une trêve imposée de représentants des trois communautés avait été constituée pour émettre des suggestions sur le statut futur de l'actuelle capitale bosniaque. Le président du « Parlement » serbe de Bosnie, Momcilo Krajisnik, l'homme politique musulman Mohammed Filipovic et Miro Lasic, un membre croate de la présidence collégiale bosniaque, ont été chargés d'étudier en détail le passage de Sarajevo sous le statut de « ville administrée par les Nations unies ». La question de Sarajevo était devenue

progressivement le principal obstacle au partage, crayons et cartes en main, de la Bosnie-Herzégovine. Les Serbes exigeaient purement et simplement le partage de la capitale, dont les musulmans réclamaient le maintien de l'intégrité.

## Libre circulation des observateurs

Après une demi-heure de discussions, un premier accord avait été conclu, autorisant les observateurs militaires de la FORPRONU à accéder à toutes les régions de Bosnie. « C'est une décision importante, un pas vers l'ouverture de la Bosnie-Herzégovine. Les coprésidents l'ont accueillie avec satisfaction comme un facteur de renforcement d'un climat de confiance dans ces négociations », a dit John Mills.

David Owen et Thorvald Stoltenberg veulent accélérer la définition territoriale de l'« Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine » proposée par les Serbes et les Croates et finalement acceptée par les musulmans. Elle prévoit le partage sur une base ethnique de la Bosnie en trois mini-Etats confédérés.

Les médiateurs font pression pour que les musulmans obtiennent au moins 30 % du territoire bosniaque, ainsi qu'un accès à l'Adriatique, à l'ouest, et à la rivière Save, au nord. Les Serbes, qui disent contrôler plus de 70 % du pays, semblent prêts à céder d'importantes portions de territoire, mais les Croates y paraissent beaucoup moins disposés. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a revendiqué la semaine dernière au moins 42 % du territoire bosniaque pour les musulmans. — (Reuters)

## Le porte-parole de la FORPRONU déclaré indésirable par les Bosniaques

Le commandant Barry Frewer, porte-parole de la FORPRONU, a été déclaré persona non grata à Sarajevo, lundi 16 août, par le vice-président bosniaque Ejup Ganic, qui a fait part de cette décision dans une lettre diffusée par la radio bosniaque.

Le vice-président accuse l'officier canadien d'avoir commis « un grave mensonge » en répétant avec insistance, au cours d'un briefing, lundi, que Sarajevo n'était pas soumise à un « siège » mais à un « encerclement militaire ». Pour M. Ganic, ce « mensonge », formulé en accord avec la

propagande de l'agresseur serbe à Genève, a soulevé une immense vague d'outrage chez les habitants de Sarajevo. Le vice-président bosniaque a demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, et au commandant en chef de la FORPRONU, le général Cot, de relever le commandant Frewer de ses fonctions.

Les propos du porte-parole de la FORPRONU ont par ailleurs été contestés par quatre organisations humanitaires non gouvernementales actives à Sarajevo. — (AFP, Reuters)

## Sur une base alliée d'Italie, des pilotes se préparent

VICENCE (nord-est de l'Italie)

de notre envoyé spécial

A première vue, avec sa petite base-cour-200 où vivent ensemble paisiblement faons, canards et coqs (modèle bersaglier), la base militaire aérienne de Vicence n'a pas vraiment l'allure guerrière. En temps normal, avec Venise à une cinquantaine de kilomètres, il doit même faire bon y être muté. Pour l'heure, la guerre dans l'ex-Yugoslavie en a fait le point névralgique du dispositif aérien de l'OTAN dans le nord de l'Italie. C'est ici, à une portée d'ail de la côte dalmate, que se trouve le PC de commandement tactique des forces aériennes de l'OTAN en Italie du Nord.

Americains, Français, Anglais, Néerlandais et Turcs y cohabitent sous le commandement d'un général italien, patron de la 5<sup>e</sup> Force aérienne tactique qui relève de l'OTAN. Ce centre de Vicence planifie et conduit, depuis le mois d'avril, les missions de l'OTAN d'interdiction de survol de l'espace aérien bosniaque (opération « Deny Flight »). Et c'est également dans cette base escadée de soleil, en ce milieu du mois d'août, que sont préparés différents scénarios de frappe aérienne en sol dans l'ex-Yugoslavie.

Si la baisse de la pression serbe autour de Sarajevo se révélait un leur dans les jours et semaines qui viennent, ces scénarios pourraient éventuellement être mis en œuvre après le feu vert onusien. Le général français Jean Cot, patron de la FORPRONU, et l'amiral américain Jeremy Boorda, chef du commandement de la région sud de l'OTAN basé à Naples, se sont d'ailleurs retrouvés une nouvelle fois, samedi 14 août, à Vicence pour une réunion de travail. C'est, en effet, à eux que reviendrait la responsabilité de faire passer tout ou partie du dispositif aérien OTAN à l'offensive.

Cette coaccoutance, voulue instamment par la France, doit permettre au général Cot, qui gère sur le terrain la mission de l'ONU, d'avoir plus qu'un simple droit de regard sur d'éventuels raids aériens sur la Bosnie. Le retrait partiel des forces serbes des hauteurs de Sarajevo éloigne pour l'instant cette perspective, sans pour autant faire déchoir en Italie la préparation et l'entraînement interalliés des forces de l'OTAN.

## « Ici, c'est ubuesque ! »

Pour l'instant, le dispositif de l'OTAN dans le nord de l'Italie et sur les porte-avions américains, anglais et français se trouvent en Adriatique (en tout une soixantaine d'événements de combat, les Italiens fournissant les bases et le support) est à l'image de la Crécelle dont les Français ont fait l'emblème de leur mission dans le cadre de « Deny Flight » : ce rapace de petite taille est capable de se maintenir en vol stationnaire longtemps en battant très vite des ailes, avant de fondre sur sa proie. La « crécelle OTAN » bat donc des ailes depuis plusieurs mois au-dessus de la « B.H. », comme disent les pilotes, en attendant un hypothétique « jour J ».

Des centaines de lits d'hôpitaux offerts au HCR par plusieurs pays. — Les Nations unies ont été submergées, lundi 16 août, d'offres pour accueillir des blessés de guerre qui attendent à Sarajevo leur évacuation. Selon Sylvana Foa, porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 764 propositions avaient été reçues en fin d'après-midi. Parmi la quinzaine de pays qui se sont manifestés, l'Italie, de loin la plus généreuse, a offert de recevoir 454 blessés, la Finlande a mis 100 lits à la disposition du HCR, les Etats-Unis ont promis d'accueillir 100 blessés supplémentaires. La Pologne offre 40 lits, le Canada et la Jordanie ont proposé de recevoir 20 blessés. La France et l'Irlande ont réservé 10 lits. — (Reuters)

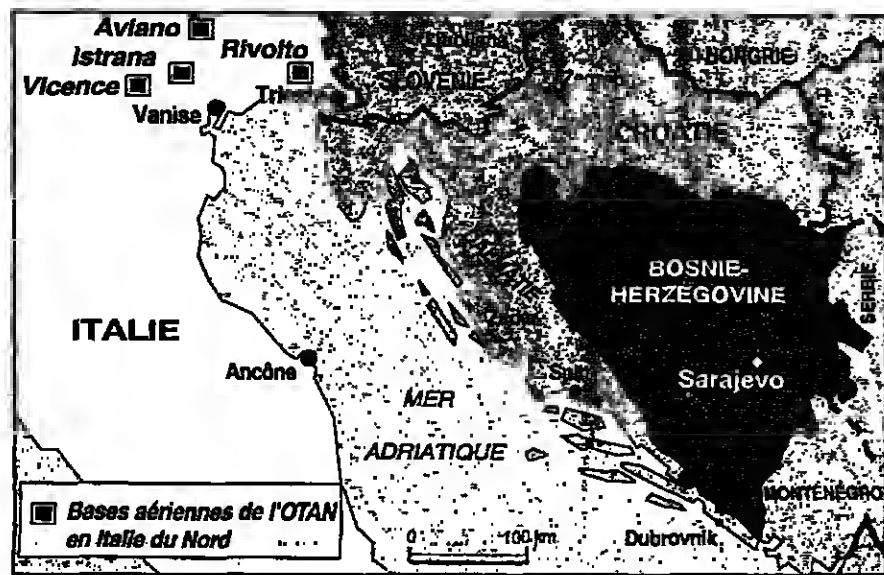
A quelques dizaines de kilomètres de Vicence, sur la base d'Istrana, deux Mirage F-1 CR, de retour de Bosnie, se posent. La France a, au total, cinq Mirages de reconnaissance de ce type dans le nord de l'Italie : ils effectuent en moyenne deux missions de deux avions par jour. Celle-ci a duré en tout deux heures et demie avec ravitaillement en vol ; préparation et briefings compris, une mission de ce type prend une journée entière.

Après avoir passé moins d'une heure sur zone, les caméras,

tiques : « Au sol, il n'y a pas de frontières fixes qui délimitent les bons et les méchants. Il est d'ailleurs difficile de savoir exactement qui sont les uns et les autres. Là-bas, j'ai l'impression qu'il n'y a pas vraiment d'anges. » En cas d'attaque au sol, les renseignements fournis par les avions de reconnaissance alliés seront infiniment précieux pour la préparation et l'exécution des missions. Le relief de la Bosnie, la mobilité des forces serbes et l'existence de missiles sol-air (en batteries ou portables, généralement de fabrication soviétique)

aérienne. Le général Nelson précise que certaines de ces violations se révèlent après coup être des vols humanitaires tardivement autorisés ou qui ont dévié du plan de vol déposé initialement.

La surveillance permanente des AWACS français, américains et britanniques permet de détecter ces violations et de fournir aux avions de chasse alliés la position de l'intrus. Jusqu'à présent, aucun incident majeur ne s'est produit ; les hélicoptères se posent, tandis que les avions rebroussement chemin.



optiques des Mirage ont rapporté trois cent cinquante vues, notamment des montagnes de Sarajevo, prises à moyenne altitude : « A vue, nous avons pu constater que les taches blanches des véhicules de l'ONU, bien visibles à cause du fond vert, semblaient avoir pris position sur les hauteurs sud de Sarajevo », explique le leader de la patrouille, pistolet automatique sous l'aisselle gauche et balise de détresse sur l'épaule droite. L'autre pilote a observé les convois serbes faire mouvement, mais il reste prudent sur ce que l'on peut en déduire tant que les photos prises par les caméras n'auront pas été exploitées. Elles seront traitées sur place par des officiers de renseignement. Une fois exploitées, ces informations seront ensuite envoyées à Vicence, puis fusionnées avec d'autres fournies par les vols de reconnaissance alliés et celles en provenance du terrain. La synthèse permettra d'établir une situation des mouvements de troupes ou de matériels, des positions de batteries de canons ou de l'implantation de sites de missiles sol-air.

Comme le soulignent tous les pilotes rencontrés sur ces bases italiennes, l'ambiance est très tendue. OTAN oblige ! Les pilotes qui sont allés dans le Golfe ne sont pas vraiment dépayés, même s'ils soulignent tous que la situation dans l'ex-Yugoslavie n'est en rien comparable. « Dans le Golfe, les choses étaient claires au regard de la ligne de partage sur le terrain entre bons et méchants. Ici, c'est ubuesque », déclare un officier français, un sentiment que confirme le général américain Ben Nelson, adjoint du patron de la 5<sup>e</sup> Force aérienne tactique.

« La Bosnie, c'est un peu le Massif central en plus pointu », explique ce pilote de Jaguar basé à Riva (nord de l'Italie, 50 kilomètres de la Slovénie). Et dans son jargon militaire d'ajouter : « Il est difficile d'acquiescer le visuel sur l'objectif. » Les officiers des guidages déployés au sol, chargés d'amener par radio les avions alliés à vue de leurs objectifs, auraient donc fort à faire en cas de déclenchement des hostilités. « En cas d'attaques au sol, il faudra que ces officiers nous disent avec précision où sont les amis et les ennemis car, sur le terrain, les positions des troupes et des populations de chacun des camps sont imbriquées », insiste le général Nelson. Les pilotes seraient donc condamnés à donner à l'expression « frappe chirurgicale », qui avait fait florès pendant la guerre du Golfe, toute sa signification car les éventuelles opérations aériennes destinées, dans l'esprit des Occidentaux, à accompagner l'humanitaire et à favoriser le processus de règlement diplomatique n'ont pas droit à la « bavure ». Les conséquences d'effets collatéraux indésirables pourraient être catastrophiques.

De leur côté, les avions de défense aérienne de l'OTAN poursuivent leur mission d'interdiction du survol de l'espace aérien bosniaque. Une à deux violations sont constatées chaque jour. « Il s'agit de vols d'hélicoptères non armés et parfois de petits avions d'observation », précise-on sur la base de Servia où se trouvent les dix Mirage 2000 RDI d'interception

constituent trois difficultés sur lesquelles les avions d'attaque au sol devraient compter si, finalement, l'option militaire était choisie.

« La Bosnie, c'est un peu le Massif central en plus pointu », explique ce pilote de Jaguar basé à Riva (nord de l'Italie, 50 kilomètres de la Slovénie). Et dans son jargon militaire d'ajouter : « Il est difficile d'acquiescer le visuel sur l'objectif. » Les officiers des guidages déployés au sol, chargés d'amener par radio les avions alliés à vue de leurs objectifs, auraient donc fort à faire en cas de déclenchement des hostilités. « En cas d'attaques au sol, il faudra que ces officiers nous disent avec précision où sont les amis et les ennemis car, sur le terrain, les positions des troupes et des populations de chacun des camps sont imbriquées », insiste le général Nelson. Les pilotes seraient donc condamnés à donner à l'expression « frappe chirurgicale », qui avait fait florès pendant la guerre du Golfe, toute sa signification car les éventuelles opérations aériennes destinées, dans l'esprit des Occidentaux, à accompagner l'humanitaire et à favoriser le processus de règlement diplomatique n'ont pas droit à la « bavure ». Les conséquences d'effets collatéraux indésirables pourraient être catastrophiques.

De leur côté, les avions de défense aérienne de l'OTAN poursuivent leur mission d'interdiction du survol de l'espace aérien bosniaque. Une à deux violations sont constatées chaque jour. « Il s'agit de vols d'hélicoptères non armés et parfois de petits avions d'observation », précise-on sur la base de Servia où se trouvent les dix Mirage 2000 RDI d'interception

ALBANIE : ouverture du procès de Wilson Ahmed. — Le procès de l'ancien premier ministre albanais M. Wilson Ahmed, passible de dix ans de prison pour « abus de pouvoir », s'est ouvert lundi 16 août à Tirana. Chef du gouvernement à la fin de l'époque communiste, de décembre 1991 à mars 1992, M. Ahmed est accusé d'être impliqué dans l'affaire Nicolas Arisidi, un homme d'affaires français qui avait reçu 1,6 million de dollars des autorités de Tirana afin de renégocier la dette extérieure albanaise. Fin juillet, un ancien premier ministre également, M. Fatos Nano, devenu chef du Parti socialiste, principale formation d'opposition, a lui aussi été arrêté pour « abus de pouvoir » dans le cadre d'une autre affaire et risque lui aussi dix ans de prison. — (AFP)

## CORRESPONDANCE

## « Qu'ils périssent, les mauvais journalistes ! »

A la suite de notre série d'articles sur la responsabilité des médias dans le déclenchement du conflit en ex-Yugoslavie et la poursuite de la guerre (le Monde des 22, 23, 24 et 26 juillet), nous avons reçu plusieurs réactions dont celle de Milica Pesic, journaliste indépendante à Belgrade, qui collabore à A. I. M., un réseau alternatif d'information qui a pour objet de recréer une presse libre et des échanges entre les Républiques de l'ex-Yugoslavie.

« Maudits soient les journalistes et leurs journaux ! Qu'ils soient frappés comme des chiens et égarés comme des poulets ! Qu'ils périssent ! Ils envient aux chefs d'Etat leur dignité, leurs fonctions... Il y a aussi peu de bons journalistes que de bons citoyens. Qu'ils périssent, tous ces mauvais journalistes qui osent attaquer notre régime ! »

Lorsque le fameux empereur et dictateur africain Bokassa jetait ces anathèmes sur des journalistes, il ne faisait pas preuve d'originalité. Et pour cause. Les dictateurs sont les mêmes partout, et leur mode de communication avec le monde qui n'est pas celui de leurs courtisans, de ceux qui partagent leur opinion, est identique en tous lieux.

Bokassa ne vit pas ici. Mais, ici aussi, on classe les journalistes en bons et mauvais. Ici aussi, les mauvais journalistes ( « Qu'ils périssent ! » ) sont ceux qui osent attaquer notre régime.

Ici et maintenant, on fléche les lecteurs de Borba à Belgrade. Les citoyens de Serbie ne peuvent regarder les émissions politiques de la télévision saur du Monténégro

que si la télévision de Belgrade omet d'être vigilante. Bientôt on n'écouterait plus les radios étrangères qu'en cabotage, chez des parents et amis sûrs. Si en reste, par les temps qui courent.

Ici et maintenant, on sanctionne les journalistes qui dévient la vérité comme celle de dire que les paysans sont mécontents de la baisse du prix du blé. Ici et maintenant, on frappe des journalistes et on s'excuse après. Qui a fait ça ? Le garde du corps d'un haut fonctionnaire de l'Etat ? On le saura quand ce sera devenu sans importance.

Borbo et Nin sont dénigrés. Radio B 92 n'obtient pas de fréquence. Le nouveau rédacteur en chef de Borba a obtenu le soutien des quatre représentants du gouvernement fédéral ? On attend de voir s'il manifeste maintenant sa reconnaissance et comment il va l'exprimer ! Les récentes secousses à la rédaction de Vecernje Novosti n'ont fait que confirmer son attachement au pouvoir. Et ainsi de suite...

Quand le monde comprendra que, malgré les sanctions, la télévision officielle serbe peut regarder de l'autre côté de l'Océan alors que la chaîne de télévision indépendante ne peut même pas importer des cassettes sans autorisation spéciale des Nations unies, il sera trop tard. Le gouvernement aura éteint toutes les lumières dans le tunnel.

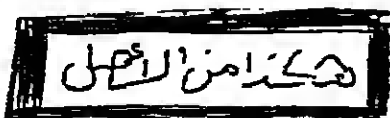
Est-ce parce qu'ils lui font peur ou bien parce qu'il juge que le moment est venu pour lui de soumettre tous les médias, que le gouvernement est actuellement en train d'élever cette « feuille de vigne démocratique » — ainsi que certains appellent les médias indé-

pendants en Serbie ? Il est peu vraisemblable que ce soit par peur : les médias indépendants sont accessibles seulement aux Belgradois et à quelques citoyens de Lazarevac et, avec la baisse du pouvoir d'achat de la population, il est difficile d'imaginer que leur impact puisse augmenter et constituer un danger pour le régime.

Ce qui est plus plausible, c'est que le pouvoir absolu veuille avoir absolument tous les médias sous son contrôle. Que le monde condamne une telle mesure n'a pour lui aucune importance. Car c'est le monde qui qualifie le même homme tantôt de boucher, tantôt d'homme de paix. Alors, ce qui compte, c'est de convaincre les électeurs et il faut les sauver de toute tentation. Il faut continuer à préserver leur salut.

Il sera trop tard lorsque Radio Free Europe et Balkan Report commenceront à émettre (et encore, si les lois fédérales ne les empêchent pas puisque, selon des sources bien informées, les investissements étrangers dans les médias vont être interdits). Il sera trop tard car la nation entière aura déjà sombré dans une passion orwellienne sans limite : aujourd'hui nous sommes attaqués par « l'empire du sud-est » (1), demain ce sera par celui de « l'est-sud ». Nous devons réagir de toutes nos forces. Les bons journalistes de Bokassa seront là pour prendre des notes. Ils sont bons puisqu'ils n'osent pas s'en prendre à notre régime.

(1) NDLR. — Allusion au livre d'Orwell, 1984.





## PROCHE-ORIENT

## Misère et islamisme en Haute-Egypte

Foyer de l'extrémisme musulman? Cette région s'en défend mais dénonce son sous-développement et l'attitude du gouvernement

## ASSIOUT

de nos envoyés spéciaux

Tous les après-midi, pendant quinze jours, du 7 au 21 août, des milliers de copistes de la région d'Assiout et d'ailleurs effectuent le même pèlerinage. A pied ou en voiture, en famille ou entre voisins, ils vont escalader le kilomètre à pic qui les mène du village de Dronka au couvent de la Sainte-Vierge-de-la-Montagne où, à 19 heures précises, se déroule la procession.

Il n'y a dans ce rassemblement aucune ferveur excessive, mais plutôt quelque chose d'iconoclaste, la « drague » faisant bon ménage avec les retrouvailles entre notables et administrés, entre familles ou entre amis. N'étaient les innombrables boutiques de souvenirs et de reliques religieuses, et quelques fidèles abîmés en prières devant l'image de Marie, on se croirait plutôt dans n'importe quelle fête populaire.

La différence tient précisément en ce que ce pèlerinage annuel est de plus en plus l'occasion pour ces chrétiens de Haute-Egypte, terre d'élection des islamistes les plus extrémistes, d'exprimer une solidarité communautaire, de « mettre leur prière en commun pour que Dieu les entende mieux et plus fort et les protège des extrémistes », explique un notable.

## Perte de vitesse?

Dronka est dans son écrasante majorité chrétienne, copte - il y a là des catholiques et des anglicans aussi. Mais la localité d'Al Balayza est à un jet de pierre et ses quelques dix mille habitants, presque tous musulmans quant à eux, sont travaillés au corps par les islamistes intégristes qui réussissent à les convaincre qu'à la terreur, il n'y a jamais eu d'incident entre les deux bords.

Le pèlerinage de la Vierge se déroule sans problème. Et pourtant, les copistes seraient moins nombreux cette année à l'effectuer. « C'est que, disent-ils, un acte de provocation demeure toujours possible et puis, vous savez, au cours des deux derniers mois, « ils » ont

quand même buté trois des nôtres, à Marfalout et Daïrout » (plus au nord).

« Ils », ce sont les jeunes « terroristes » pour certains, « desperados » pour d'autres, membres de la Djamaa islamiya, cette organisation qui a revendiqué nu à laquelle on a imputé les attentats ici et au Caire depuis un peu plus d'un an et qui se réclame spirituellement du cheikh Omar Abdel Rahman, dont le nom a été cité dans l'attentat contre le World Trade Center de New-York.

Que votre interlocuteur soit chrétien ou musulman, qu'il « les » condamne ou « les » comprenne, tout le monde affirme qu'« ils » ont pris depuis quelque temps le masque de combattants de l'ombre, qui se tapissent dans les grottes des montagnes ou les champs de maïs et que des enfants ravitaillent au renseignement, parce que, pourchassés, leurs membres les plus actifs ne font plus d'apparition publique.

Il n'est bien sûr pas possible de vérifier si ces affirmations sont le pur produit de l'imagination d'une population encore traumatisée par les suites des attentats et qui, en même temps, a besoin de se créer des mythes. « Ce n'est pas vérifiable en effet », confirme Houssam Al-Kilani, député du Parti national démocratique du président Mubarak pour le secteur de Daïrout. Ce qui est sûr, c'est que certains d'entre eux sont en fuite. Mais on en a arrêté au Caire. Alors...

Combien sont-ils, ces jeunes de moins de vingt ans pour la plupart, qui se sont érigés en justiciers de l'islam et qui auraient donc pris le maquis? « Une poignée », dit M. Al-Kilani. Dix à quinze pour toute la région d'Assiout, affirme un responsable de la gendarmerie. « Quelques-uns » estiment d'autres, toutes réponses qui vont en taut cas dans un même sens : leur nombre a sensiblement baissé, même si, il y a quelques mois encore, leurs sympathisants se chiffraient « par milliers », selon Cheikh Bakir Saleh Bakir, l'un des responsables des Frères musulmans à Daïrout.

Encore traumatisée, la région n'en a pas moins repris le rythme de vie tranquille des pays profonds, avec ses centres-villes et ses marchés grouillants de monde le jour et ses promeneurs du soir sortis prendre le frais après une journée torride. Aucune présence policière ou alors très discrète, alors qu'en avril dernier encore, Daïrout

par exemple était pratiquement en état de siège avec 1 400 gendarmes dépêchés par le gouvernement. Le mérite en revient principalement, disent les habitants, au nouveau ministre de l'intérieur, le général Hassan Al-Ali, ancien gouverneur d'Assiout, au sujet duquel on ne tarit pas d'éloges.

Que ces louanges soient au moins en partie le reflet naturel d'une région désertifiée, qui s'est toujours considérée comme la mal-aimée des régimes successifs et qui juge qu'on lui a enfin rendu justice, importe peu. M. Al-Ali est paré de qualités que l'on entend rarement attribuer ici aux dirigeants : honnêteté, sagesse et tact. « Il n'y a plus d'arrestations arbitraires. Les familles des suspects ne sont plus harcelées. Seuls ces derniers sont poursuivis. Les habitants ont retrouvé leur quiétude », affirme Cheikh Bakir.

## Problèmes économiques endémiques

Et puis, « au vu de la violence à laquelle ils se livrent, la popularité de ces jeunes, presque toujours issus de familles modestes, s'est réduite comme peau de chagrin. Ils s'en prennent à tout le monde, et pas seulement aux copistes. L'hiver dernier encore ils ont interdit le terrain de sport à nos jeunes » et tout cela s'est terminé dans une bagarre, au cours de laquelle l'un des leurs a été blessé accidentellement par les siens. « Du reste, s'indigne Cheikh Bakir, qui savent-ils de l'islam et du Coran qui prêche la tolérance et la persuasion? Et les Égyptiens abhorrent la violence ».

C'est un peu vite dit, lorsque l'on sait que, en Haute-Egypte, peut-être plus qu'ailleurs dans ce pays, les structures tribales restent très fortes, que la vendetta en est l'un des aspects les plus vivaces et que l'un des premiers soucis d'un paysan est de se doter si possible d'un « Port-Saïd », version locale de l'AK-47 tchèque. Mais la vendetta, qui depuis des siècles tient lieu de justice locale est une chose, la violence aveugle en est une autre, surtout lorsqu'elle entraîne arrestations et répression. Il est néanmoins fréquent depuis quelque temps qu'un acte de vendetta soit pris ou présenté pour une action

« terroriste » - surtout lorsqu'il implique copistes et musulmans. Les militants de la Djamaa sont en tout cas très difficilement joignables. Jeudi soir 12 août, à la veille du jour du Seigneur, dans la petite localité de Massara, à la sortie d'Assiout, ils avaient organisé comme tous les jeudis, une rencontre sur les thèmes du jour. Après la prière du soir, un bulletin d'information avait été lu à l'assistance - peu nombreuse - déformant les faits lorsqu'ils ne parlaient pas d'eux-mêmes à leurs yeux.

Ainsi, disaient-ils, derrière l'organisation charitable Caritas, à Alexandrie, se cachaient des missionnaires suisses parlant parfaitement l'arabe, et « les soldats des croisés en Somalie violent les femmes et tuent les enfants et les vieillards ». La seule présence de journalistes étrangers a fait amener le prêche qui devait suivre. Pour les très jeunes hommes présents, les thèmes développés étaient des preuves de la haine de l'Occident envers les musulmans, l'un des thèmes mobilisateurs. Mais le vrai problème est ailleurs. Il est dans les difficultés économiques de la région.

« Il aura fallu que des touristes soient visés pour que les gens d'ici découvrent que le tourisme rapportait plus de 5 milliards de dollars au pays. Plus encore que par le passé, ils se demandent où va cet argent et pourquoi ne leur en retombe-t-il pas même des miettes? » s'exclame Gamal Osman Ismail. Le gouvernement lance un projet « lecture pour tous ». Mais grand Dieu! donnez-leur de quoi se chausser avant de leur donner de quoi lire! Quand un paysan a vendu jusqu'à la natte qui lui servait de lit pour que son fils puisse fréquenter l'école et trouver un emploi décent et qu'il se retrouve quelques années plus tard, lui et son fils diplômé dormant à même le sol que voulez-vous qu'il fasse? »

C'est la haine contre le gouvernement qui a fait naître les extrémistes. C'est cette même haine qui porte les gens à sympathiser avec ces derniers, lesquels apportent une aide matérielle à ceux qui en ont besoin dans certains cas, mais n'hésitent pas à recourir aussi à l'intimidation.

Dans de nombreux villages, la population, musulmans et chrétiens confondus, vit très souvent dans un état de misère épouvantable. A l'intérieur d'une même pièce d'une

trentaine de mètres carrés vivent la famille et les bêtes; et lorsque de surcroît le père est chameelier, c'est le chameau qui occupe la place de choix. Alors que l'école publique est gratuite, certaines familles n'envoient pas leurs enfants à l'école, tout simplement parce qu'elles n'ont pas de quoi les babiller décentement, voire s'acheter du savon, encore moins de quoi payer les droits d'inscription et les fournitures scolaires. Et les enfants traînent, sales et déguenillés, dans la rue, ne prenant même plus la peine de cacher les mouches qui les assaillent. Les gens s'en prennent pêle-mêle et sans que cela soit bien clair dans leurs têtes, aux projets de développement du gouvernement, à certains au moins des potentats locaux, à la justice et ainsi de suite.

Il est facile de dire que le phénomène n'est pas nouveau et qu'il ne faut pas juger l'Égypte à l'aune des sociétés occidentales. Il est facile aussi, comme le font certains, de constater que les extrémistes ont pris pied dans les villages où l'influence des grandes familles traditionnelles avait été sapée par Gamal Abdel Nasser ou dans les localités où ces notables n'existaient pas.

Il est enfin commode de ressusciter les vieux mythes du complot étranger en affirmant que les extrémistes islamistes ont été « abusés, parfois à leur insu, par les services de renseignement américains et israéliens ». Le fait est que le sous-développement économique offre aujourd'hui un terrain fertile à tous ceux qui, à un titre ou un autre, veulent ébranler le régime.

ALEXANDRE BUCCIANTI  
et MOUNA NAÏM

o Corps de feu contre un bateau de croisière. - Un bateau effectuant une croisière sur le Nil en Haute-Egypte, avec quarante touristes britanniques à bord, a essuyé, lundi 16 août, des coups de feu tirés par un « inconnu » qui a pris la fuite, a-t-on indiqué de source policière. L'incident n'a pas fait de victime. Par ailleurs, selon l'agence officielle Mena, onze Égyptiens ont été pendus ces derniers jours pour crimes de droit commun, dans diverses provinces d'Égypte. - (AFP.)

En raison d'un déploiement de forces dans le Sud

La Syrie rappelle à l'ordre le gouvernement libanais

BEYROUTH

de notre correspondant

Les présidents syrien, Hafez El Assad, et libanais, Elias Hraoui, ont souligné, au terme d'une journée d'entretiens-marathon - de 10 heures à minuit - à Damas, lundi 16 août, « leur souci de préserver et de faire progresser le processus de paix » entre Israël et les pays arabes. C'est là une confirmation claire de la politique syrienne, sur laquelle s'aligne naturellement et bien volontiers le Liban, malgré l'offensive israélienne de la fin de juillet, qui avait fait 137 morts et 500 blessés.

Mais les dirigeants libanais se sont également vu discrètement rappeler à l'ordre pour avoir pris quelques initiatives durant l'opération israélienne sans l'accord préalable du partenaire-syrien. Damas aurait jugé que la décision du gouvernement libanais de procéder à un déploiement partiel de l'armée dans la zone contrôlée par la Force intermédiaire de l'ONU dans le sud du Liban était quelque peu précipitée. Le reproche - car c'est bien d'un reproche et non de divergence qu'il s'agit, insiste-t-on à Beyrouth - portait surtout sur le déploiement lui-même que sur la liberté d'agir dont ont cru pouvoir disposer les autorités libanaises. La Syrie n'a pas pour autant contrecarré l'initiative.

Les choses ayant été mises au point, Radio-Damas a précisé lundi soir que, « contrairement à ce que projetaient les israéliens, l'agression contre le Liban a conduit au renforcement des relations amicales libano-syriennes ». Et le communiqué commun a souligné « la nécessité de poursuivre la coopération et la coordination entre les deux pays à tous les niveaux et dans tous les domaines (...) et de réviser les institutions et les organismes prévus par le traité (...) conclu entre eux ».

Quant aux négociations avec Israël, c'est au terme d'une « évaluation globale et approfondie » des résultats du processus, à la lumière des derniers développements (au Liban sud) de leur répercussion sur la situation générale (...) et des résultats de la tournée du secrétaire d'État américain Warren Christopher » que les deux pays ont « insisté sur la nécessité d'orienter le processus de paix, conformément aux principes qui permettent d'aboutir à une paix juste et globale dans la région », dit le communiqué.

LUCIEN GEORGE

## ASIE

## Vietnam : le réveil des bonzes

Suite de la première page

Pagodes, églises et temples sont restaurés par les bouddhistes, les chrétiens et, dans le Sud, les catholiques (1). Au lieu de s'en accommoder, pourquoi certains dirigeants de l'Eglise bouddhique unifiée ont-ils engagé le fer avec les autorités?

Tout d'abord, six ans après leur victoire de 1975, les communistes ont remplacé l'Eglise bouddhique unifiée (EBU) par une Eglise bouddhique du Vietnam (EB) officielle, opérant sous le chapeau du Front de la patrie, organisation para-communiste. Certes, les deux tiers des soixante-douze millions de Vietnamiens qui se réclament du bouddhisme fréquentent irrégulièrement des pagodes par ailleurs sans grands liens les unes avec les autres. L'EBU ne représente donc qu'une minorité, mais avec l'avantage d'avoir joué un rôle dans l'histoire récente et d'être organisée, rénovatrice et militante. La création de l'EB, seule reconnue par l'Etat, a d'autant plus creusé le fossé entre les autorités et ce qui reste de la direction de l'EBU que plusieurs bonzes ont été incarcérés et parfois condamnés à de lourdes peines.

Plus récemment, trois incidents ont opposé l'EBU aux autorités. En mai 1992, à l'occasion des obsèques de Thich Don Hau, redevenu supérieur de Linh Mu et patriarche de l'EBU, des bonzes se sont opposés à ce qu'une délégation officielle de Hanoi assiste à la cérémonie funéraire à l'intérieur de la pagode.

Le 24 mai dernier, de vifs incidents ont opposé à Hué des militants bouddhistes à la police à l'occasion de la convocation pour interrogatoire de Thich Tri Tu, nouveau supérieur de Linh Mu, à la suite de l'immolation trois jours auparavant d'un individu dans l'en-

ceinte de la pagode. Selon l'EBU, l'homme se serait immolé sur la tombe du patriarche Don Hau pour protester contre l'interdiction de l'EBU. D'après la police, il se serait suicidé pour des raisons familiales. De nouveaux affrontements ont eu lieu le 9 juillet, dans le Sud cette fois, à la pagode Son-Linh, dans la région de Vung-Tau (ex cap Saint-Jacques).

## Une initiative inhabituelle

Dans une « lettre ouverte » en date du 26 juin 1992 et diffusée à l'étranger, le vénérable Huynh Quang, successeur non reconnu de Don Hau à la tête de l'EBU, a émis une série de neuf revendications, réclamant notamment que les autorités rendent à l'EBU ses biens saisis en 1981 et sa « liberté d'activité normale ». Thich Huynh Quang, l'un des anciens dirigeants du mouvement de 1963, âgé aujourd'hui de soixante-quinze ans, serait assigné à résidence depuis 1982 dans son village natal du Quang-Ngai, ce que démentent les autorités. Ce moine réclame également la libération des bonzes incarcérés. Les dissidents bouddhistes estiment représenter une religion traditionnelle du Vietnam et entendent que Hanoi en tienne compte.

Jusqu'ici, le pouvoir communiste n'a pas bougé. Toutes les religions, dit-il, doivent dépendre d'une hiérarchie nationale sous la coupe du Front de la Patrie. Toute autre institution ne peut être qu'illégitime. Il reproche, en outre, aux bouddhistes dissidents, au même titre qu'à de nombreux catholiques, d'être de même avec leurs corréligionnaires à l'étranger, accusés de vouloir renverser le régime. Bref, la ligne officielle

est d'autant plus ferme que les services de sécurité s'inquiètent de voir l'ouverture croissante du pays sur l'étranger s'accompagner de désordres sociaux, économiques ou religieux. Chaque camp demeure sur ses positions, l'impasse semble complotée avant la traduction en justice, qu'on dit prochaine, de six bonzes de Hué incarcérés depuis la fin mai.

Le gouvernement a néanmoins pris l'initiative inhabituelle de montrer à la télévision des images - accompagnées, bien sûr, de la version officielle - des affrontements de Hué. La crise a également été évoquée dans les journaux, tous étroitement contrôlés. A telle enseigne que l'on peut se demander si les autorités n'entendent pas prendre les devants et ne pas laisser accréditer les rumeurs incontrôlables qui, en cas de silence des médias, circulent facilement un peu partout.

Même s'ils semblent miser sur un changement progressif du régime - et prennent, donc, ainsi date - les dirigeants de l'EBU doivent, de leur côté, tenir compte de la limite du soutien dont ils bénéficient, en ce moment, au Vietnam. Pour sa part, le cerveau de la révolte de 1963, le vénérable Tri Quang, âgé de soixante-dix ans et qui réside à la pagode An-Quang de Ho-Chi-Minh-Ville, ne s'est pas manifesté. Mais le pouvoir se trouve devant un choix délicat : réagir trop fermement provoquerait un tollé à l'étranger; laisser faire risque d'encourager la contestation.

D'autre part, il sait que d'autres religions - à commencer par l'Eglise catholique, qui compterait plus de cinq millions de fidèles - suivent attentivement l'évolution d'une crise qui, selon un bon connaisseur vietnamien, « n'est pas encore sérieuse mais pourrait le devenir ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Adeptes du cao-dai, religion syncretiste populaire dans le sud du Vietnam, fondée en 1919.

## SINGAPOUR

## L'opposition est écartée de l'élection présidentielle

La commission électorale de Singapour a écarté, lundi 16 août, la candidature des deux opposants à l'élection présidentielle du 28 août prochain, la première au suffrage universel dans le pays. Joshua Jeyarajam et Tan Soo Phuan, tous deux du Parti des travailleurs, se sont vus refuser un « certificat d'éligibilité » en tant qu'incapables « au regard de l'intégrité de la réputation et du caractère », et ne disposant pas de l'expérience et des qualifications nécessaires. Seuls restent en lice le candidat du Parti d'action populaire (PAP) au pouvoir, Ong Teng Cheong, vice-premier ministre démissionnaire, et un ancien banquier et haut fonctionnaire, Chua Kim Yew. Dans ces conditions, l'élection de M. Ong ne fait aucun doute, M. Chua lui servant de faire-valoir. - (Reuters, AP.)

## CORÉE DU SUD : deux anciens présidents accusés de complicité

Un ancien chef de la junte au pouvoir en 1979 a accusé, lundi 16 août, devant la justice, les ex-présidents Chon Doo-bwan et Roh Tae-woo d'avoir organisé un coup d'Etat en ordonnant son arrestation pour prendre sa place. Chung Seung-hwa, qui se trouvait à la tête de la junte arrivée au pouvoir après l'assassinat du dictateur Park Chung-hee en octobre 1979, a affirmé, selon l'agence Yonhap, que le général Chun avait organisé son arrestation pour s'emparer du pouvoir, le 12 décembre. Le président Roh a cédé le pouvoir en février à Kim Young-sam, premier civil à la tête du pays depuis trente ans. M. Kim a qualifié les événements de décembre 1979 d'« incidents aux allures de coup d'Etat ». - (AFP.)

## IRAN : un camouflet pour le président Rafsadjani

## Le Parlement refuse la confiance au ministre de l'économie et des finances

Le Majlis (Parlement) iranien a infligé, lundi 16 août, un camouflet au président Ali Akbar Hachemi Rafsadjani en refusant la confiance au ministre de l'économie et des finances Mhesen Nourbakhch, principal artisan de la politique d'ouverture économique menée depuis quatre ans par le chef de l'Etat et considéré par les conservateurs comme responsable du « retour triomphal du capitalisme » en Iran.

Ce refus a été d'autant plus surprenant que M. Rafsadjani avait pris la peine, dans la formation de son nouveau gouvernement, de satisfaire les éléments les plus conservateurs du régime en changeant plusieurs ministres (le Monde du 10 août). En outre, selon le président, la composition du cabinet avait été approuvée au préalable par le guide de la République isla-

mique, l'ayatollah Ali Khamenei, considéré comme le chef du courant conservateur.

Hostiles aux conséquences sociales et culturelles de la politique d'ouverture du chef de l'Etat, les conservateurs ont ainsi signifié leur volonté d'en surveiller plus étroitement le volet économique. La réforme avait en effet entraîné une dépréciation de la monnaie, une stagnation industrielle, une grave crise de trésorerie et une inflation galopante. Le Parlement a en revanche, à la majorité absolue des 260 députés présents, accordé la confiance à l'ensemble des autres membres de la nouvelle équipe ministérielle.

M. Nourbakhch a été nommé par décret présidentiel vice-président pour les affaires économiques, un poste qui vient d'être créé et qui serait plutôt honorifique. - (AFP.)

o ARABIE SAOUDITE : nomination du secrétaire général du conseil consultatif. - Le roi Fahd a nommé, samedi 14 août, par décret, un secrétaire général du conseil consultatif (Majlis al Choura). Cette instance strictement consultative, dont les 60 membres ne sont pas encore désignés plus d'un an après sa création, a été mise en place dans le cadre d'une série de réformes et d'une « loi fondamentale » d'essence islamique, faisant office de Constitution. Par ailleurs, selon l'organisation non gouvernementale Liberty basée à Londres, un membre fondateur du Comité saoudien pour les droits légitimes, Mohamed Al Massari, subit d'« atroces tortures » dans une prison où il est incarcéré depuis le mois de mai dernier. Trois des sept membres fondateurs de ce comité, d'orientation islamiste et interdit en Arabie saoudite, sont incarcérés, a ajouté Liberty dans un communiqué. - (AFP.)

o ISRAËL : suspension des contacts avec Pyongyang. - Le ministre israélien des affaires étrangères a annoncé, lundi 16 août, qu'Israël avait décidé de suspendre, « à ce stade », ses contacts avec la Corée du Nord (le Monde du 17 août), afin de laisser les Etats-Unis tenter de convaincre Pyongyang de freiner ses ventes de missiles au Proche-Orient. Selon le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, des avions russes Antonov ont livré, le 8 août, des missiles sol-sol nord-coréens de type Scud C à la Syrie et peut-être aussi à l'Iran. - (AFP.)

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS et SPECTACLES

Donner un  
K.C. c'est p  
de nombre  
à partir en  
pour eux. I



# POLITIQUE

Deux études sur les élections législatives de mars 1993

## La protestation des abstentionnistes

Un tiers des électeurs ont boudé les urnes.  
Tous les « partis de gouvernement » ont été victimes de ce rejet

Depuis le début des années 80, lorsque l'on compare entre elles des élections comparables, on observe que les taux d'abstention ont constamment augmenté. Si bien qu'on peut se demander si les Français s'intéressent encore à la politique ou s'ils sont devenus peu à peu apathiques et refusent désormais de participer à des jeux truqués. Pourtant, toutes les études mettent en évidence que l'intérêt pour la politique ne s'est pas affaibli. Une analyse approfondie de l'abstention montre en effet que les variations observées selon la conjoncture (temps, nature et enjeu de l'élection) indiquent au contraire la subtilité des stratégies électorales.

Aucun électeur ne s'abstient constamment : sur le long terme (quinze ans), à Paris ou en province, moins de 1 % des électeurs inscrits n'ont jamais participé à une consultation électorale. Dans un bureau parisien du 14<sup>e</sup> arrondissement que nous suivons depuis 1978, par exemple, quatre électeurs seulement sur environ mille deux cents n'ont participé à aucun scrutin depuis quinze ans. De fait, la plupart du temps, les abstentionnistes constants figurent à tort sur les listes électorales et sont des radies en puissance dont on voit d'ailleurs le nombre diminuer d'année en année. En réalité, un tiers des électeurs participent constamment (ainsi par exemple, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, une électrice née en 1896 n'a pas raté un scrutin depuis 1973 : belle consécration électorale), les deux autres tiers étant constitués de participants (ou d'abstentionnistes) intermittents.

Les élections législatives de mars dernier, pour des élections arrivant à leur terme normal, ont connu au premier tour un record d'abstentions : comme de votes blancs et nuls. Un tiers des électeurs ont boudé les urnes. Mieux, le cumul de ces deux comportements a augmenté entre les deux tours pour atteindre 39 % des inscrits, plus

d'un électeur sur trois, ce qui est unique sous la V<sup>e</sup> République. Pourtant, l'ampleur du phénomène a été peu soulignée, les commentateurs assurant au contraire que la participation était « honorable ». Honorable par rapport à quoi, lorsqu'un tiers et plus de l'électorat refuse de participer au vote ? Est-ce à dire que s'abstenir ou voter blanc ou nul n'est pas honorable, est le fait de mauvais citoyens ? En réalité, l'ampleur du phénomène dérange les analystes et politiques : les premiers parce qu'ils ne savent pas trop quelle signification lui donner ; les seconds parce qu'elle remet en cause leur légitimité. Dès lors, ils s'abstiennent d'y prêter attention.

### De l'espoir au désenchantement

Pourtant ces comportements ont une signification politique. Il convient d'examiner ces refus d'exprimer un choix, qui vont bien au-delà de l'abstention au strict sens du terme, pour comprendre ce qu'ils ont voulu signifier les électeurs. La comparaison avec les élections législatives de 1978, la seule pertinente, permet d'approfondir l'analyse. En 1993 comme en 1978, il s'agit d'élections venant au terme du mandat constitutionnel normal, contrairement aux législatives de 1981 et de 1988 : avec le même mode de scrutin (uninominal, majoritaire à deux tours), contrairement à celles de 1986. L'intérêt de la comparaison réside de surcroît dans l'observation suivante : 1978 marque un record de participation, 1993 un record de refus d'exprimer un choix. En 1978, la gauche votait massivement, par espoir ; la droite de même, par peur. En 1993, la gauche s'abstient par désenchantement, la droite vote un peu plus

mais sans enthousiasme. Le deuxième tour de 1993 montre à l'évidence que l'abstention et les blancs et nuls (bien que plus « civiques ») manifestent la même résistance devant les choix politiques proposés, qui apparaissent peu attractifs et/ou peu convaincants. Il faut dire que lors de ce deuxième tour, le choix était plus réduit que jamais. Davantage de candidats restés seuls en piste (17 cas contre 8 en 1978), ce qui fait largement augmenter dans ces circonscriptions le refus d'un choix imposé : 66 % en moyenne d'abstentions, blancs et nuls contre 45 % en 1978.

Moins de duels droite-gauche : en 1978, dans les circonscriptions de la métropole où le siège est encore à pourvoir, 97 % des duels opposent l'« ordre » et le « progrès ». En 1993, ce cas de figure ne caractérise plus que 70 % des duels, 36 opposant la droite à la droite (5 en 1978) et 86 le Front national aux circonscriptions où aucun en 1978. Dans ce dernier cas, le total de l'abstention et des blancs et nuls augmente nettement entre les deux tours (plus 15 points par exemple dans la 5<sup>e</sup> circonscription du Loiret). Et, à l'inverse, il diminue (légèrement, il est vrai) en cas de duel droite traditionnelle-gauche. Les électeurs de gauche ont ainsi refusé d'arbitrer entre droite classique et extrême droite : il n'y avait guère de risques de voir le FN parvenir à la majorité parlementaire. Les électeurs de la droite classique ont fait le choix inverse : il n'y avait pas de risques non plus de voir la droite ou pas reconquérir cette majorité.

Les résultats globaux accablent les différences et masquent la diversité des comportements électoraux. Ainsi en 1993, dans un bureau du 18<sup>e</sup> arrondissement que nous suivons depuis 1978, il y a eu 537 abstentionnistes au premier tour et 529 au second : 8 abstentionnistes de moins (0,5 % des inscrits) entre les deux tours, en apparence. En réalité, l'étude des listes d'émargement fait apparaître que 110 électeurs se sont réfugiés dans l'abstention d'un tour à l'autre, et que 102 ont voté sortis : 212, soit 17 % du corps électoral. Les abstentionnistes constants pour les deux tours (dont la plupart ont voté auparavant) ne sont donc que 225, soit 18 % des inscrits.

Les évolutions d'un échantillon de bureaux de vote parisiens (19 sur 952), représentatif de l'ensemble de la capitale, est claire. Sur l'ensemble de ces bureaux, fortement typés politiquement (du plus communiste au plus UDF), on constate que l'abstentionnisme constant et intermittent a beaucoup augmenté depuis 1978 : il a presque doublé (de 25 % à 47 %, tableau 1). La volonté tacite est évidente. Les électeurs ont commencé ainsi à jouer de l'abstention lors des quatre tours de 1981 et surtout de 1988 pour modifier les résultats des tours antérieurs.

### « Le chômage, imbéciles ! »

Reste à esquisser le dessin de ces électeurs : l'abstention traduit les réticences de l'électorat, qui varie d'élection en élection. Nul parti, en effet, n'est propriétaire des abstentionnistes (non plus que des électeurs d'ailleurs). Quelle que soit la tendance politique des bureaux de vote, il y a croissance de l'abstention de 1978 à 1993, en passant par 1986, élection qu'il faut retenir pour marquer les évolutions. Mais cette croissance est plus forte à gauche qu'à droite : ce contraste est d'abord politique puisque, socialement, Paris est plus homogène aujourd'hui qu'il y a quinze ans (tableau 2).

Le fait est que cette abstention s'accompagne d'une véritable débauche de la gauche, particulièrement pour le Parti communiste, notamment dans ses propres bureaux : entre 1978 et 1993, dans ces bureaux, le vote communiste s'effondre de 33 % à 6 %. Dans les bureaux à dominante socialiste, le score du PC tombe de 17 % à 5 %. L'UPF elle-même voit ses résultats s'effondrer fortement, plus fortement, à l'encontre, dans ses zones de force (61 % à 40 % dans les bureaux à dominante UDF) (tableau 3).

En dernière analyse, la gauche, qui a connu une défaite écrasante, n'est pas pour autant la seule à être touchée par la déroute : ne serait-ce pas tous les partis, ou

plutôt « les partis de gouvernement », à droite comme à gauche, qui ont été rejetés par la majorité de l'électorat ? Si l'on considère l'ensemble de la métropole, on observe que les partis de gouvernement (PC, PS, MRG à gauche, UDF à droite) ont vu leur part de suffrages se réduire comme peau de chagrin : 74 % des inscrits en 1978, 56 % en 1986, 45 % en 1993. Dans le même temps, la proportion d'électeurs inscrits qui se refusent à leur accorder leur vote passe de 26 % à 44 % et enfin 55 % : le refus de vote (abstention et blancs et nuls) augmente de 19 % à 35 %, et le vote contestataire de 7 % à 20 % (tableau 4).

Sur les murs du quartier général de Bill Clinton, lors de l'élection présidentielle américaine de 1992, un brillant esprit avait crayonné : « L'économie, imbéciles ! ». Le slogan fit, en partie, dire M. Clinton. En France, en 1993, nul n'a écrit, sur les murs d'aucun parti : « Le chômage, imbéciles ! ». Nul n'ignorait qu'il n'était même pas besoin de slogan pour que ce cancer social fit la perte des socialistes : dans les sondages à la sortie des urnes, plus des deux tiers des électeurs ont mentionné le chômage comme la raison principale de la racée qu'ils venaient d'infirmer aux socialistes, sans pour autant accorder totalement leur confiance à la droite.

Il n'est donc pas de dirigeant politique de premier plan qui ne se soit sagement tu sur la question, faute de sentiment miracle, les Verts exceptés, que la panacée du partage du travail (dont ils se sont glorieusement attribués la paternité) n'a pas suffi à propulser vers le succès, loin de là. L'opinion est préoccupée, mais sceptique, comme aux États-Unis : elle « fait avec » ce qu'on lui propose. Elle n'apporte son concours aux partis traditionnels que chichement : elle s'abstient de plus en plus de « concourir à la formation de la loi, expression de la volonté générale » (art. 6 de la Déclaration des droits de 1789). Certes, à la différence des États-Unis, cette abstention est, encore, le symbole d'une foi profondément ancrée dans la valeur essentielle du suffrage universel. Il s'agit, encore, d'un refus par conviction : mais pour combien de temps, avant que l'abstention ne devienne désespoir ? À refuser d'entendre aujourd'hui ce signal de détresse, c'est la démocratie même que les politiques pourraient demain nier.

FRANÇOISE SUBILEAU et MARIE-FRANCE TOINET, chercheurs à la Fondation nationale des sciences politiques-CNRS, auteurs des *Chemins de l'abstention*, Paris, La Découverte, 1993.

## Le revirement des femmes

L'électorat féminin, qui avait contribué aux succès des socialistes, est largement responsable de leur récent échec

Le 8 mai 1988, François Mitterrand est réélu à la magistrature suprême avec une forte majorité, en ayant bénéficié, au premier comme au second tour, du soutien appuyé des femmes. Cinq ans plus tard, le PS est défait sans que l'électorat féminin ne constitue un quelconque rempart à l'effondrement politique du parti d'Épinay. Les législatives de mars 1993 marquent bien la fin d'une période — les années 1986-1992 — caractérisée par une propension plus fréquente des femmes à voter socialiste, et un engouement tout particulier de certaines fractions d'entre elles pour cette famille politique. Période qui succédait elle-même à plus de trente-cinq années (1945-1981) d'un conservatisme féminin que certains allaient jusqu'à taxer un peu vite de naturel ou d'immuable.

D'après le sondage « sortie des urnes » réalisé par BVA, seules 21 % des femmes (contre 21 % des hommes) ont voté, au premier tour des législatives, en faveur des candidats socialistes et divers gauche, alliés dans la coalition Alliance pour le progrès. Deux autres traits transparaissent du scrutin du 21 mars 1993, à savoir : l'effacement de la plus grande résistance des électrices à voter pour l'extrême droite : l'écart entre les sexes sur le vote frontiste, aujourd'hui réduit à 5 points, tend même à s'estomper dans certains groupes (les chômeuses et les agricultrices par exemple) (1) ;

— L'attirance plus souvent manifestée par les femmes (9 % contre 7 % dans l'électorat masculin) envers la coalition Verts-Génération Ecologie, comme envers les petits partis (extrême-gauche et divers).

La comparaison des votes par sexe au premier tour de la présidentielle de 1988 et au premier tour des législatives de 1993, à partir des sondages BVA réalisés à la sortie des urnes, montre que l'effondrement électoral du PS dans ses points forts est principalement dû aux femmes. En mai 1988, on se souvient (cf. *Le Monde* du 5 mai 1988) que François Mitterrand faisait le plein des voix féminines au sein de catégories qui avaient déjà privilégié le PS en 1986 : chez les moins de 25 ans, les étudiants, les petits et moyens salariés, et même... les chômeuses, les électrices se révélant plus ardentes supportrices du président sortant que les électeurs.

Or, au sein des jeunes et des catégories sociales qu'on vient d'énumérer, la perte d'audience du PS, par rapport au score réalisé par François Mitterrand le 24 avril 1988, est chez les électrices souvent supérieure à 20 points de pourcentage (c'est le cas chez les étudiantes, les employées, les membres des professions intermédiaires, les institutrices, et d'une façon générale chez les salariées, qu'elles

aient ou non l'état pour patron) ; le recul socialiste avoisine parfois les 30 points (chez les chômeuses et les moins de 25 ans) ou les dépasse (chez les ouvrières).

D'ailleurs, le rejet anti-socialiste est manifeste aussi chez les femmes au foyer (— 18 points), traditionnellement plus conservatrices, mais dont un tiers s'étaient avérées mitterrandistes en 1988. Par contraste, les pertes du PS au sein de l'électorat masculin paraissent presque légères, se situant le plus souvent autour de 10 points, quelles que soient les catégories considérées.

### Frappées par la récession économique

Où sont allées les déçues du socialisme, vers quelles formations ont-elles reporté leurs voix ? 45 % des femmes (43 % des hommes) ont privilégié la droite classique, ce qui porte à 55 % (et 58 %) l'ensemble de la droite si on y inclut le FN. Chez les femmes exerçant des professions dites intermédiaires et les institutrices — rares actives continuant, en 1993, de voter un peu plus souvent socialiste que les hommes de même statut — le recul du PS a moins profité à la droite (la coalition UDF-RPR ne progresse que de 5 points par rapport aux scores additionnés de MM. Barre et Chirac en 1988) qu'à l'entente Verts-Génération Ecologie (+ 9 points par rapport au résultat de M. Waechter en 1988). Tel n'est pas le cas des employées qui, majoritairement (54 %), ont choisi, comme les hommes (53 %), le camp de la droite, classique ou extrême. Les ouvrières sont aussi nombreuses que les ouvriers à avoir voté pour la droite (49 %), mais ont plus souvent qu'eux soutenu la coalition UDF-RPR et boudé les candidats frontistes. C'est également l'ensemble de la droite que privilégient aujourd'hui, en masse, les femmes au foyer (63 %), leur préférence allant surtout à la coalition UDF-RPR (51 %).

Frappées plus souvent que les hommes par les effets d'une récession économique longue (chômage, emplois à durée déterminée, à temps partiel, bas salaires...), les femmes avaient jusqu'à résisté politiquement à l'accroissement des inégalités dont elles sont victimes. Plus nombreuses que les électeurs à manifester leur confiance à François Mitterrand lors de sa réélection en 1988, ainsi qu'au parti qui avait promis de lutter contre les inégalités professionnelles entre les sexes, elles refusaient plus souvent qu'eux de répondre aux sirènes de la droite et de l'extrême droite, représentées par des formations qui les incitaient plus ou moins explicitement à délaisser le marché de l'emploi pour « rentrer à la maison ».

L'analyse détaillée des votes émis à l'occasion du référendum de Maastricht avait déjà laissé voir l'étendue du mécontentement féminin vis-à-vis du pouvoir socialiste, notamment chez les électrices les plus marginalisées par la crise ou les plus inquiètes devant ce qu'elles ressentaient comme le développement d'une Europe à deux vitesses. (Ainsi, par exemple, 70 % des chômeuses avaient rejeté la ratification du traité contre 46 % seulement des chômeurs.)

Les législatives de mars 1993 ont fait que révéler au grand jour les tendances qui s'inscrivaient déjà dans le vote sanction du 22 septembre 1992. L'avertissement n'a pas été entendu par le pouvoir politique, qui a laissé les femmes s'enfoncer dans la crise et le chômage. On comprend dès lors que ce soit d'abord à elles que le PS doit d'avoir perdu ses traits constitutifs de parti de classes moyennes salariées, comme son audace auprès des jeunes, bref d'avoir subi la déroute que l'on sait aux élections générales du printemps dernier.

JANINE MOSSUZ-LAVAU et MARINETTE SINEAU, chercheurs au Centre d'études de la vie politique française (Fondation nationale des sciences politiques-CNRS).

(1) Selon BVA, 15 % des hommes et 10 % des femmes disent avoir voté Front national le 27 mars 1993. Selon la SOFRES (sondage postélectoral réalisé du 31 mars au 2 avril 1993 auprès de 2000 personnes), l'écart entre les sexes sur le vote frontiste est plus réduit encore : 14 % des hommes et 13 % des femmes déclarent avoir voté pour un candidat d'extrême droite.

Tableau 1 : Les comportements participationnistes-abstentionnistes entre les deux tours

	Législatives 1978	Législatives 1993
Participation aux deux tours de l'élection	75	53
Abstention aux deux tours	17	30
Participation au premier tour et abstention au deuxième tour	3	9
Abstention au premier tour et participation au deuxième tour	5	8

Tableau 2 : Participation selon la tendance politique des bureaux de vote (premiers tours - en % des inscrits)

Bureaux	Législatives 1978	Législatives 1986	Législatives 1993
PC	76	66	59
PS	80	75	65
RPR	78	74	68
UDF	78	79	68

Tableau 3 : Evolution des votes en faveur du PC, du PS et de l'UPF selon la tendance des bureaux de vote (premiers tours - en % des inscrits)

Bureaux	1978	1993	1978	1993	1978	1993
PC	33	6	14	11	19	19
PS	17	5	14	14	33	24
RPR	8	2	13	10	45	37
UDF	4	2	9	8	61	40

Tableau 4 : Résultats des premiers tours des élections législatives (métropole, en % des inscrits)

	1978	1986	1993
« Partis de gouvernement »	74	56	45
dont gauche	37	25	19
dont droite	37	31	26
Partis extra-parlementaires	7	19	20
dont FN	-	7	8
Abstentions, blancs, nuls	19	25	35
Refus de voter pour les « partis de gouvernement »	26	44	55

Après la décision du Conseil constitutionnel sur l'immigration

## Les Verts s'inquiètent des « graves régressions » de la loi Pasqua

Après l'annulation par le Conseil constitutionnel de plusieurs dispositions de la loi sur l'immigration, les Verts affirment, dans un communiqué publié lundi 16 août, que cette décision du Conseil constitutionnel « laisse intactes de nombreuses dispositions inadmissibles de la loi Pasqua, marquant de graves régressions des droits des personnes étrangères vivant en France ». De même, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) « déplore que les « sages » aient refusé de multiplier atteintes à des libertés fondamentales ». Il ajoute : « Le gouvernement soviétisme qu'en plaçant la barre liberticide très haut il en restreint l'essentiel ».

En revanche, pour Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, « il est bien que, face aux assauts de la démagogie et du populisme, le Conseil constitutionnel vienne rappeler les principes généraux de notre droit ».

Dans la majorité, Gilles de Robien, député (PR) de la Somme, vice-président de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 16 août sur RTL, qu'« on ne peut pas à chaque alternance mettre en doute publiquement ce qui est aujourd'hui la clé de voûte de notre société ». Porte-parole des Clubs perspectives et réalités, Jean-Marc Nesme, député UDF de Saône-et-Loire,

regrette, dans un communiqué, que le Conseil constitutionnel « compulse le gouvernement des moyens nécessaires pour gérer convenablement le formidable enjeu que représentent les massifs déplacements de la population mondiale ».

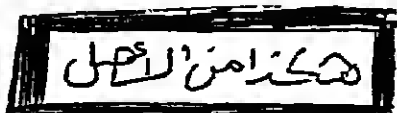
Au RPR, Robert Fandraud, député de Seine-Saint-Denis, ancien ministre délégué chargé de la sécurité, a affirmé lundi 16 août sur Europe 1 : « Qu'il y ait un contrôle de constitutionnalité formelle, j'en suis d'accord », mais que le Conseil élargisse ce contrôle au préambule de la Constitution de 1946, à la Déclaration des droits de l'homme ou aux principes généraux du droit, cela « devient une véritable autorité législative qui n'a aucun contrôle populaire ».

Le Monde ÉDITIONS

**Social**

Par ici la sortie !

Alain Lebaube





## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## Quatre-vingt mille enseignants sont en grève illimitée

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La crise de l'éducation nationale en Afrique du sud a de nouveau éclaté, lundi 16 août, avec la grève illimitée déclenchée par quelque quatre-vingt mille enseignants, majoritairement noirs, métis et indiens, affiliés au syndicat SADTU, responsables de plus de deux millions d'élèves à travers le pays.

Depuis plusieurs mois, le syndicat négocie des accords salariaux avec le gouvernement, mais sans grand succès. En mai, une grève illimitée avait été évitée de justesse lorsque les parties s'étaient mises d'accord sur la reprise des négociations ainsi que sur la suspension des licenciements. Or, la semaine dernière, le gouvernement n'a cédé qu'une augmentation de salaire de 5 %, quand le syndicat

demandait 25 %. Ce mouvement de grève, selon le syndicat, n'est qu'un avertissement qui pourrait déboucher sur une mobilisation plus radicale si les négociations prévues pour les 18, 19 et 20 août n'aboutissent pas à un assouplissement de la position gouvernementale.

Suivie à 70 %, cette première journée de grève a surtout affecté les écoles de Soweto. La crise de l'éducation est particulièrement aiguë dans les ghettos noirs, où les salaires insuffisants, le manque de locaux, de fonds et d'équipements s'ajoute à l'insécurité et à la violence alors que les enseignants doivent éduquer une jeunesse sans perspective d'avenir. Une tâche ingrate dans des conditions matérielles difficiles (le Monde du 22 mai). — (Interim.)

## Pretoria devrait rendre l'enclave de Walvis Bay à la Namibie

Les différents partis négociant l'avenir de l'Afrique du Sud se sont prononcés, lundi 16 août, pour le retour rapide à la Namibie de l'enclave sud-africaine de Walvis Bay, objet de contentieux entre Pretoria et son ancienne colonie. La résolution adoptée par le Conseil de négociation qui regroupe vingt-quatre organisations politiques — dont le gouvernement et l'ANC — ne mentionne cependant pas de date pour la restitution de ce port et des douze îlots environnants, dont le retour à la Namibie est réclamé par l'ONU et l'OUA.

Située à plus de 500 kilomètres au nord de la frontière entre les deux pays, l'enclave constitue le seul véritable port en eau profonde de la zone. Annexée par les Britanniques en 1884, elle est demeurée sud-africaine après l'indépendance

de la Namibie, en mars 1990. Selon les autorités namibiennes, elle compte plus de 50 000 habitants dont 95 % sont citoyens namibiens. Elle est administrée conjointement par les deux pays depuis novembre 1992.

La question de Walvis Bay s'est retrouvée sur la table des négociations après que le gouvernement de Pretoria eut présenté, il y a un mois, un projet de découpage pour la nouvelle Afrique du Sud qui rattachait l'enclave à la province du Cap occidental. La semaine dernière, le ministre des affaires régionales, André Fournie, avait maintenu le projet, provoquant la colère des mouvements anti-apartheid qui considéraient Walvis Bay comme une partie intégrante de la Namibie. — (AFP, Reuter.)

## Racisme ou pudibonderie ?

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Cachez ce sein que je ne saurais voir ! » Polémique d'apartheid ou pudibonderie ? La nouvelle Afrique du Sud vient de s'effrouver à la vue d'une poitrine, celle d'une jeune femme noire allaitant un nourrisson blanc. Il s'agit d'une photographie pour une publicité de la firme Benetton parue en couverture du magazine *Tribune*, une publication où demeurent plus soucieuse de politique que de légèreté et surtout lue dans le communisme noir.

La polémique a éclaté lorsque la compagnie privée d'aviation Fintest a décidé, il y a huit jours, d'interdire la distribution

de *Tribune* à bord de ses appareils, jugeant la photo obscène, ou, du moins, « au-delà du seuil de tolérance du Sud-Africain moyen ». Les autorités ont emboîté le pas, interdisant le vente du numéro.

John Qwelane, rédacteur en chef de la revue, a surtout vu dans cette décision la marque d'un « calvinisme teinté de racisme », soulignant l'hypocrisie d'une société qui, par ailleurs, se précipite en messe pour voir des films sexuellement explicites et violents, tels que *Basic Instinct*. Mais l'interdiction a finalement été levée, n'en déplaise aux turluttes locaux. — (Interim.)

## EN BREF

■ CONGO : levée de l'état d'urgence mais maintien du couvre-feu à Brazzaville. — L'état d'urgence, en vigueur au Congo depuis le 16 juillet, a été levé, lundi 15 août, mais le couvre-feu instauré à Brazzaville et à Pointe-Noire au début du mois dernier est maintenu. Cette décision avait été prise par la cellule de crise, dirigée par le premier ministre, le général Jacques Josselin Yombi Opango, et mise en place à la suite de la crise politique provoquée par le refus de l'opposition de reconnaître les résultats des élections législatives du 2 mai et du 6 juin. — (AFP, Reuter.)

■ MAROC : un dirigeant islamiste interpellé par la police. — Cheikh Abdallah Yassine, chef spirituel du mouvement islamiste marocain Al Adl Wal Ihsane (Justice et Bienfaisance), qui vit en résidence surveillée depuis 1989, a été interpellé par la police, dimanche 15 août, à défilé lundi un porte-parole du mouvement. La police a convoqué et interrogé M. Yassine pendant une heure et demie, à la suite d'une altercation entre des agents de sécurité et un membre de la direction d'Al Adl Wal Ihsane, près de Rabat, devant le résident du cheikh, auquel personne n'est autorisé à rendre visite. — (Reuter.)

■ NIGÉRIA : nouvelles mesures contre la presse. — Le gouvernement militaire nigérian a imposé, lundi 16 août, une série de mesures draconiennes contre la presse, des-

tinées à museler l'opposition, onze jours avant la date fixée pour le transfert du pouvoir à un gouvernement intérimaire d'union nationale. Un premier décret impose l'enregistrement préalable de toute publication auprès d'une commission désignée par le chef de l'Etat et de lourdes peines de prison aux contrevenants. Le second décret interdit jusqu'à nouvel ordre la parution de six périodiques, fermés le 23 juillet, dont deux du groupe Concord, propriété de Moshood Abiola, candidat du Parti social-démocrate (SDP, progressiste) à l'élection présidentielle du 12 juin. La presse a rapporté par ailleurs que quatre journalistes du magazine *Tell*, dont le rédacteur en chef, ont été arrêtés dimanche. — (AFP.)

■ Dix intégristes condamnés à mort par contumace. — Dix intégristes musulmans ont été condamnés par contumace à la peine capitale, dimanche 15 août, par les cours spéciales d'Alger et d'Oran, et ont été arrêtés quatre heures plus tard. La Cour d'Alger a prononcé quatre peines capitales pour « constitution de groupe armé, non-démocratisation de criminels et sabotage ». De son côté, la cour d'Oran a condamné six islamistes, reconnus coupables de l'assassinat de quatre soldats dans l'Ouest algérien. — (AFP, Reuter.)

## TCHAD : sous l'égide de la Libye

## Le gouvernement et la rébellion d'Abbas Koti ont signé un accord de paix

Le gouvernement tchadien et le chef rebelle Abbas Koti ont signé un accord de paix, dimanche 15 août à Tripoli, selon l'agence libyenne JANA. Cet accord devrait mettre un terme aux affrontements qui sévissent depuis le début du mois au Tchad.

Conclu sous la médiation du Soudan et de la Libye, il a été signé par Mohamed Ali Abdallah, conseiller militaire du président Idriss Déby, et par Abbas Koti, considéré comme le chef de la rébellion.

De sanglants affrontements avaient fait 82 morts le 4 août près d'Abéché, capitale de la région d'Ouaddaï, limitrophe du Soudan. La semaine dernière, des manifestations ont fait au moins 41 morts à N'Djamena. Abbas Koti pourrait rentrer à N'Djamena dans les prochains jours, a annoncé, lundi, la radio gouvernementale tchadienne.

Ancien chef d'état-major et ancien ministre de la défense et des travaux publics, le colonel Abbas Koti était proche d'Idriss Déby lorsque celui-ci luttait contre Hissène Habré. Originaire de l'est du pays, comme l'actuel président, M. Koti appartient à l'éthnie Zagawa sur laquelle M. Déby s'était appuyé pour conquérir le pouvoir en décembre 1990.

En juin 1992, accusé de complot par le président Déby, il avait quitté le Tchad pour le Cameroun avant de s'installer en Algérie où est basé son mouvement, le Conseil national de redressement du Tchad (CNRT). M. Koti n'a pas participé à la Conférence nationale de réconciliation qui s'est tenue de février à avril et a abouti à l'élaboration d'une charte de la transition. — (AFP, Reuter.)

## ALGÉRIE

## El Moudjahid critique Alain Juppé

Sous le titre « Souhait », l'éditorial du quotidien gouvernemental *El Moudjahid* a critiqué, lundi 16 août, une récente déclaration du ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, dans laquelle ce dernier estimait notamment « souhaitable » une réforme économique en Algérie (le Monde des 12 et 13 août).

« De quelles réformes parle-t-on ? », s'interroge *El Moudjahid*, qui souligne qu'un éventuel « réajustement de la dette algérienne » relève « d'abord et avant tout de la souveraineté nationale ». Après avoir précisé que M. Juppé avait « tenu à rappeler le soutien de la France au processus de développement en Algérie », l'éditorialiste conclut : « Puisse cette intention amicale se traduire par des faits concrets. Alger, pour sa part, n'en souhaite pas plus. » Le journal ne relève pas l'autre partie de la déclaration de M. Juppé dans laquelle celui-ci jugeait désormais « inévitable » le « statu quo » politique en Algérie.

■ Dix intégristes condamnés à mort par contumace. — Dix intégristes musulmans ont été condamnés par contumace à la peine capitale, dimanche 15 août, par les cours spéciales d'Alger et d'Oran, et ont été arrêtés quatre heures plus tard. La Cour d'Alger a prononcé quatre peines capitales pour « constitution de groupe armé, non-démocratisation de criminels et sabotage ». De son côté, la cour d'Oran a condamné six islamistes, reconnus coupables de l'assassinat de quatre soldats dans l'Ouest algérien. — (AFP, Reuter.)

Le Monde ÉDITIONS

Bronislaw Geremek ..... Philippines  
Slobodan Milosevic ..... Cambodge  
Ferdinand Marcos ..... Pologne  
Hun Sen ..... Roumanie  
Ariel Sharon ..... Yougoslavie  
Petre Roman ..... Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Index alphabétique et thématique

## AMÉRIQUES

## HAÏTI : nouveau pas dans le règlement de la crise

## L'homme d'affaires Robert Malval a été officiellement désigné comme premier ministre

Deux mois et une semaine après la démission du premier ministre de fait Marc Bazin, Haïti s'est doté d'un nouveau chef de gouvernement, Robert Malval, dirigeant d'entreprise choisi par le président en exil, Jean-Bertrand Aristide, et accepté, lundi 16 août, par les présidents des deux Chambres du Parlement.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

La désignation de M. Malval doit être ratifiée par l'ensemble des parlementaires réunis en assemblée nationale d'ici la fin de la semaine. Elle constitue un nouveau pas dans le règlement de la crise haïtienne, accepté le 3 juillet dernier à New-York par les différentes parties, sous les auspices des Nations unies. L'entrée en fonctions du nouveau premier ministre permettra la levée des sanctions internationales — embargo pétrolier notamment — qui paralysent le pays et facilitera le retour du président en exil, prévu pour le 30 octobre.

Agé de cinquante ans, Robert Malval a une réputation de gestionnaire compétent préoccupé par les questions sociales. Après des études à l'université de Miami et à l'Institut d'études politiques de Paris, ce maître d'ascendance libanaise par sa mère a créé une imprimerie et une maison d'édition, Le Natal. Chargé de l'impression des bulletins de vote pour les élections de 1987, notées dans le sang, son entreprise fut incoédiable par des bandes « masquées »

(anciens miliciens sous la dictature des Duvalier).

Lié par sa femme à la bourgeoisie haïtienne, Robert Malval a rencontré le Père Aristide comme éditeur, lorsque celui-ci lui a apporté le manuscrit de l'un de ses livres, « Les deux hommes sont devenus amis, mais Robert Malval, qui n'a jamais appartenu à un parti, défendra son point de vue en cas de désaccord avec le président », soutient un proche du nouveau premier ministre. Organisateur d'une récente rencontre à Miami entre le président Aristide et les principaux hommes d'affaires haïtiens (parmi lesquels plusieurs financiers du coup d'Etat), M. Malval a souligné que sa priorité consisterait à « pacifier les esprits ».

## Exécutions arbitraires

La composition de son gouvernement, qui sera rendue publique dans les prochains jours, devrait manifester son souci d'ouverture. Seuls trois anciens ministres du premier gouvernement Aristide (Marie-Michèle Rey à l'économie et aux finances, François Séverin à l'agriculture, et l'ex-colonel René Prosper à l'intérieur) conserveraient leur poste. Plusieurs dirigeants politiques ont été présentés : Victor Benoit (Conacom, social-démocrate) à l'éducation et Louis Déjoe (Parti agricole industriel national, centriste) au commerce. Les affaires étrangères devraient être confiées à Claudette Werleigh, une femme respectée par la classe politique.

Outre la relance de l'économie, la lutte contre la criminalité consti-

tuera l'un des grands défis du nouveau gouvernement. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, les observateurs de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA) ont recensé trente-six cas d'exécutions arbitraires ou de morts suspectes. Le plus souvent, les auteurs de ces exécutions sont des malfaiteurs armés, connus sous le nom de *zenglandos*, qui terrorisent en toute impunité les quartiers populaires à la tombée de la nuit. « Dans quelques cas, les responsables des exécutions sont, selon des témoins oculaires, des policiers ou leurs auxiliaires civils », affirme la mission d'observation internationale. Le gouvernement français, parmi d'autres, s'est déclaré « profondément préoccupé » par cette nouvelle vague de violence et « alarmé par les atteintes à la liberté d'expression et d'association » à Haïti.

JEAN-MICHEL CAROIT

■ CANADA : la cote de popularité de M<sup>re</sup> Campbell bat des records. — Premier ministre du Canada depuis le 25 juin, Kim Campbell est le chef de gouvernement le plus populaire dans son pays depuis trente ans, selon un sondage Gallup, publié lundi 16 août. 51 % des personnes interrogées approuvent la façon dont elle dirige le pays ; soit contre 22 %, M<sup>re</sup> Campbell, qui doit appeler les électeurs aux urnes cet automne, est octennement plus populaire que sa formation (le Parti conservateur), qui ne recueille que 33 % des intentions de vote, contre 39 % pour le Parti libéral, selon d'autres sondages. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE DIPLOMATIE

## ÉTATS-UNIS

## Rejet d'une demande de libération de Cheikh Abdel Rahmane

Un juge fédéral de l'Etat de New-York a rejeté, lundi 16 août, une demande de libération du chef spirituel des musulmans extrémistes égyptiens, Cheikh Omar Abdel Rahmane, dont plusieurs fidèles sont inculpés notamment dans le cadre de l'attentat contre le World Trade Center, qui fit six morts et un millier de blessés le 26 février dernier à New-York. Le magistrat a estimé qu'il n'y avait pas lieu de remettre en cause les conclusions du juge sur l'immigration et du conseil d'appel de ce service, déclarant que ce dirigeant religieux pouvait être expulsé. Ses avocats ont une nouvelle fois tenté d'interjeter appel. Cheikh Abdel Rahmane s'est rendu aux autorités américaines le 2 juillet après que le département de la justice eut révoqué son statut de résident permanent, arguant que sa présence représentait un danger et qu'il risquait de s'enfuir. L'Egypte a présenté une demande d'extradition contre celui qu'elle accuse d'être responsable de manifestations anti-gouvernementales. — (AFP.)

■ Selon le texte, « les services de sécurité ont réussi, à la fin d'août dernier, à dévaler un plan visant à attenter à la vie du roi Hussein, lors d'une cérémonie de remise de diplômes qu'il devait présider en juin à l'université (militaire) de Mo'ta », au sud d'Amman. Six étudiants de cette université, « qui devaient, selon ce plan, exécuter ce crime », ont été appréhendés. Leur interrogatoire, toujours selon le communiqué, a permis de découvrir que le Parti de la libération islamique « avait planifié l'opération ». Les familles de quatre des dix islamistes arrêtés ont réclamé leur libération, affirmant qu'ils étaient innocents. — (AFP.)

## SOUDAN

## Le gouvernement serait impliqué dans des préparatifs d'attentats à New-York

La chaîne de télévision américaine ABC a affirmé, lundi 16 août, que le gouvernement soudanais était « impliqué au plus haut niveau » dans le complot terroriste déjoué fin juin, qui prévoyait une série d'attentats à New-York. Le département d'Etat prévoit d'annoncer « bientôt » sa décision d'ajouter le Soudan à la liste des pays soutenant le terrorisme — qui comprend déjà l'Iran, l'Irak, le Syrie, le Libye et Cuba —, a pour sa part indiqué la chaîne CNN, citant des sources du gouvernement américain.

Selon les deux médias, il existe des « connections claires » entre le Front national islamique de Cheikh Hassan Tourabi (très influent à Khartoum) et les terroristes. Les deux « contacts » des terroristes avec le gouvernement de Khartoum étaient deux diplomates de la mission soudanaise aux Nations unies, Siraj Yousif, conseiller de la mission, et Ahmed Mohamed, tri-

sième secrétaire, a précisé ABC. Le département d'Etat a refusé, lundi, de commenter ces informations, faisant valoir que l'enquête était en cours. — (AFP.)

## JORDANIE

## Des islamistes auraient projeté d'assassiner le roi Hussein

Un communiqué officiel publié lundi 16 août à Amman affirme que quatre dirigeants du Parti de la libération islamique — non autorisé — sont impliqués dans un plan visant à assassiner le roi Hussein.

Selon le texte, « les services de sécurité ont réussi, à la fin d'août dernier, à dévaler un plan visant à attenter à la vie du roi Hussein, lors d'une cérémonie de remise de diplômes qu'il devait présider en juin à l'université (militaire) de Mo'ta », au sud d'Amman. Six étudiants de cette université, « qui devaient, selon ce plan, exécuter ce crime », ont été appréhendés. Leur interrogatoire, toujours selon le communiqué, a permis de découvrir que le Parti de la libération islamique « avait planifié l'opération ». Les familles de quatre des dix islamistes arrêtés ont réclamé leur libération, affirmant qu'ils étaient innocents. — (AFP.)

## Selon leur Commission internationale

## Trente-deux juristes ont été tués en 1992 dans l'exercice de leurs fonctions

Trois cent cinquante-deux juristes de cinquante-quatre pays ont été victimes de persécutions dans l'exercice de leurs fonctions l'an dernier, a indiqué la Commission internationale des juristes (CIJ) dans un communiqué publié lundi 16 août, à Genève.

Parmi ces hommes de loi, trente-deux ont été assassinés (dont deux en prison), trois ont disparu sans laisser de trace, trente-quatre ont été attaqués, cent sept ont souffert de représailles, quatre-vingt-un ont été l'objet de menaces, alors que quatre-vingt-quinze ont été placés en détention.

Le cinquième rapport annuel de la CIJ — une organisation non gouvernementale au sein du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) — note que les persécuteurs sont rarement remis entre les mains de la justice. Parmi les pays cités figurent notamment l'Algérie, la Colombie, la Mauritanie et le Pérou. — (AFP.)

Le Monde ÉDITIONS

## Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

# POLITIQUE

Deux études sur les élections législatives de mars 1993

## La protestation des abstentionnistes

Un tiers des électeurs ont boudé les urnes.  
Tous les « partis de gouvernement » ont été victimes de ce rejet

Depuis le début des années 80, lorsque l'on compare entre elles des élections comparables, on observe que les taux d'abstention ont constamment augmenté. Si bien qu'on peut se demander si les Français s'intéressent encore à la politique ou s'ils sont devenus de plus en plus apathiques et refusent désormais de participer à des jeux truqués. Pourtant, toutes les études mettent en évidence que l'intérêt pour la politique ne s'est pas affaibli. Une analyse approfondie de l'abstention montre en effet que les variations observées selon la conjoncture (temps, nature et enjeu de l'élection) indiquent au contraire la subtilité des stratégies électorales.

Aucun électeur ne s'abstient constamment : sur le long terme (quinze ans), à Paris ou en province, moins de 1 % des électeurs inscrits n'ont jamais participé à une consultation électorale. Dans un bureau parisien du 14<sup>e</sup> arrondissement que nous suivons depuis 1978, par exemple, quatre électeurs seulement sur environ mille deux cents n'ont participé à aucun scrutin depuis quinze ans. De fait, la plupart du temps, les abstentionnistes constants figurent à tort sur les listes électorales et sont des radies en puissance dont on voit d'ailleurs le nombre diminuer d'année en année. En réalité, un tiers des électeurs participent constamment (ainsi par exemple, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, une électrice née en 1926 n'a pas raté un scrutin depuis 1973 : belle constance électorale), les deux autres tiers étant constitués de participants (ou d'abstentionnistes) intermittents.

Les élections législatives de mars dernier, pour des élections arrivant à leur terme normal, ont connu au premier tour un record d'abstentions : comme de votes blancs et nuls. Un tiers des électeurs ont boudé les urnes. Mieux, le cumul de ces deux comportements a augmenté entre les deux tours pour atteindre 39 % des inscrits, plus

d'un électeur sur trois, ce qui est unique sous la V<sup>e</sup> République. Pourtant, l'ampleur du phénomène a été peu soulignée, les commentateurs assurant au contraire que la participation était « honorable ». Honorable par rapport à quoi, lorsqu'un tiers et plus de l'électorat refuse de participer au vote ? Est-ce à dire que s'abstenir ou voter blanc ou nul n'est pas honorable, est le fait de mauvais citoyens ? En réalité, l'ampleur du phénomène dérange analystes et politiques : les premiers parce qu'ils ne savent pas trop quelle signification lui donner ; les seconds parce qu'elle remet en cause leur légitimité. Dès lors, ils s'abstiennent d'y prêter attention.

### De l'espoir au désenchantement

Pourtant ces comportements ont une signification politique. Il convient d'examiner ces refus d'exprimer un choix, qui vont bien au-delà de l'abstention au strict sens du terme, pour comprendre ce qu'ils ont voulu signifier les électeurs. La comparaison avec les élections législatives de 1978, la seule pertinente, permet d'approfondir l'analyse. En 1993 comme en 1978, il s'agit d'élections venant au terme du mandat constitutionnel normal, contrairement aux législatives de 1981 et de 1988 : avec le même mode de scrutin (uninominal, majoritaire à deux tours), contrairement à celles de 1986. L'intérêt de la comparaison réside de surcroît dans l'observation suivante : 1978 marque un record de participation, 1993 un record de refus d'exprimer un choix. En 1978, la gauche votait massivement, par espoir ; la droite de même, par peur. En 1993, la gauche s'abstient par désenchantement, la droite vote un peu plus

mais sans enthousiasme. Le deuxième tour de 1993 montre à l'évidence que l'abstention et les blancs et nuls (bien que plus « civiques ») manifestent la même résistance devant les choix politiques proposés, qui apparaissent peu attirants et/ou peu convaincants. Il faut dire que lors de ce deuxième tour, le choix était plus réduit que jamais. Davantage de candidats restés seuls en piste (17 cas contre 8 en 1978), ce qui fait largement augmenter dans ces circonscriptions le refus d'un choix imposé : 66 % en moyenne d'abstentions, blancs et nuls contre 45 % en 1978.

Moins de duels droite-gauche : en 1978, dans les circonscriptions de la métropole où le siège est encore à pourvoir, 97 % des duels opposent l'ordre et le « progrès » ; en 1993, ce cas de figure se caractérise plus que 70 % des duels. 36 opposant la droite à la droite (5 en 1978) et 86 le Front national aux partis traditionnels (aucun en 1978). Dans ce dernier cas, le total de l'abstention et des blancs et nuls augmente nettement entre les deux tours (plus 15 points par exemple dans la 5<sup>e</sup> circonscription du Loiret). En revanche, il diminue (légalement, il est vrai) en cas de duel droite traditionnelle-gauche. Les électeurs de gauche ont ainsi refusé d'arbitrer entre droite classique et extrême droite : il n'y avait guère de risques de voir le FN parvenir à la majorité parlementaire. Les électeurs de la droite classique ont fait le choix inverse : il n'y avait pas de risques non plus de voir la droite ne pas reconquérir cette majorité.

Les résultats globaux annulent les différences et masquent la diversité des comportements électoraux. Ainsi en 1993, dans un bureau du 18<sup>e</sup> arrondissement que nous suivons depuis 1978, il y a eu 537 abstentionnistes au premier tour et 529 au second : 8 abstentionnistes de moins (0,5 % des inscrits) entre les deux tours, en apparence. En réalité, l'étude des listes d'émargement fait apparaître que 10 électeurs se sont réfugiés dans l'abstention d'un tour à l'autre, et que 102 en sont sortis : 212, soit 17 % du corps électoral. Les abstentionnistes constants pour les deux tours (dont la plupart ont voté auparavant) ne sont donc que 225, soit 18 % des inscrits.

Les évolutions d'un échantillon de bureaux de vote parisiens (19 sur 952), représentatif de l'ensemble de la capitale, est éclair. Sur l'ensemble de ces bureaux, fortement typés politiquement (du plus communiste au plus UDF), on constate que l'abstentionnisme constant et intermittent a beaucoup augmenté depuis 1978 : il a presque doublé (de 25 % à 47 %, tableau 1). La volonté tactique est évidente. Les électeurs ont commencé ainsi à jouer de l'abstention lors des quatre tours de 1981 et surtout de 1988 pour modifier les résultats des tours antérieurs.

### « Le chômage, imbéciles ! »

Reste à esquisser le dessin de ces électeurs : l'abstention traduit les réticences de l'électorat, qui varient d'élection en élection. Nul parti, en effet, n'est propriétaire des abstentionnistes (non plus que des électeurs d'ailleurs). Quelle que soit la tendance politique des bureaux de vote, il y a croissance de l'abstention de 1978 à 1993, en passant par 1986, élection qu'il faut retenir pour marquer les évolutions. Mais cette croissance est plus forte à gauche qu'à droite : ce contraste est d'abord politique puisque, socialement, Paris est plus homogène aujourd'hui qu'il y a quinze ans (tableau 2).

Le fait est que cette abstention s'accompagne d'une véritable débauche de la gauche, particulièrement pour le Parti communiste, notamment dans ses propres bureaux : entre 1978 et 1993, dans ces bureaux, le vote communiste s'effondre de 33 % à 6 %. Dans les bureaux à dominante socialiste, le score du PC tombe de 17 % à 5 %. L'UPF elle-même voit ses résultats s'effondrer fortement, plus fortement, là encore, dans ses zones de force (61 % à 40 % dans les bureaux à dominante UDF (tableau 3)).

En dernière analyse, la gauche, qui a connu une déroute éclatante, n'est pas pour autant la seule à être touchée par la déroute : ce serait-ce pas tous les partis, ou

plutôt « les partis de gouvernement », à droite comme à gauche, qui ont été rejetés par la majorité de l'électorat ? Si l'on considère l'ensemble de la métropole, on observe que les partis de gouvernement (PC, PS, MRG à gauche, UPF à droite) ont vu leur part de suffrages se réduire comme peau de chagrin : 74 % des inscrits en 1978, 56 % en 1986, 45 % en 1993. Dans le même temps, la proportion d'électeurs inscrits qui se refusent à leur accorder leur voix passe de 26 % à 44 % et enfin 55 % ; le refus de vote (abstention et blancs et nuls) augmente de 19 % à 35 %, et le vote contestataire de 7 % à 20 % (tableau 4).

Sur les murs du quartier général de Bill Clinton, lors de l'élection présidentielle américaine de 1992, un brillant esprit avait crayonné : « L'économie, imbéciles ! ». Le slogan fit, en partie, élire M. Clinton. En France, en 1993, nul n'a écrit sur les murs d'aucun parti : « Le chômage, imbéciles ! ». Nul n'ignorait qu'il n'était même pas besoin de slogan pour que ce cancer social fit la perte des socialistes : dans les sondages à la sortie des urnes, plus des deux tiers des électeurs ont mentionné le chômage comme la raison principale de la racée qu'ils venaient d'infirmer aux socialistes, sans pour autant accorder totalement leur confiance à la droite.

Il n'est donc pas de dirigeant politique de premier plan qui ne se soit sagement tu sur la question, faute de solution miracle. Les Verts exceptés, que la panacée au partage du travail (dont ils se sont plusieurs fois attribués la paternité) n'a pas suffi à propulser vers les succès, loin de là. L'opinion est préoccupée, mais sceptique, comme aux États-Unis : elle « fait avec » ce qu'on lui propose. Elle n'apporte son concours aux partis traditionnels que chichement : elle s'abstient de plus en plus de « concourir à la formation de la loi, expression de la volonté générale » (art. 6 de la Déclaration des droits de 1789). Certes, à la différence des États-Unis, cette abstention est, encore, le symbole d'une foi profondément ancrée dans la valeur essentielle du suffrage universel. Il s'agit, encore, d'un refus par conviction : mais pour combien de temps, avant que l'abstention ne devienne désespoir ? A refuser d'entendre aujourd'hui ce signal de détresse, c'est la démocratie même que les politiques pourraient demain miner.

FRANÇOISE SUBILEAU  
et MARIE-FRANCE TOINET,  
chercheurs à la Fondation  
nationale des sciences  
politiques-CNRS, auteurs des  
« Chemins de l'abstention », Paris,  
La Découverte, 1993.

## Le revirement des femmes

L'électorat féminin, qui avait contribué aux succès des socialistes, est largement responsable de leur récent échec

Le 8 mai 1988, François Mitterrand est réélu à la magistrature suprême avec une forte majorité, en ayant bénéficié, au premier comme au second tour, du soutien appuyé des femmes. Cinq ans plus tard, le PS est défait sans que l'électorat féminin ne constitue un quelconque rempart à l'effondrement politique du parti d'Épinay. Les législatives de mars 1993 marquent bien la fin d'une période — les années 1986-1992 — caractérisée par une propension plus fréquente des femmes à voter socialiste, et un engouement tout particulier de certaines fractions d'entre elles pour cette famille politique. Période qui succédait elle-même à plus de trente-cinq années (1945-1981) d'un conservatisme féminin que certains allaient jusqu'à taxer un peu vite de naturel ou d'immuable.

D'après le sondage « sortie des urnes » réalisé par BVA, seules 21 % des femmes (contre 21 % des hommes) ont voté au premier tour des législatives, en faveur des candidats socialistes et divers gauches, alliés dans la coalition Alliance pour le progrès. Deux autres traits transparaissent du scrutin du 21 mars 1993, à savoir :

— L'effritement de la plus grande résistance des électrices à voter pour l'extrême droite : l'écart entre les sexes sur le vote frontiste, aujourd'hui réduit à 5 points, tend même à s'estomper dans certains groupes (les chômeuses et les agricultrices par exemple) (1) ;

— L'attraction plus souvent manifestée par les femmes (9 % contre 7 % dans l'électorat masculin) envers la coalition Verts-Génération Ecologie, comme envers les petits partis (extrême-gauche et divers).

La comparaison des votes par sexe au premier tour de la présidentielle de 1988 et au premier tour des législatives de 1993, à partir des sondages BVA réalisés à la sortie des urnes, montre que l'effondrement électoral du PS dans ses points forts est principalement dû aux femmes. En mai 1988, on se souvient (cf. Le Monde du 5 mai 1988) que François Mitterrand faisait le plein des voix féminines au sein de catégories qui avaient déjà privilégié le PS en 1986 : chez les moins de 25 ans, les étudiants, les petits et moyens salariés, et même... les chômeuses, les électrices se révélant plus ardemment supportives du président sortant que les électeurs.

Or, au sein des jeunes et des catégories sociales qu'on vient d'énumérer, la perte d'audience du PS, par rapport au score réalisé par François Mitterrand le 24 avril 1988, est chez les électrices souvent supérieure à 20 points de pourcentage (c'est le cas chez les étudiantes, les employées, les membres des professions intermédiaires, les institutrices, et d'une façon générale chez les salariées, qu'elles

aient ou non l'état pour patron) ; le recul socialiste avoisine parfois les 30 points (chez les chômeuses et les moins de 25 ans) ou les dépasse (chez les ouvrières).

D'ailleurs, le rejet anti-socialiste est manifeste aussi chez les femmes au foyer (— 18 points), irrédigemment plus conservatrices, mais dont un tiers s'étaient avérées mitterrandistes en 1988. Par contraste, les pertes du PS au sein de l'électorat masculin paraissent presque légères, se situant le plus souvent autour de 10 points, quelles que soient les catégories considérées.

### Frappées par la récession économique

Où sont allées les délices du socialisme, vers quelles formations ont-elles reporté leurs voix ? 45 % des femmes (43 % des hommes) ont privilégié la droite classique, ce qui porte à 55 % (et 58 %) l'ensemble de la droite si on y inclut le FN. Chez les femmes exerçant des professions dites intermédiaires et les institutrices — rares actives continuant, en 1993, de voter un peu plus souvent socialiste que les hommes de même statut — le recul du PS a même profité à la droite (la coalition UDF-RPR ne progresse que de 3 points par rapport aux scores additionnés de MM. Barre et Chirac en 1988) qu'à l'entente Verts-Génération Ecologie (+ 9 points par rapport au résultat de M. Vaechter en 1988). Tel n'est pas le cas des employées qui, majoritairement (54 %), ont choisi, comme les hommes (53 %), le camp de la droite, classique ou extrême. Les ouvrières sont aussi nombreuses que les ouvriers à avoir voté pour la droite (49 %), mais ont plus souvent qu'eux soutenu la coalition UDF-RPR et boudé les candidats frontistes. C'est également l'ensemble de la droite que privilégient aujourd'hui, en masse, les femmes au foyer (63 %), leur préférence allant surtout à la coalition UDF-RPR (51 %).

Frappées plus souvent que les hommes par les effets d'une récession économique longue (chômage, emplois à durée déterminée, à temps partiel, bas salaires...), les femmes avaient jusqu'à résisté politiquement à l'accroissement des inégalités dont elles sont victimes. Plus nombreuses que les électeurs à manifester leur confiance à François Mitterrand lors de sa réélection en 1988, ainsi qu'au parti qui avait promis de jurer contre les inégalités professionnelles entre les sexes, elles refusaient plus souvent qu'eux de répondre aux sirènes de la droite et de l'extrême droite, représentées par des formations qui les incitaient plus ou moins explicitement à délaïser le marché de l'emploi pour « rentrer à la maison ».

L'analyse détaillée des votes émis à l'occasion du référendum de Maastricht avait déjà laissé voir l'étendue du mécontentement féminin vis-à-vis du pouvoir socialiste, notamment chez les électrices les plus marginalisées par la crise ou les plus inquiètes devant ce qu'elles ressentaient comme le développement d'une Europe à deux vitesses. (Ainsi, par exemple, 70 % des chômeuses avaient rejeté la ratification du traité contre 46 % seulement des chômeurs.)

Les législatives de mars 1993 n'ont fait que révéler au grand jour les tendances qui s'inscrivaient déjà dans le vote sanction du 22 septembre 1992. L'avertissement n'a pas été entendu par le pouvoir politique, qui a laissé les femmes s'enfoncer dans la crise et le chômage. On comprend dès lors que ce soit d'abord à elles que le PS doit d'avoir perdu ses traits constitutifs de parti de classes moyennes salariées, comme son audience auprès des jeunes, bref d'avoir subi la déroute que l'on sait aux élections générales du printemps dernier.

JANINE MOSSUZ-LAVAU  
et MARIE-FRANCE TOINET,  
chercheurs au Centre d'études de la vie politique française  
(Fondation nationale des sciences  
politiques-CNRS).

(1) Selon BVA, 15 % des hommes et 10 % des femmes disent avoir voté Front national le 27 mars 1993. Selon la SOFRES (sondage postélectoral réalisé du 21 mars au 2 avril 1993 auprès de 2000 personnes), l'écart entre les sexes sur le vote frontiste est plus réduit encore : 14 % des hommes et 13 % des femmes déclarent avoir voté pour un candidat d'extrême droite.

Tableau 1 : Les comportements participationnistes-abstentionnistes entre les deux tours

	Législatives 1978	Législatives 1993
Participation aux deux tours de l'élection	75	53
Abstention aux deux tours	17	30
Participation au premier tour et abstention au deuxième tour	3	9
Abstention au premier tour et participation au deuxième tour	5	8

Tableau 2 : Participation selon la tendance politique des bureaux de vote (premiers tours - en % des inscrits)

Bureaux	Législatives 1978	Législatives 1986	Législatives 1993
PC	76	66	59
PS	80	75	65
RPR	78	74	68
UDF	78	79	66

Tableau 3 : Evolution des votes en faveur du PC, du PS et de l'UPF selon la tendance des bureaux de vote (premiers tours - en % des inscrits)

Bureaux	1978	1993	1978	1993	1978	1993
PC	33	6	14	11	19	19
PS	17	5	14	14	33	24
RPR	8	2	13	10	45	37
UDF	4	2	9	8	61	40

Tableau 4 : Résultats des premiers tours des élections législatives (métropole, en % des inscrits)

	1978	1986	1993
« Partis de gouvernement »	74	56	45
dont gauche	37	25	19
dont droite	37	31	26
Partis extra-parlementaires	7	19	20
dont FN	-	7	8
Abstentions, blancs, nuls	19	25	35
dont blancs et nuls	2	3	4
Refus de voter pour les « partis de gouvernement »	26	44	55

## Après la décision du Conseil constitutionnel sur l'immigration Les Verts s'inquiètent des « graves régressions » de la loi Pasqua

Après l'annulation par le Conseil constitutionnel de plusieurs dispositions de la loi sur l'immigration, les Verts affirment, dans un communiqué publié lundi 16 août, que cette décision du Conseil constitutionnel « laisse intactes de nombreuses dispositions inadmissibles de la loi Pasqua, marquant de graves régressions des droits des personnes étrangères vivant en France ». De même, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) « déplore que les « sages » nient acceptés de multiples atteintes à des libertés fondamentales ». Il ajoute : « Le gouvernement avait bien qu'en plaçant la barre libérale de très haut il en resterait l'essentiel ».

En revanche, pour Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, « il est bien que, face aux assauts de la démagogie et du populisme, le Conseil constitutionnel vienne rappeler les principes généraux de notre droit ».

Dans la majorité, Gilles de Robien, député (PR) de la Somme, vice-président de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 16 août sur RTL, qu'« on ne peut pas à chaque alternance mettre en doute publiquement ce qui est aujourd'hui la clé de voûte des institutions ». Porte-parole des Clubs perspectives et réalités, Jean-Marc Nesme, député UDF de Saône-et-Loire,

regrette, dans un communiqué, que le Conseil constitutionnel « ampute le gouvernement des moyens nécessaires pour gérer convenablement le formidable enjeu que représentent les massifs déplacements de la population mondiale ».

Au RPR, Robert Pandraud, député de Seine-Saint-Denis, ancien ministre délégué chargé de la sécurité, a affirmé lundi 16 août sur Europe 1 : « Qu'il y ait un contrôle de constitutionnalité formelle, j'en suis d'accord », mais que le Conseil élargisse ce contrôle au préambule de la Constitution de 1946, à la Déclaration des droits de l'homme ou aux principes généraux du droit, cela « devient une véritable autorité législative qui n'a aucun contrôle populaire ».

Le Monde  
ÉDITION  
**Social**  
Par ici la sortie !  
Alain Lebaube

مكتبة الشارقة



## SOCIÉTÉ

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-OM

## Le témoignage fourni à Bernard Tapie par Jacques Mellick paraît de plus en plus fragile

Organisée lundi 16 août au tribunal de Valenciennes, la confrontation entre Jacques Mellick, adjoint au maire de Béthune, et Bernard Tapie, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-OM, a tourné court. Demandant à être mis en examen, le député socialiste du Pas-de-Calais a refusé de répondre, avant cette mise en examen, aux questions posées par le magistrat. Le mutisme de M. Mellick intervient au moment où l'enquête révèle des faits qui viennent fragiliser l'allibi fourni par Jacques Mellick à Bernard Tapie.

## VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Jacques Mellick se réfugie dans le silence au moment où l'enquête met précisément en porte-à-faux son témoignage de soutien à Bernard Tapie. Ce mutisme succède à deux semaines d'intense communication au cours desquelles l'ancien ministre socialiste avait multiplié les déclarations visant à fournir un alibi au président de l'Olympique de Marseille.

Devant les caméras et les micros, comme devant le juge Beffy lors de sa première audition du 30 juillet, le député avait détaillé son emploi du temps du 17 juin : il avait affirmé qu'il s'était rendu ce jour-là, entre 14 h 30 et 15 h 30 environ, au siège de Bernard Tapie Finance, où il s'était entretenu avec le président de l'OM.

Ce témoignage du député du Pas-de-Calais est capital pour M. Tapie, puisque l'enquêteur de Valenciennes, Boro Primorac, affirme que M. Tapie a tenté, le 17 juin au même endroit et dans le même créneau horaire, de lui faire porter le chapeau dans l'affaire de corruption présumée du match Valenciennes-OM et d'affirmer que c'est Valenciennes qui avait tenté d'« acheter » le résultat.

Or une série d'éléments à charge et d'indices recueillis par les enquêteurs du SRPJ de Lille viennent jeter le doute sur l'emploi du temps présenté par M. Mellick pour sa journée du 17 juin.

Un plein d'essence à contre-temps : l'adjoint au maire de Béthune assurait avoir quitté sa ville vers midi, ce 17 juin, afin d'être présent à l'Assemblée nationale vers 14 heures, puis au siège de Bernard Tapie Finance peu après. Mais les policiers ont découvert que le chauffeur de la

voiture de M. Mellick avait effectué un plein d'essence à 13 h 20 dans la station Esso de Béthune, où il s'approvisionne régulièrement en carburant.

Dans l'entourage de M. Mellick, on indiquait, mardi 17 août, que la carte magnétique servant à régler ces frais d'essence a pu être utilisée par d'autres membres du cabinet du maire de Béthune.

Les télépéages de l'autoroute du Nord : la Société des autoroutes du nord de la France (SANEF) n'a pas gardé la trace du passage de la voiture de M. Mellick le 17 juin : une liste informatique de télépéage - cette technique utilisée sur les autoroutes permet aux abonnés de payer automatiquement le droit de passage au moyen d'une carte magnétique - mentionnant les dates de passage, ainsi que les points d'entrée et de sortie du véhicule de M. Mellick, a été transmise par la SANEF aux enquêteurs (le Monde du 17 août).

Or ce document fait apparaître une quinzaine de paiements par carte magnétique, acquittés par le chauffeur de M. Mellick au cours du mois de juin, les 16 et 18 notamment. Il peut être étonnant que le député ait pu se déplacer sans avoir été enregistré par la SANEF, mais si un paiement en argent liquide, comme le suggère l'entourage de l'ancien ministre, peut avoir été effectué ce jour-là.

Une réunion à Béthune pour « accorder les violons » : les enquêteurs ont acquis la certitude qu'une réunion a bien été organisée par des proches collaborateurs de M. Mellick à la mairie de Béthune, le 10 août, pour obtenir que les témoignages d'une vingtaine d'employés municipaux coïncident avec la version présentée par l'adjoint au maire (le Monde du 14 août). Décidée dans la précipitation, au matin du 10 août, cette réunion visait à « accorder les violons » à une réception organisée le 17 juin par la municipalité, et à laquelle M. Mellick affirme n'être arrivé qu'au alentours de 17 heures, à son retour de Paris par l'autoroute du Nord. Des expertises sont en cours pour déterminer l'heure qu'il y a eu des photos prises lors de la réception du 17 juin, apparaît sur la montre d'usage des participants.

## Un faisceau d'indices

Pris un par un, ces différents points ne prouvent rien, même s'ils constituent un faisceau d'indices troublants aux yeux des enquêteurs. Aussi le juge Beffy souhaiterait-il entendre, lundi 16 août à 14 heures, le député du Pas-de-Calais pour connaître ses réponses sur ces différents éléments, qui ne coïncident guère avec ses récentes déclarations. Mais le député a résolulement déclaré de ne plus s'exprimer à ce sujet.

Dès son arrivée devant le



palais de justice, M. Mellick et son avocat, M. Charles Libmann, avaient prévenu les journalistes que le député était décidé à demander sa mise en examen « pour avoir accès aux éléments vrais du dossier » et « afin de faire taire les rumeurs et les contradictions ». Lors de la confrontation organisée dans le bureau du magistrat, M. Mellick s'est tenu à cette position, évitant de la sorte de répondre à toute question.

Prévue pour durer plusieurs heures, l'audition de M. Mellick s'est transformée en dialogue de sourds. Elle a tourné court au

bout d'une demi-heure. A la sortie de l'entretien, M. Libmann s'est contenté d'indiquer que son client avait « décidé aujourd'hui d'exercer son droit au silence ».

Du côté des magistrats de Valenciennes, on considérait que la mise en examen demandée par M. Mellick s'apparentait plutôt à une manœuvre dilatoire et revenait à choisir une situation de blocage judiciaire. Aussi, le juge Beffy a-t-il « soigneusement rapé » au député les dispositions du code de procédure pénale punissant le refus de témoigner (lire l'encadré ci-dessous). Et, dans un communiqué diffusé aux

## « Tout ce qu'a dit Jacques Mellick est exact » déclare Bernard Tapie

« Il n'y a pas de version Tapie ou de version Mellick. Il n'y a que la vérité. Et la vérité, je la vois dans : elle est dans le dossier du juge, et c'est pour cela qu'il n'a refusé la mise en examen de Jacques Mellick. Parce que tout ce qu'il a dit Mellick est exact », affirme Bernard Tapie dans un entretien publié mardi 17 août par le quotidien marseillais le Provençal.

Interrogé, la veille, par téléphone, alors qu'il se trouvait à bord de son yacht la Phocéa, au large de la Sardaigne, le président de l'OM précise : « Ce jour-là, Jacques Mellick n'était pas seul. Son chauffeur l'accompagnait, cinq personnes étaient avec moi en réunion au siège de BTF (NDLR : Bernard Tapie Finance), dont un haut fonctionnaire, un chef de cabinet, un ancien ministre de Malignon et mes secrétaires qui, toutes interrogées, ont confirmé les faits : Jacques Mellick était bien là. »

A l'heure où M. Tapie tenait ces propos, le journaliste qui l'interviewait n'avait pas encore eu connaissance de l'information selon laquelle le chauffeur de M. Mellick aurait effectué un plein d'essence le 17 juin à 13 h 20, à Béthune.

M. Tapie entendait-il réitérer ces affirmations, lundi soir, au cours du journal télévisé de TF1 ? Avoir prévu, à cette occasion, de révéler les noms des personnes qui, selon lui, seraient trouvées dans son bureau, avec M. Mellick, le 17 juin ? Annonce dans l'après-midi par la chaîne, l'interview en direct du président de l'OM n'a finalement pas eu lieu. Pour expliquer ce contretemps, TF1 indiquait que le téléphone par satellite de M. Tapie était tombé en panne. Entre-temps, les derniers développements de l'enquête étaient sérieusement venus ébranler la version soutenue par MM. Tapie et Mellick.

journalistes, le parquet a indiqué que « le juge d'instruction a fait savoir au témoin que, en l'état actuel de la procédure, rien ne justifiait sa mise en examen pour une quelconque infraction ». En clair, les magistrats ont écarté trois chefs de poursuite : complicité de subornation de témoin ; faux témoignage ; outrage à magistrat.

## Une pause estivale

Primo, il est exclu de poursuivre M. Mellick pour « complicité de subornation de témoin », dans la mesure où cette infraction suppose, en droit pénal, qu'un accord préalable à la subornation de témoin ait eu lieu entre les présumés complices.

Secundo, pour ce qui concerne le « faux témoignage », la jurisprudence a admis que les déclarations mensongères à un juge d'instruction ne relèvent pas de ce délit. Restait, enfin, l'éventualité de poursuites pour outrage à magistrat, qui pouvait viser des « déclarations imaginaires » faites par un témoin à un juge d'instruction. Elle n'est, pour le moment, pas retenue contre M. Mellick.

C'est à la lumière des faits nouveaux apparus dans l'enquête que le procureur Eric de Montgolfier devra, à son retour de vacances, début septembre, évaluer si M. Mellick est, ou non, passible de telles poursuites pour outrage à magistrat. D'ici là, le juge Beffy essayait de connaître, lundi soir 16 août, sa décision de prendre à son tour quelques jours de vacances, les dossiers judiciaires de l'affaire Valenciennes-OM devraient connaître une pause estivale.

ERICH INCIVAN

## Du bon usage de la garde à vue

« Par une sorte de glissement, j'ai fini par accepter que le détenu provisoire puisse correspondre, en effet, à une pression », reconnaissait, en contradiction avec la loi, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, aux termes d'un entretien publié dans le Monde du 24 juillet. Le recours spectaculaire et répété à la garde à vue par le juge Bernard Beffy et les officiers de police judiciaire qui l'assistent dans l'affaire OM-Valenciennes est-il perilleusement équivoque, comme l'ont affirmé certains avocats de la défense ?

Les dispositions du code de procédure pénale applicables en l'espèce sont entrées en vigueur le 4 janvier 1993. Elles ne le sont qu'à titre provisoire puisque la nouvelle majorité a décidé de les réviser prochainement. On prend fin l'audition d'un témoin et on commence la garde à vue ? Jusqu'au 4 janvier, les simples témoins pouvaient être placés en garde à vue lors d'une enquête préliminaire. Cette faculté est désormais supprimée, sauf en cas de crime ou de délit flagrant.

L'article 101 du code de procédure pénale prévoit aujourd'hui que « le juge d'instruction fait citer devant lui, par un huissier ou par un agent de la force publique, toute personne dont la déposition lui paraît utile ». L'article 77 indique pour ce part que « l'officier de police judiciaire (OPJ) peut, pour les nécessités de l'enquête, garder à sa disposition toute personne à l'endroit de laquelle existent des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ». L'enquêteur informe « sans délai » le procureur de la République de cette mesure qui ne peut excéder vingt-quatre heures. Si les éléments recueillis ont de nature à motiver l'exercice de poursuites, l'OPJ présente avant l'expiration des vingt-quatre heures le procureur, qui pourra prolonger la mesure d'un maximum vingt-quatre heures. La juge d'instruction et l'OPJ sont donc souverains s'il s'agit d'entendre un témoin ou de placer celui-ci en garde à vue.

Dans l'affaire OM-Valenciennes, l'application de ces textes a pu sembler abusive. Face à des médias friands d'images fortes, le port de menottes infligé à certains témoins a paru à certains aussi

ostentatoire que disproportionné. La loi interdit l'usage de menottes ou d'entraves sauf si la personne interpellée peut être considérée comme dangereuse pour elle-même ou pour autrui, ou si elle cherche à prendre la fuite.

Les dispositions du code de procédure pénale qui ont pour objet le maintien à la disposition des enquêteurs de toute personne dont la présence et l'audition est utile à leurs investigations ne sont pas incompatibles avec la convention européenne des droits de l'homme. Il reste que la forme que prend parfois ce « maintien à disposition », même si elle n'est pas à proprement parler inhumaine, peut sembler « dégradante », au sens de la convention, pour la personne en cause. Une fois relâchée, sa réputation continuera inévitablement d'en souffrir.

La durée de la garde à vue de certains protagonistes de l'affaire OM-Valenciennes a pu laisser perplexe, même si les délais légaux n'ont pas été dépassés. L'article 78 du code de procédure pénale précise que « les personnes à l'encontre desquelles existent des indices faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur audition ». L'officier de police judiciaire et le juge d'instruction sont une fois encore les seuls à pouvoir apprécier la durée de la garde à vue. Les indices rassemblés par eux ne sont donc pas à juger si c'est à bon sens ou s'ils ont eu recours aux garde à vue que les défenseurs des intéressés jugent abusives.

Les moyens mis en œuvre dans l'affaire instruite à Valenciennes sont impressionnants : le juge a déjà procédé à plus de cinquante placements en garde à vue et interrogatoires ; quel que soit le nombre de personnes à traverser la France ; des techniques sophistiquées - relevés téléphoniques, mémoires des cartes de télépéage, agrandissements photographiques... - sont mises à contribution. Mais cette quête de la vérité comporte des risques : on s'en prend au matériau humain comme on sollicite les indices matériels, sans ménagements.

HERVÉ MORIN

## EN BREF

Les « pirates de la route » autour de Lyon et dans l'Hérault appartiennent à un même gang. Depuis la mi-juillet, une vingtaine d'automobilistes ont été dévalisés sur l'autoroute entre Lyon (Rhône) et La Grande-Motte (Hérault). Le scénario est presque immuable. Voitures immatriculées à l'étranger percutées sur l'arrière, constat d'accident sur la bande d'arrêt d'urgence : le véhicule est aussitôt pillé ou volé. Ces faits identiques se reproduisent sur les axes de repos. Plusieurs vols et agressions perpétrés entre lundi 9 et mercredi 11 août permettent aux policiers de l'Hérault, du Gard et de l'Aude d'établir un lien entre les méfaits recensés dans ces départements et ceux commis dans la région lyonnaise où sévissent, depuis la même date, des « pirates de la route » (le Monde du 12 août). Il s'agirait d'un même gang organisé, divisé en équipes spécialisées, les unes chargées des agressions, les autres des vols à la roulotte.

Plus de cent morts après l'effondrement de l'Hôtel Royal Plaza en Thaïlande. Après l'effondrement de l'Hôtel Royal Plaza, de six étages, qui s'est écroulé vendredi 13 août au nord-est de la Thaïlande (le Monde du 15-16 août), la police locale faisait état, mardi

17 août, de 102 morts, 225 blessés et d'un nombre de cinquante à soixante personnes encore ensevelies sous les décombres. A cette date, les sauveteurs n'avaient plus d'espoir de retrouver des survivants, et les travaux de déblaiement devaient commencer. Le directeur de l'hôtel, deux de ses collaborateurs ainsi qu'un architecte ont été arrêtés et inculpés. (AFP)

Une partie de la corniche de la porte Saint-Denis à Paris (10<sup>e</sup>) tombe sur la rue publique. Plusieurs blocs de pierre d'une surface de 2 mètres carrés se sont détachés, lundi 16 août vers 22 heures, de la corniche de la porte Saint-Denis, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Un passant a été légèrement blessé. La zone dangereuse a été interdite à la circulation et la bouche de métro la plus proche, celle de Strasbourg-Saint-Denis, fermée. La porte Saint-Denis, érigée en 1672 pour célébrer les victoires de Louis XIV, a servi d'arc de triomphe à l'entrée dans la capitale de la plupart des rois de France depuis cette époque. Classée monument historique, elle a été restaurée au siècle dernier et appartient à l'Etat, qui en assure l'entretien.

## AGRÉGATIONS

(par ordre alphabétique)

## SCIENCES NATURELLES

Christophe Abraham (132), Nathalie Bac Dou (80), Karine Barale (9), Patrice Baudouin (24), Catherine Bazin (91), Raoul Bencher (77), Christian Benoud (110), Laurence Bégier (34), Véronique Bel (39), Valérie Belhonne (21), Olivier Bert (67), Emmanuelle Bissol (133), Nathalie Bissol (106), Jean-Marc Blanchard (54), Florence Blois Crevet (53), Sylvie Bodeau Pean (61), Corinne Bonneton (127), Anne Bourde (77), Jean-Paul Boursier (31), Jacques Brasseur (47), Eric Brichet (120), Cécile Bristol Astrid (70), Véronique Brun (12), Marie-Paule Bruniard (3), Nathalie Bureau (4), Laurent Canu (108), Jean-Paul Dier (42), Christine Dreyer (74), Catherine Dubouche Monest (129), Philippe Duceff (89), Valérie Dumont (35), Isabelle Dupraz (48), Jean-Claude Dupuis (24), Jean-Marc Durand (99), Sylvie Espinasse Kaddou (116), Nicolas Estève (80), Pascal Faure (101), Christelle Fontenay (113), François Fourhoo (21), Eliane Fréconat (17), Eric Fuzin (89), Franck Gaudin (26), Pierre Garcia Madrigal (127), Jean-Marc Garchand (140), Nathalie Gilbert (43), Clemence Gimaret (191), Jean-François Goddard (131), Marie-Pierre Goumet (142), Christine

Gros (37), Valérie Guichard (142), Christine Guizot Mondon (67), Joëlle Hamant (118), Catherine Hohenberg Hayon (67), Laurent Houssé (147), Jean-Emmanuel Hutter (130), Florian Husson (33), Laurence Joly Polaux (72), Virginie Joutin (61), Sylvie Joutin (24), Sabine Julliard (93), Valérie Klein (150), Christine Kwiatkowski (62), Christine Lanza (114), Sandrine Le Bris (39), Anne-Marie Leclerc (104), Pascal Le Perdu (139), Thierry Le Roux (58), François Leveque (85), Yvan Levigne (11), Dominique Loizeau (75), Henri Loren (114), Agnès Mallet (34), Rachel Malvez Vaugande (118), Hervé Maréchal (43), Catherine Masson (45), Thierry Maury (124), Géraldine Mercier (38), David Mercier (14), Jean Meyer (120), Isabelle Michel de Rozario (142), Laurent Micoud (101), Christine Minge (17), Christophe Minge (43), Christine Millier (24), Caroline Millet (41), Nathalie Millet (133), Nathalie Muffat (138), Lise Munshi (106), Carol Nabet (142), Nori Namane (124), Isabelle Ollet (139), Christel Pascual (72), Lydie Para Para Gamaro (103), Sylvie Pastore (158), Franck Payant (50), Nathalie Penle (116), Bernard Peze (130), Marlene Pizet (103), Monique Pissard Thabouan (43), Valérie Poutyvanne (48), Bernard Rebouan (78), Guilaine Re (91), Isabelle Rezer (110), Florence Rivard (139), Bruno Roud (63), Alexis Rouget (94), Nathalie Rouget (61), Myrtille Sane (147), Sophie Sautraud (63), Jean-Luc Schneider (114), Vincent Schusterberger (103), Laurence Sélam Rasmussen (64), Corinne Sumard (101), Sandrine Solignac (52), Philippe Sovek (127), Sandrine Szyszczak (57), Myrtille Tchern (19), Marc Tessier (128), Marie-Pierre Thibaut (110), Amy Thomas Bittart (70), Sylvie Trocne (142), Laurence Tuyen (20), Chantal Valente Pinton (74), Valérie Vierford (121), Christina Zannotto (27).



# COMMUNICATION

## Pierre Desgraupes le stratège

Suite de la première page

Les deux Pierre ont une passion commune, la philosophie, et une vénération identique pour l'un de leurs professeurs, Georges Perret. Pierre Desgraupes conservera d'ailleurs toute sa vie une lettre de cet enseignant, déchirée et scotchée à force d'avoir été lue et relue, qui l'assurait qu'il avait bien fait d'embrasser la carrière de journaliste.

Avec Pierre Dumayet, il lance en 1952 une émission littéraire télévisée, « Lectures pour tous ». Puis il rencontre un autre Pierre, Pierre Lazareff. Le patron de Paris-Presse et l'homme de radio s'entendent. « Cinq colonnes à la Une », l'émission qu'ils produisent en 1959 avec Pierre Dumayet et Igor Barrère les fera connaître auprès du maigre public qui a la chance de posséder un téléviseur et apprécier par les médias. Mais la légende s'installe et Pierre Desgraupes ne quittera plus la planète de l'audiovisuel, même si son ton et son comportement font alterner retours triomphaux et périodes de disgrâce.

En 1969, il est directeur de l'information de la Une et bénéficie de la part de Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, d'une liberté nouvelle à la télévision. Le ton donné par le nouveau directeur, avec la bénédiction de Matignon, rompt avec l'époque où les journaux télévisés dépendaient directement du pouvoir.

### Un groupe de capitaines

« Pierre Desgraupes déléguait beaucoup, mais il couvrait toujours ses troupes. Il était insensible aux pressions extérieures », se souvient François-Henri de Vireux, qu'il avait appelé comme rédacteur en chef à la Une. Mais le président de la République, Georges Pompidou, qui reproche à plusieurs reprises à Pierre Desgraupes de choisir des informations nuisibles pour le gouvernement, mettra fin à cette période de liberté, trois ans plus tard.

C'est l'époque où un député UDR, René Tomasini, traite Pierre Desgraupes de « dangereux gauchiste ». « Les hommes politiques », se souvient François-Henri de Vireux, « ne supportent pas qu'il ne leur fasse pas la cour », note Michèle Cotta, présidente de la Haute autorité en 1982, et qui parle de lui comme d'un « loup solitaire, pas mouton, pas pourri par le système ». Sa traversée du désert durera neuf ans. Entretemps, il écrit, produit des

émissions, réécrit dans sa villa d'Antibes, fait un régime... C'est en 1981 qu'il revient en fanfare, avec le titre de PDG d'Antenne 2. Il lui donne un ton, s'entoure d'amis comme Joseph Pastore ou Pierre Wiehn et d'une pléiade de journalistes qui tous reconnaissent lui



devoir une part de ce qu'ils sont, qu'ils s'appellent François-Henri de Vireux, Philippe Gildas, Pierre Lesœur, Hervé Chaballier, etc. « Il savait diriger, il avait un groupe de capitaines et lui n'intervenait qu'en appui pour décider quelque chose qui posait problème », dit de lui Michèle Cotta qui évoque « la formidable bagarre politique menée pour le conserver à la tête d'Antenne 2 ».

Pierre Desgraupes définit la stratégie d'Antenne 2, lui donne une âme et se bat pour que la chaîne publique innove, satisfasse plusieurs publics, « qu'elle ne perde un peu d'écoute ». Mais c'est aussi lui qui lance des séries et des feuilletons comme « Chateaufort » ou « Maguy », tout en veillant à redresser à la fois l'image de marque et l'audience de la deuxième chaîne, qui damnera le pion à la Une en 1982-1983. Pierre Desgraupes, tel un général en quête de

stratégie, vise à la compétition avec le privé qu'il devine prêt à naître. Il lance l'idée d'une future privatisation d'Antenne 2, s'explique devant des syndicalistes déboussolés, prêche pour plus d'audace et moins de lourdeurs administratives : « Il gouvernait en donnant des coups de barre et en définissant les grandes lignes ».

A la fin de sa présidence, qu'il quitte en 1984, après avoir atteint le cap fatidique des 65 ans, il dit, sans doute par coquetterie, ne plus s'intéresser à la télévision : « Quand je vois ce qu'était la télévision, les possibilités qu'elle offrait et ce qu'elle est devenue, je me dis que

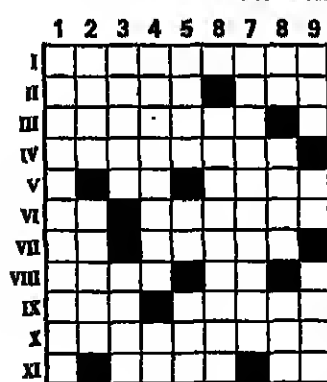
si j'avais su prévoir cela à temps, j'aurais renoncé, j'aurais fait autre chose ». Et pourtant, il demeure fasciné par les séries, notamment policières, comme « Navarro » ou « Derrick » tout en relisant Péguy, les mystiques comme saint Jean de la Croix ou Rainer Maria Rilke. Et en écrivant un scénario de polar.

YVES-MARIE LABÉ

[Né le 18 décembre 1918 à Angoulême, Pierre Desgraupes, licencié en philosophie, entre en 1944 au service de presse du ministère des anciens combattants avant de devenir rédacteur en chef du journal parité en 1947 à la télévision et de produire diverses émissions, « Lectures pour tous », diffusées de 1953 à 1968. « En votre âme et conscience », (avec Pierre Dumayet) de 1954 à 1970 et « Cinq colonnes à la Une » (avec, notamment, Pierre Lazareff) de 1959 à 1968. Attaché à la direction de Paris-Presse l'été 1968, puis PDG d'Antenne 2 (1981-1984), président du CNRS audiovisuel et de la Sofica Créteil à partir de 1985. Il est l'auteur ou le coauteur de nombreux ouvrages dont Rainer Maria Rilke (1949), épique, Poésie l'été des tanks (1968), épique, En direct de la médecine (Stock, 1976), le Mal du siècle (Grasset, 1977), Non lieu (Grasset, 1981) et Hors antenne (Quai Voltaire, 1991). Prix de la télévision en 1984. Il a obtenu un FIPA d'or en 1992 au Festival international des programmes audiovisuels.]

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 8107



VERTICALEMENT

1. Une manière peu polie de vider les lieux. - 2. Titre de pièce. Suivre attentivement. - 3. Affluent de la Seine. Ne se bat pas lorsqu'il est simplement brouillé. - 4. Objet de culte. Militaire. - 5. Licencieuse. Une manière de parler avec sagesse. Fend le pierre. - 6. En forme de cylindre. - 7. Récheud à essence. - 8. Interjection. Grandes époques. A toujours le mot pour rire. - 9. Personnage de choix. Préposition. Fit un travail à l'œil.

Solution du problème n° 8106

- Horizontalement
- I. Tragédien. - II. Râteliers. - III. Trogne. - IV. Queis. - V. Accrue. Ne. - VI. Huel Etc. - VII. Als. NN. Er. - VIII. Tomate. Mi. - IX. Ibère. Nef. - X. ND. Puni. - XI. Naturaliste.

- Verticalement
1. Trépanation. - 2. Ra. Lob. - 3. Attachement. - 4. Ger. Ru. Ardu. - 5. Eloquente. - 6. Digue. NE. Pi. - 7. Iéna. Nus. - 8. Ereintement. - 9. NS. Sacrifié.

GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

## CARNET DU Monde

### Décès

- M<sup>me</sup> Huguette BARBERON, son épouse, Michèle et Jean-Paul Bertaud et leurs enfants, Françoise Sandral-Lasbordes, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien BARBERON, architecte DPLG, officier des Palmes académiques, survenu à Aix-en-Provence, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 26 juillet 1993, à Aix-en-Provence.

- Oran, Cagnes-sur-Mer, Paris.

Renée Ben Susan, ses enfants, ses petits-enfants, son arrière-petite-fille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Georges BEN SUSAN, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 12 août 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Il a été inhumé le 16 août au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris.

- La baronne Robert de Boisseson, M<sup>me</sup> Christiane Foglizzo et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel de Guillenchmidt, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Béatrice de Boisseson, M. Pierre de Boisseson, M. Jérôme de Boisseson, ont la tristesse de faire part du décès de

baron Robert de BOISSESON, commandeur de la Légion d'honneur, grand croix de l'Ordre national du Mérite, ancien ambassadeur de France,

survenu accidentellement à Castres, le 15 août 1993.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 août, à 15 heures, en l'église de Noailhac (Tarn).

Une messe à sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris.

42, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

[Né en 1906, Robert de Boisseson avait commandé à Varsovie en 1930 une médaille diplomatique qui l'avait conduit notamment à Pâris et à Tokyo pendant la seconde guerre mondiale, puis à la présidence générale de l'Union et au commandement du Chiff (1957-1958) et à Seyrouth (1958-1964), puis à Madrid jusqu'en 1970, date à laquelle il avait été nommé conseiller diplomatique du gouvernement.]

- Jean-François, Véronique et Joséphine LUHAN, ses enfants, Joseph et Claire Luhan, son frère et sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre Frank LUHAN, dans sa soixantième année, le 6 août 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple de Jouy-en-Josas, rue du Temple, le mercredi 18 août, à 16 heures.



Instituto Cervantes

(Etablissement public créé par la loi 7/91 du 21 mars)

## APPEL D'OFFRES

**OBJET**  
Travaux de rénovation de son centre de Paris, 7, rue Quémont-Bauchart, 75008 Paris.

**BUDGET NET DE L'APPEL D'OFFRES**  
Sept millions quatre cent trente-quatre mille deux cent trente-huit francs français (7 434 238 francs français), hors TVA.

**DÉLAI D'EXÉCUTION**  
Cent quatre-vingts (180) jours civils à compter du lendemain de la signature du contrat d'exécution des travaux.

**CONDITIONS**

1. Classement des adjudicataires : les sociétés concurrentes devront prouver qu'elles sont dûment qualifiées pour réaliser les travaux, objet du contrat.
2. Les offres devront être présentées, sous enveloppe cachetée, au siège central de l'Institut à l'adresse suivante :  
Instituto Cervantes  
C/Liberos, 23  
28801 - Alcalá de Henares (Madrid)  
Espagne
3. Le projet, ainsi que le cahier des charges pour l'adjudication du contrat sont à la disposition des entreprises offertes pour leur examen, au 11 de l'avenue Marceau, 75116 Paris.
4. Les offres seront reçues au siège central de l'Institut, jusqu'au 10 septembre 1993, à 12 heures.
5. Le montant des annonces publiées en France et en Espagne sera à la charge de l'entreprise adjudicataire.

- Francis Cohen, Francis Rumpf, Michèle, Frédéric, Jean-Louis Cohen, Monique, Mathilde, Yves Cohen, Isabelle Cohen, Yvonne Migout, Bastien, Etienne, Sa famille, Ses amis, Ses camarades, font part du décès, le 15 août 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Marie-Elisa COHEN, née Nordmann, déportée résistante.

M<sup>me</sup> Cohen ayant fait don de son corps, il n'y aura pas d'obsèques.

10, rue Barrault, 75013 Paris.

- La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes fait part du décès de

Marie-Elisa NORDMANN-COHEN, déportée résistante, maître de conférences honoraire à la faculté Paris-XI-Orsay, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, membre de la vice-présidence de la FNDIRP, membre du conseil d'administration de la Fondation pour la mémoire de la déportation, présidente d'honneur de l'Amicale d'Auschwitz, survenu le 15 août 1993.

Ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques.

FNDIRP, 10, rue Leroux, 75116 Paris.

Dès septembre 1940, elle participe à la Résistance universitaire avec Jacques Solomon et Georges Politzer. Arrêtée par la police française le 16 mai 1942, elle est emprisonnée le 29 septembre 1942 au fort de Romainville.

Le 24 janvier 1943, elle est déportée vers Auschwitz avec le premier convoi de deux cent trente femmes résistantes, parmi lesquelles gaullistes et communistes sont en majorité. Transférée au camp de Ravensbrück, elle est libérée par la Croix-Rouge internationale le 25 avril 1945, au camp de Mauthausen.

- Saint-Etienne-de-Valoux, Lyon.

Bruno DOREL

est mort du sida, le 11 août 1993.

De la part de M<sup>me</sup> Emile Dorel, sa maman, Fabien Laroche, son compagnon, Sa famille, Ses amis.

- Grenoble, Nancy.

M<sup>me</sup> Solange Gardeil, son épouse, Dominique et Claire Gardeil et leurs enfants, Odile et Gérard Cey et leurs enfants, Anne et Pierre Saugier et leurs enfants, Jacques Gardeil, son frère, Les familles Saint-Martin, Lamasse, Haas, Neot, Lapie, Hamel, ont la douleur de faire part du décès de

M. François GARDEIL, ingénieur retraité, ancien directeur des chantiers extérieurs de l'entreprise Neyria,

survenu le 15 août 1993, dans sa quatre-vingt-unième année.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 19 août, à 10 heures, en l'église Saint-Léon-IX, à Nancy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le Replat », Le Poizat, 01130 Nantoux, 1, rue Charles-Testoud, 38000 Grenoble.

- L'AADIF a la douleur de faire part du décès de son vice-président,

Nachman Michel IDELS, croix de guerre 1939-1945, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu dans sa soixante-dix-neuvième année, le 14 août 1993.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 août, à 14 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

Rendez-vous devant la porte principale du cimetière ou au car qui stationnera devant l'Hôtel Holiday-Inn, place de la République, à Paris, à 13 h 30.

14, rue de Paradis, 75010 Paris.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
60 F la ligne H.T.

- M<sup>me</sup> René Jourdain, sa mère, Claude Penot et son fiancé Christophe Algral, Denis et Grégoire Penot, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques-Yves Jourdain et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Jourdain et leurs enfants, Véronique et Mikhail Rudy, ses frères et sœur, beau-frère, belles-sœurs, Et ses proches amis, ont la douleur de faire part du décès de

Catherine JOURDAIN, survenu le 15 août 1993, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Martin à Amiens, le jeudi 19 août, à 14 h 30.

56, rue Delpech, 80000 Amiens, 23, rue Croulebarbe, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Simone Landais, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Léo Montevocchi, M. et M<sup>me</sup> Roger Rouché, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul LANDAIS, survenu le 13 août 1993, à Paris, à l'âge de cinquante-deux ans.

L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise, le jeudi 19 août, à 14 h 30.

- Le délégué régional Rhône-Alpes du CNRS, Le personnel de la délégation régionale Rhône-Alpes, secteur Vallée du Rhône, Et l'ensemble de la communauté scientifique ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel LECONTE, sous-directeur de l'équipe de chimie organométallique de surface.

- M. et M<sup>me</sup> Victor Dana, Le docteur et M<sup>me</sup> Claude Laloum, ses enfants,

Le docteur Jacques Laloum, Le docteur et M<sup>me</sup> Laurent Laloum et leurs enfants, Les docteurs Max et Anne-Carole Besson et leurs enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Tapie, Cohen Solal, Et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Olga TAPIA, née Cohen Solal,

le 12 août 1993.

- M. Armand Zegdoun, M. et M<sup>me</sup> Norbert Zegdoun et leurs enfants, M. Jacky Zegdoun, M. et M<sup>me</sup> Lucien Zermati, Ainsi que toute la famille, Et les amis, ont la grande peine de faire part du décès de

Lina ZEGDOUN, née Zermati,

survenu le 13 août 1993, à l'âge de soixante-neuf ans, à Montpellier.

Les obsèques ont lieu le 17 août, à Grammont (Montpellier).

**Anniversaires**

- Il y a un an, le 17 août 1992, disparaissait

Michel FOUGEA.

Geneviève Gomez, Frédérique, Nathalie, Barthélémy, Clémentine Fougéa, Et toute sa famille, ne l'oublient pas.

Priez pour lui.

- Le 18 août 1992,

Jean-François MARTIN (ENFOM 42)

a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 100 F

Abonnés et actionnaires ..... 90 F

Communicant, divers ..... 105 F

Thèses étudiants ..... 60 F

**JOURNAL OFFICIEL**

Est publié au Journal officiel du dimanche 15 août 1993 :

UNE SAISINE

- Du Conseil constitutionnel en date du 15 juillet 1993 à propos de la loi portant sur la réforme du code de procédure pénale.

كلمة من رسول



## SCIENCES • MEDECINE

## Sauvetage nucléaire dans la taïga

Dans la presqu'île de Kola, au cœur de l'une des régions les plus polluées du monde, les Russes s'efforcent avec l'aide des Occidentaux, de réhabiliter « la première grande centrale de l'Arctique »

## MOURMANSK

de notre envoyée spéciale

« Ici commence le parc national de Lapland », indique un panneau dérisoire au bord de la route. Le nom de la ville la plus proche, Monchegorsk, signifie « belle taïga », et cette région a dû, effectivement, être d'une grande beauté sauvage; avant que Staline commence à y déporter des milliers d'indésirables du régime pour lancer l'industrialisation forcée. Aujourd'hui, la presqu'île de Kola, victime des énormes richesses de son sous-sol, présente un décor de désolation, digne d'un « Mad Max » borbory. Autour de Monchegorsk, tout est mort. Une importante fonderie de nickel a même réussi à y éliminer toute nature de la carte.

## La production avant la sécurité

Le cas n'est pas isolé. Entre Mourmansk, sur la côte septentrionale de la péninsule de Kola, et la centrale nucléaire de Polyarny Zori, à 200 kilomètres au sud, presque au bord de la mer Blanche, la route traverse l'une des régions les plus polluées au monde. C'est un couloir industriel percé de villes, étouffées dans les fumées empoisonnées qui crachent, nuit et jour, les cheminées de leurs fonderies, aciéries, et autres installations de traitement de minerais divers extraits sur place. Olenegorsk, Severonikel, Monchegorsk, Apatity : le chapelet soviétique s'étend dans un paysage éternel par des mines gigantesques.

La végétation a par endroits totalement disparu, les arbres ne sont plus que des silhouettes stylisées ou de vagues moignons. Le sol lui-même est noir, érodé à l'extrême par les retombées de soufre, de nickel, de cuivre, de mica noir et d'autres polluants, en doses tellement massives qu'on a de la peine à croire les chiffres. Son aspect est tel qu'on n'aurait pas qu'une herbe pousse, un jour, repousser là.

Après la traversée de ce paysage de désolation, le site nucléaire de Polyarny Zori paraît presque riant. A la pointe sud du lac Imandra, l'un

des plus grands d'Europe septentrionale, le paysage qui s'offre à la première grande centrale de l'Arctique ne semble pas trop abîmé. Il l'est pourtant, assure Peter Danilov, directeur de l'information de la centrale. « Par les retombées de métaux lourds et les pluies acides venues du nord qui tachent et trouent imperméables et parois. Mais ici, ajoute-t-il, c'est une station thermique comparée au voisinage. »

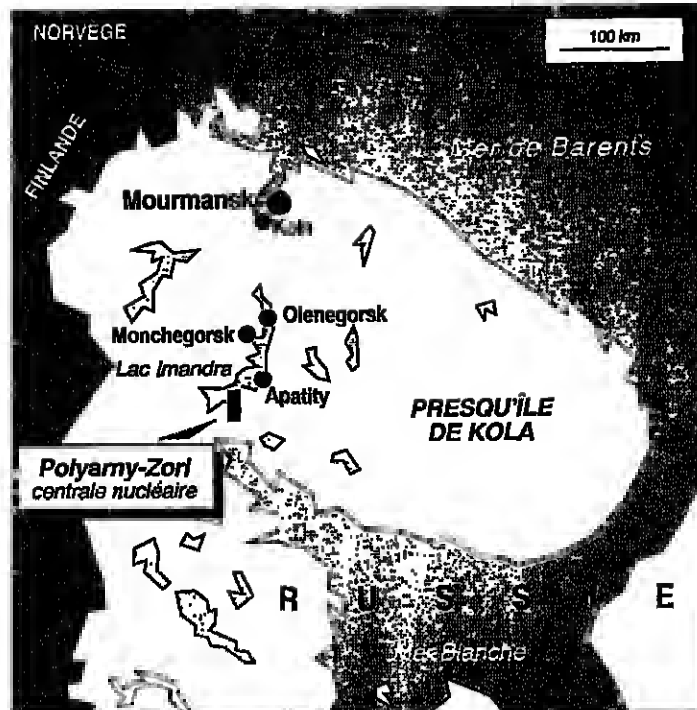
Une « station thermique » qui fête cet été son vingtième anniversaire et porte la marque du temps. Murs défraîchis, portes qui ferment mal : ce site qui abrite quatre réacteurs à eau pressurisée du type VVER-440 est maintenu tant bien que mal en état de fonctionnement, avec des ressources visiblement trop limitées. Propre dans la mesure du possible, mais peu éclairé, parfois franchement sombre, ce n'est vraiment pas le royaume de la finitude. Les sols et les escaliers sont souvent recouverts de feuilles d'épais plastique ; la peinture spéciale utilisée en général dans les centrales occidentales est trop chère, et l'on se débrouille avec les moyens du bord.

Trop cher aussi, estimait-on il y a vingt ans, de construire une enceinte de confinement autour des réacteurs. A Kola comme ailleurs dans les centrales de conception soviétique, la production passait avant la sécurité. Les réacteurs numéros trois et quatre sont situés dans un bâtiment commun. Ils sont séparés par un couloir où, explique Peter Danilov, circule le train qui vient embarquer le combustible irradié pour le ramener à Krasnoyarsk où il est retraité.

## Des fonds norvégiens et finlandais

Ces réacteurs ont été lancés en 1981 et 1984. Ils ont encore en principe trente années de service à assurer. Les deux premières tranches fonctionnent depuis 1973 et 1974. Leur design est dépassé et elles sont sources d'inquiétude, notamment en Norvège, toute proche.

« Nous comprenons les préoccupations des Norvégiens. De leur côté, eux ont compris notre situation et, au lieu d'insister pour que nous fermions ces deux unités, le gouvernement d'Oslo a décidé en 1992 d'accorder



20 millions de couronnes [16 millions de francs] au programme de réaménagement », indique Vladimir Schmidt, le directeur de la centrale, élu par référendum interne à ce poste qu'il occupe depuis cinq ans.

« La situation économique du pays oblige gravement le nôtre », explique-t-il. La centrale de Polyarny Zori fournit 63 % du courant de la péninsule de Kola (le reste l'est par les barrages), mais les industries ne sont plus en mesure de régler leur facture d'électricité et doivent actuellement quelque 7 milliards de roubles à la centrale qui en aurait bien besoin pour sa propre santé.

« Les réacteurs 1 et 2 sont vétustes, ce n'est pas un secret. Le mieux serait de les fermer, mais le choc serait trop rude pour les industries de la région. Alors nous devons tout faire pour les amener le plus près possible des standards exigés aujourd'hui », affirme Vladimir Schmidt. Des firmes occidentales se sont

mises à l'ouvrage : les Allemands Siemens et Nukem et la Finlandaise IVO (Imatran Voima Oy). Comme l'ont fait les Norvégiens, les pouvoirs publics finlandais ont décidé, en effet, de consacrer 3 millions de dollars aux projets d'assistance lancés début 1992 pour le renforcement de la sûreté à Kola, mais aussi à Sosnoy Bor, une autre centrale proche de leur territoire, non loin de Saint-Petersbourg, où fonctionnent quatre réacteurs RBMK (modèle Tchernobyl).

C'est la firme finlandaise IVO qui, la première, a proposé son aide à Kola. Elle dispose d'une expérience unique dans la coopération nucléaire avec ses voisins russes. Elle exploite en effet à Lovisa, dans le sud de la Finlande, une centrale équipée de deux réacteurs VVER-440 MW (identiques à ceux de Kola) achetés à l'URSS et mis en route en 1977 et 1980 après avoir été modifiés pour les rendre plus sûrs. Ils furent entièrement équipés de systèmes de

contrôle et de commande occidentaux. IVO compte appliquer la même méthode sur les quatre tranches de Kola. Mais les Finlandais s'efforcent, pour ce remodelage, d'utiliser au maximum des composants russes, au moins pour les équipements standards. Cela réduira la facture, mais présentera surtout l'avantage de mêler l'amour-propre des techniciens du cru. En fait, pompes, valves et systèmes d'automatisme devaient être achetés en Occident, mais « tout dépend des fonds disponibles », estiment les Finlandais.

La compétition est sévère. Siemens, par exemple, a mis au point pour les centrales de l'Est des instruments de contrôle du circuit primaire qui feraient de Kola un projet-pilote. Mais la firme allemande est en concurrence avec Merlin-Gérard de Grenoble pour l'installation de systèmes de contrôle des commandes de sûreté sur la troisième tranche de Kola.

## Un nouveau réacteur « national »

Si les réacteurs trois et quatre vont être rééquipés pour tenir « jusqu'en 2111-2114 et plus », les deux autres, trop vétustes, seront arrêtés dès qu'une nouvelle unité, qui doit être construite sur le site, pourra prendre leur relève. Il s'agit du projet national NP-500, explique Vladimir Schmidt. La première unité sera construite à Sosnoy Bor en 1998 et la deuxième à Kola. « La conception sera russe à l'exception des systèmes électroniques et automatiques. » Le projet fédéral de la firme IVO avait, pourtant, été retenu initialement : un VVER de 1040 MW, dont le concept avait été modifié et amélioré sous l'appellation VVER-9T.

« Les besoins énergétiques futurs de la péninsule de Kola ne nécessitent peut-être pas un réacteur de 1000 MW qui, par ailleurs, est cher », indique diplomatiquement Anders Palmgren, le numéro un du nucléaire finlandais. A Kola, Vladimir Schmidt est plus précis : « Il est difficile de donner la préférence à l'un ou à l'autre des projets, mais je préfère le NP-500 pour une raison : ce sera une production d'équipement nationale effectuée par de bons

techniciens, qui viennent de l'industrie militaire, ont une formation très solide, et savent fabriquer des choses de qualité. » La fierté nationale, toujours, mais surtout, semble-t-il, une question beaucoup plus politique : en confiant le projet à des étrangers, on risquait, en effet, de compromettre la survie de l'industrie nucléaire du pays.

Dangereuse, la centrale de Kola ? « Elle n'est sans doute pas très orthodoxe, ni très fiable selon les critères occidentaux, mais elle n'est peut-être pas non plus la pire au monde », estime Jukka Laksonen, responsable finlandais de la sûreté nucléaire, et qui connaît bien les VVER de Kola. Et puis, ajoute-t-il, « les Russes comprennent la sûreté beaucoup mieux que par le passé. »

C'est ce que s'efforce de démontrer le jeune chef des pompiers de la centrale, fier d'exposer au visiteur tout ce qui est fait pour améliorer la sécurité anti-incendie. Cela ne se limite pas aux équipements et aux instruments, mais, explique-t-il, la sécurité passe aussi par le choix de collaborateurs, « qui ne doivent ni boire ni fumer, et sont soumis à un entraînement physique poussé et quotidien ». Un optimisme qui n'empêche pas un ingénieur de lancer dans la conversation : « Dieu merci, il ne s'est encore rien passé. »

Autre signe de cette prise de conscience en matière de sûreté : le dossier de la gestion des déchets radioactifs civils, mais surtout militaires, qui vient de s'ouvrir dans la région, et fait actuellement l'objet d'une « vaste discussion ». Peter Danilov, le directeur de l'information de la centrale, est intraitable sur le sujet. Pour l'instant, certes, les spécialistes chargés de cette question se sont à Mourmansk n'ont toujours pas obtenu de réponse à ces questions concernant la localisation exacte et le contenu des sites qui abritent les déchets militaires. Mais il y a du progrès, assure Peter Danilov : « Il y a encore deux ans, on ne pouvait même pas prononcer les noms de Tselinok ou de Krasnotarsk et on ne savait même pas qu'il y avait des dépôts à Kola. Nos militaires croient que leurs secrets étaient éternels. »

FRANÇOISE NIETO

## Le quiproquo de la Nivaquine

Pour prévenir tout risque de paludisme, faut-il prendre le médicament huit jours avant au à la veille du départ dans les zones infestées ?

CHACUNE année, des millions de voyageurs sont confrontés au risque du paludisme. L'inquiétante multiplication des souches de parasites, résistants à des médicaments jadis efficaces, donne à la question de la prévention une actualité sans cesse grandissante. Or il faut aujourd'hui compter en France avec une nouvelle difficulté un peu ubuesque.

La chloroquine demeure l'une des molécules-clés de la prévention

du paludisme. Cet anti-paludéen de synthèse a, dans sa forme actuelle, été mis sur le marché français en 1947. Il est aujourd'hui commercialisé par la firme Specie (groupe Rhône-Poulenc-Rorier) sous la dénomination commerciale mais quasi générique de Nivaquine. Pour tous les spécialistes du paludisme et de la médecine tropicale, ce médicament demeure une arme préventive essentielle.

Ces mêmes spécialistes soulignent, par ailleurs, l'importance qu'il y a à respecter deux précautions simples mais essentielles : commencer à prendre la Nivaquine le jour ou la veille du départ en zone impaludée ; poursuivre cette prise entre quatre et huit semaines (selon les cas) après le retour.

## Fausses informations

Foodé sur de multiples observations, mais c'était compter sans le firme Specie qui, de manière unilatérale, décide, il y a peu, de modifier les modalités posologiques de prophylaxie concernant sa molécule. « Contre tout bon sens pharmacologique et parasitologique, cette firme préconise aujourd'hui de prendre la Nivaquine 100 mg huit jours avant le départ », explique plusieurs spécialistes français de médecine tropicale. Ce conseil figurait dans le dictionnaire des médicaments Vidal de 1992 et, en dépit de plusieurs protestations, a été reproduit dans l'édition 1993.

Cette initiative du fabricant est fautive. De nombreux praticiens croient, à tort, que les informations du dictionnaire Vidal ne peuvent être publiées qu'après approbation des autorités sanitaires. Or le ministère de la santé vient, dans l'un des derniers numéros du Bulletin épidémiologique hebdomadaire

édité par la direction générale de la santé, d'actualiser les recommandations de prévention du paludisme pour les voyageurs. Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France explique que cette prophylaxie médicamenteuse du paludisme doit être « commencée la veille du départ ».

Ces divergences ne résultent que d'un curieux quiproquo. On explique, chez Specie, que la décision de recommander la prise quotidienne de Nivaquine huit jours avant le départ du voyageur a été prise à partir d'une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Or, à Genève, le siège de l'organisation internationale, on explique que cette recommandation ne vaut que pour un schéma préventif particulier qui consiste à prendre un comprimé de Nivaquine (dosé à 300 mg) une fois par semaine (1).

« Ainsi les voyageurs et les médecins entendent-ils aujourd'hui plusieurs sons de cloche, soulignent les spécialistes français du paludisme. Nos multiples efforts d'information et de formation menés depuis des années sont remis en question et l'association, souvent indispensable, de la Nivaquine avec d'autres médicaments préventifs devient en pratique difficile à expliquer. Tout cela est à l'origine de centaines de coups de fil de confrères légitimement perturbés. Il faut que les pouvoirs publics mettent un plus vite un terme à cette situation ! »

JEAN-YVES NAU

(1) La prévention par la Nivaquine peut être obtenue soit en prenant un comprimé de 100 mg six jours sur sept à compter du jour (ou de la veille) du départ, soit en prenant un comprimé de 300 mg par semaine, en commençant huit jours avant le départ.

## POINT DE VUE

## Le cœur artificiel en survie

par le professeur Daniel Loisan

MALGRÉ les progrès considérables de la cardiologie et de la chirurgie cardiaque, on compte un nombre inacceptable de sujets jeunes emportés brutalement et rapidement par une « crise cardiaque » et de patients insuffisamment cardiaques arrivant, trop jeunes, à un stade insupportable d'infirmité. Le remplacement cardiaque, en extrême urgence pour les premiers, de façon plus programmée pour les seconds, constitue l'unique chance réelle de survie. Pour différentes raisons sur lesquelles il convient de s'interroger, la transplantation d'un greffon cardiaque collecté sur un sujet en come dépressée, déclaré « donneur d'organes », ne peut ni ne pourra élever satisfaitement cette demande de remplacement cardiaque. Le développement des techniques de remplacement mécanique de la fonction cardiaque n'en est que plus indispensable.

Dans les situations d'urgence, la non-disponibilité immédiate du greffon crée des situations difficilement étonnables, où le sentiment d'impuissance et de révolte sont souvent mêlés. Le nombre croissant d'insuffisance cardiaques devient progressivement candidate à la transplantation depuis longtemps le nombre de transplantations réellement réalisables. A cette discordance croissante entre le souhaitable et le faisable, problème de fond de la transplantation difficilement contournable, s'ajoute depuis quelques mois un malaise, grandissant dans l'opinion, au sujet du don d'organe. L'activité de transplantation se voit ainsi considérablement réduite. A ce problème du don d'organe, me rassurent par l'opinion, s'ajoute une démotivation des équipes de réanimateurs responsables des soins à donner à un patient en état de mort cérébrale, donneur potentiel d'organes.

L'amélioration de la situation actuelle, par une information claire de l'opinion, par une ramobilisation des centres spécialisés est indispensable. Elle ne régleme malheureusement pas un problème de fond.

Force est donc de développer diverses solutions alternatives à la transplantation. Certaines d'entre elles, les méthodes d'assistance mécanique de la circulation, ou « cœurs artificiels » peuvent d'ores et déjà apporter une solution efficace. Diverses techniques sont en effet aujourd'hui disponibles, permettant non seulement le sauvetage d'un patient placé brutalement dans une situation désemparée, mais aussi le remplacement prolongé de l'activité cardiaque défaillante. Les progrès de la technologie ont ainsi donné au chirurgien la possibilité d'implanter une turbine intra-cardiaque (le Monde du 15 juin 1988) ou de connecter le patient à une pompe extracorporelle autorisant une « resuscitation » efficace d'un patient en train de mourir. De même, l'implantation dans l'abdomen, d'un cœur électro-mécanique d'assistance autorise une vie prolongée de grande qualité (le Monde du 8-9 septembre 1991). La possibilité, techniquement démontrée, de l'implantation à court terme de la source électrique d'énergie permettra la reprise d'une activité quasi normale.

La diffusion de ces techniques en dehors des quelques centres actuellement impliqués dans ces programmes, l'augmentation du nombre de patients pouvant réellement bénéficier de ces avancées technologiques et médicales, l'amélioration des résultats actuels (55 % de succès) passent par un effort considérable et une réflexion sur de véritables problèmes.

En effet, l'effort de recherche doit impérativement être soutenu, ayant pour objectif l'amélioration

technique des systèmes, le progrès dans les modalités de la sélection et de la prise en charge des candidats. Ces efforts permettront à terme une amélioration des résultats et une banalisation des procédures. Or, le développement de cette recherche ne peut être conduit sans moyens : les structures et les équipes actuellement impliquées sont considérablement sous-dotées. Les financements sont dérisoires quand on les compare aux besoins exprimés, et aux investissements faits dans des domaines plus médiatiques de la recherche médicale ou aux dépenses consenties dans des activités non médicales. Nous ne disposons pas aujourd'hui des fonds permettant l'acquisition des ventricules (150 000 F un ventricule électrique, 360 000 F deux ventricules pneumatiques) alors que le financement, bien plus important, du transfert d'un joueur de football professionnel ne pose pas de problème, et Madonnas ou Michael Jackson perçoivent des « honoraires » proprement déliants...

Ce décalage croissant, de plus en plus insupportable, conduit à poser quelques questions. L'humanité est-elle réellement plus disposée à financer les activités ludiques que de se donner les moyens de sa propre survie ? Devrons-nous encore longtemps, pour maintenir un niveau minimal d'activité permettant de sauver quelques rares personnes, à ne compter que sur la générosité publique ? Pourquoi ces problèmes essentiels sont-ils à ce point absents du débat public et du discours politique ?

Le professeur Daniel Loisan est directeur du centre de recherches chirurgicales au CHU Henri-Mondor et président de la Société européenne des organes artificiels.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lacombe, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pignatelli  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteur en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
indépendant au directeur  
de la rédaction

Thomas Farnesi  
Bertrand Le Gendre  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
18, rue Falguère  
75001 PARIS CEDEX 18  
Tél. : (1) 40-66-26-28  
Télécopieur : 40-66-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, place HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94062 VRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-26-25  
Télécopieur : 40-66-30-10





## Chinoises

Yunxia Qu n'a pas le permis de conduire. Cette Chinoise de vingt et un ans a offert à son père le coupé Mercedes qui récompense chaque vainqueur d'une épreuve aux championnats du monde d'athlétisme. Les spécialistes pensaient plutôt que ce cadeau irait à l'une des marcheuses engagées dans le 10 kilomètres, mais celles-ci ont abandonné. On ne s'attendait guère, en revanche, au succès de Yunxia Qu sur 3 000 mètres, bien qu'elle ait été troisième du 1 500 mètres aux Jeux de Barcelone.

La manière dont son succès a été acquis a impressionné : elle a pris la commandante de la course des premiers tours avec ses compatriotes Linli Zhang et Liang Zhang. Par ordre de taille décroissant, à la manière des frères Dalton, elles progressaient à un rythme soutenu et sans faiblir jusqu'à l'arrivée. Elles ont offert ainsi à leur pays le premier triple des championnats essor du record du monde juniors de la distance pour Linli.

Cette réussite aurait été programmée dans un camp d'entraînement organisé dans la province de Liaoning par un maître d'école nommé Ma. Sans avoir un passé de sportif de haut niveau, celui-ci veillerait au progrès d'une vingtaine de jeunes filles depuis quelques années. Apparemment, les autorités sportives internationales sont au courant de cette entreprise puisque les trois lauréates du 3 000 mètres y ont subi des contrôles antidopage du CIO et de la fédération internationale d'athlétisme.

Après les bonnes performances de Barcelone, il se confirme donc que la Chine s'est engagée dans la même voie que le RDA naguère, avec un plan de développement du sport de haut niveau rigoureux et performant. Rien ne saurait ainsi négliger dans la perspective de l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000.

de nos envoyés spéciaux

à Stuttgart  
ALAIN GIRAUDO  
et JÉRÔME FENOGLIO

## Les résultats du 16 août

### Dames

- 100 m (rm : 10 s 49) :  
1. G. Devers (E.-U.), 10 s 81 ;  
2. M. Ottey (Jam.), 10 s 82 ;  
3. G. Torrence (E.-U.), 10 s 89.
- 3 000 m (rm : 8 min 22 s 62) :  
1. Y. Qu (Chn.), 8 min 28 s 71 ;  
2. Linli Zhang (Chi.), 8 min 29 s 25 ;  
(nouveau record du monde juniors) ;  
3. Liang Zhang (Chi.), 8 min 31 s 95.

### Messieurs

- 5 000 m (rm : 12 min 58 s 39) :  
1. I. Kirui (Ken), 13 min 02 s 75 ;  
(nouveau record du monde juniors) ;  
2. H. Gebresilase (Eth.), 13 min 03 s 17 ;  
3. F. Bayesa (Eth.), 13 min 05 s 40.
- Triple saut (rm : 17,97 m) :  
1. M. Conley (E.-U.), 17,86 m ;  
2. L. Volosin (Rus.), 17,65 m ;  
3. J. Edwards (G.-B.), 17,44 m ;  
4. P. Camara (Fra.), 17,28 m ;  
5. S. Hélan (Fra.), 17,09 m.

Javelot (rm : 95,54 m) :  
1. J. Zelazny (Tch.), 85,98 m ;  
2. K. Kinnunen (Fin.), 84,78 m ;  
3. D. Polyunin (Ouz.), 83,38 m.

(Entre parenthèses, le record du monde de la discipline et la nationalité des concurrents.)

## 100 mètres dames

## Lady Merlene

Un an après sa médaille d'or des Jeux de Barcelone, l'Américaine Gail Devers est devenue championne du monde du 100 mètres féminin, en devançant d'extrême justesse la Jamaïcaine Merlene Ottey. L'écart entra les deux sprinteuses a été si infime que le classement de la course a suscité une polémique et que les temps définitifs devaient être fixés dans la journée de mardi.

Dans sa collection de déconvenues, dans son grand catalogue de déceptions, celle-ci restera comme la plus cruelle. Lundi soir, elle a commencé d'une manière un rien masochiste. Merlene Ottey avait négligé de soigner son temps de réaction, cette catastrophe des sprinters. Elle s'est élançée un peu en retard dans son 100 mètres. En retrait par rapport à ses adversaires, comme si elle s'ingéniait une nouvelle fois à ressembler à la Merlene Ottey des caricatures. A cette athlète connue pour tout gagner lorsque cela rapporte de l'argent, et pour tout perdre lorsqu'il faut viser l'or (1).

Mais la Jamaïcaine n'entendait pas laisser filer cette chance, l'une de ses toutes dernières, dans sa longue quête de douze ans. Elle n'avait pas couru le globe, de Jeux olympiques en championnats du monde tant de fois en vain, pour revenir encore défaite. Merlene Ottey a dévoré son retard, avec l'appétit d'une athlète condamnée à des années de disette. A quinze mètres de la ligne, elle courait au côté de l'Américaine, Gail Devers. A cinq mètres, elle était passée en tête, elle allait forcément conjurer sa malédiction. Mais, sur la ligne, plus rien n'était certain.

### Une furieuse envie d'or

Un 100 mètres sadique, qui a rajouté à ses dix secondes d'efforts, cette interminable minute d'attente. Jusqu'à ce qu'une image en noir et blanc apparaisse sur l'écran du stade, que les deux championnes scrutent, côte à côte, à la recherche d'une bonne nouvelle. La photographie millimétrée est restée muette, incapable de révéler le nom d'une triomphatrice. Ottey et Devers y semblaient soudées par les épaules, indissociablement liées par leur volonté d'enfoncer la ligne d'un coup de tête. Il fallait encore attendre, et rallonger par d'autres secondes les années d'espoirs déçus.

Puis l'écran s'est enfin décidé à

délivrer son verdict. Un nom est apparu, celui de Gail Devers. Merlene Ottey a chancelé. Dans la gamme des déceptions, elle pensait avoir tout connu. Elle avait regardé l'or s'enfuir, en tombant, en se blessant, en ratant sa course, en flanchant psychologiquement. Elle avait buté contre des adversaires trop fortes. Elle avait pesté contre leurs procédés douteux. Elle s'était parfois heurtée à elle-même, avait gaspillé ses chances lorsqu'elle cessait les sprints de la fin des années 80.

Mais jamais elle ne s'était inclinée de quelques millimètres, alors qu'elle se savait au sommet de ses moyens, face à une adversaire à la portée de son talent. Pour un rien, son maintien altier, qui semblait éduqué depuis si longtemps pour la gloire, ne lui servirait pas à porter une couronne. Son regard hautain ne serait toujours pas celui d'une reine sur ses vassales.

Le choc était trop rude. Merlene Ottey n'est pas parvenue à se convaincre qu'elle avait enfin couru au bout de ses qualités, et qu'elle était encore battue. Elle n'a pu renoncer pour si peu au rituel d'une victoire tant désirée. Elle s'est lancée dans un tour d'honeur parallèle. Elle a mimé tous les gestes d'un triomphe fantôme. Sa conviction d'avoir gagné s'était enfoncée dans une brèche ouverte par le tableau d'affichage. Les temps à l'arrivée avaient creusé entre les deux sprinteuses un trop gros centimètre d'écart, qui démentait la photo officielle. Ce doute sur la décision du jury avait suffi à Merlene Ottey pour se jucher sur la plus haute marche d'un podium d'illusion.

La délégation jamaïcaine a déposé une réclamation. Au cours de la conférence de presse, la sprinteuse s'est élançée qu'elle avait poussé son torse plus loin que celui de sa rivale, que l'on cherchait à la spolier. Elle n'a pas voulu lâcher cette médaille d'or qu'elle croyait avoir enfin arrachée à son mauvais sort. Spectacle surréaliste de deux athlètes jurant côte à côte qu'elles avaient gagné, d'un centimètre qui hésitait à choisir entre désir et réalité, entre cœur et raison. Aveuglée par son envie d'or, Merlene Ottey avait renoncé à son élégance de championne. L'indignation avait durci sa voix. Son visage s'était cadavérisé, pour rester encore quelques instants le rêve en train de s'échapper.

La Jamaïcaine avait déjà quitté le stade lorsque la décision définitive a été annoncée, tard dans la soirée : le classement restait en l'état, même si l'écart entre les deux sprinteuses devait être révisé. Ironiquement, deux malédiction

venaient de se croiser. Merlene Ottey additionnait les qualités - la beauté en sus - quand Gail Devers, vilain petit canard du sprint, ne semblait cumuler que les handicaps. A l'une, tout semblait promis, quand l'autre voyait son talent étouffé par la maladie. La Jamaïcaine a pourtant échoué sur le fil, ne parvenant pas à saisir, au bout de sa victoire annoncée, cette médaille d'or que l'Américaine avait si longtemps pensée hors de portée.

### Le parcours miraculeux de Gail Devers

A Barcelone, alors qu'elle venait de devenir championne olympique, Gail Devers avait raconté dans le détail tous ces coups du sort qui avaient failli lui coûter sa carrière d'athlète. Elle avait feuilleté son catalogue de la douleur, sans cacher aucun détail : sa maladie de Graves, sa thyroïde brûlée par un traitement par radiations, sa peau qui paraît en lambeaux, sa perte de vision d'un œil et ses trous de mémoire. Gail Devers avait échappé de peu à l'amputation d'un pied, mais elle continuait à s'entraîner tant bien que mal pour tenir son rang parmi les meilleures sprinteuses américaines. Elle était parvenue à se qualifier pour les championnats des Etats-Unis en 1991, alors que Merlene Ottey régnait le sprint mondial. Deux ans plus tard, elle s'imposait dans le 100 mètres de Barcelone, où la Jamaïcaine, hors de forme, finissait seulement cinquième.

Lundi soir, Gail Devers n'a pas osé évoquer à nouveau ce parcours miraculeux, sur lequel beaucoup de mauvais rêves, dus à la personnalité de son entraîneur Bob Kersee, avaient circulé. Comme si, par pudeur, elle ne souhaitait pas donner davantage de détails sur Merlene Ottey, échoyée par la nature et maudite des grandes compétitions. L'Américaine s'est contentée de rêver à un double historique avec son autre spécialité, le 110 mètres haies.

A ses côtés, Merlene Ottey, âgée de trente-trois ans, refusait toujours de tirer un trait sur ces millimètres qui la séparaient de l'objet de sa quête. Elle se refusait encore à envisager son 200 mètres comme sa dernière issue. Son ultime chance de conquérir le titre qui manque à sa carrière.

J. F.

(1) En plus de douze années de carrière, Merlene Ottey n'a pu se permettre d'un médaille d'or avec le relais 4x100 mètres jamaïcain à Barcelone.

## Triple saut messieurs

## Les larmes de Pierre Camara

Champion du monde en salle 1993, le Français Pierre Camara n'est pas parvenu à monter sur le podium de la spécialité en plein air : il a terminé cinquième du concours de Stuttgart, remporté par l'Américain Mike Conley, champion olympique à Barcelone l'été dernier.

Le regard s'est embué, un sanglot a secoué le poitrinaire. Dans la tunnel qui ramène les athlètes du rêve à la réalité, qui les fait passer de la lumière du stade à l'ombre des vestiaires, Pierre Camara n'a pas pu s'empêcher de pleurer. De grosses larmes salées détrempent le visage d'évadé du bagne de Cayenne qu'il s'est fait en se rasant le crâne. C'est un chagrin d'adolescent qui vient de rater son premier rendez-vous et qui croit que sa vie est fichue. Cela ne dure jamais très longtemps. Il n'en reste plus tard qu'une vague emertume, un pâle regret.

En attendant, il y a ces larmes, ces larmes qui tournent mal, cet espoir de médaille pour la France qui s'envole. Pierre Camara n'a pas trouvé à Stuttgart ce qu'il était venu y chercher, la confirmation en plein air d'un exploit en salle resté confidentiel : le titre de champion du monde de triple saut conquis à Toronto l'hiver dernier. Il lui a manqué une quinzaine de centimètres ou un peu de chance pour avoir droit à une place sur le podium, pour prouver qu'il pouvait vraiment menacer le seigneur de la discipline, l'Américain Mike Conley. Une telonada trop longue à sa faire oublier à tout compromis, l'impatient devra attendre encore, saisir d'autres occasions, sa faire une raison, lui qui n'en avait guère. C'était déjà bien d'être là, sous le maillot de l'équipe nationale.

En 1991, Pierre Camara semblait être arrivé au bout de son

chemin athlétique, une ligne brisée entre les séances d'entraînement et les nuits de tarot, une errance partie du football et arrivée au triple saut. Il e vingt-six ans et des années de fuite (les études) et de rébellion (l'armée) derrière lui. L'ancienne championne de France de sprint, Laurence Billy, devient sa compagne. Elle le convainc qu'il n'est pas trop tard pour réussir, qu'il a du talent, qu'il doit travailler.

Ainsi Pierre Camara va apprendre à ne plus quetter l'aube, à ne plus disparaître de la circulation sans crier gare, à ne plus se cacher dans les salles obscures. La fête est finie. Il renonce au soleil méridional à la nuit égyptienne. C'est un père presque peiné qu'il s'installe dans la banquette parisienne. Il se couche tôt, s'alimente normalement, reconstruit à s'entraîner régulièrement. Les sensations fortes qu'il aime tant, ce n'est plus en conduisant une grosse moto sans permis qu'il les trouve. Le triple saut sur lequel il se consacrera les lui apporte.

En quelques mois de ce régime, Pierre Camara regagne l'assise de l'encadrement fédéral que son instabilité chronique avait fini par laisser. On passe d'un exploit en salle resté confidentiel à un exploit en plein air. On trouve des qualités dans les défauts. On s'applique à peaufiner la technique de saut, le cours d'élan... On annote la progression des performances. On commence à rêver de médaille. Les yeux de Pierre Camara s'ouvrent sur un point fixe à 18 mètres de la planche d'appel, comme hallucinée. Ça regardé éblouit, c'est celui qu'il avait naguère quand il défiait l'autorité des professeurs ou des arbitres, quand il démarrait au quart de tour dans les rues de Castres ou d'Albi. Des prunelles ardentes qui demandent justice, qui font presque peur. Mike Conley a les mêmes.

A. G.

## 5 000 m messieurs

## Tous contre Skah

Le Marocain Khalid Skah a été tenu en échec par les coureurs africains des hauts plateaux et a terminé cinquième du 5 000 m remporté par le junior kenyan Ismail Kirui devant trois Ethiopiens.

L'été dernier, après sa victoire dans le 10 000 m des Jeux olympiques à Barcelone, Khalid Skah avait reçu un cadeau du roi du Maroc, un splendide duplex à Fez. Cet appartement récompensait la manière dont il avait triomphé des Kenyans dans une course où il lui avait été reproché d'avoir reçu l'aide de son compatriote Hammou Boutayeb. Depuis sa victoire aux championnats du monde de cross-country à Aix-les-Bains en 1990, le Marocain s'était ainsi fait une réputation de « tueur » de ces coureurs que le maillot vert fait parfois assimiler à des extra-terrestres.

Sa technique est relativement simple : se mettre dans la foulée de l'homme de tête, puis sprinter dans la dernière ligne droite. Facile à exposer, cette tactique n'est pas évidente à mettre en œuvre sur le terrain face à des coureurs à l'abnégation totale, qui n'hésitent pas à se sacrifier pour faire « exploser » leurs adversaires. Pour déjouer leurs plans, Skah, qui est né comme eux en altitude, dans le Moyen Atlas, a parfois recouru à la ruse. Il a ainsi raconté à l'Equipe que lors des championnats du monde de cross-country de Boston, en 1991, il ralentissait et soufflait bruyamment quand il passait devant l'entraîneur kenyan. Celui-ci ordonnait alors à un de ses coureurs de porter une attaque. « Ils se sont épuisés de la sorte un à un et j'ai pu encore gagner », s'est vanté Skah. Ce fut sans doute une erreur. Désormais, quand il a l'air si fier à l'agonie du moins en difficulté, plus personne ne prend le risque d'attaquer.

Cela a donné la singularité de la finale du 5 000 m lundi. Comme à l'accoutumée, le Kenyan réputé le plus faible, Michael Chersevani, se charge de lancer la course avec des accélérations brutales qui firent une première sélection dans le peloton. Il est bientôt relayé par Ismail Kirui, qui prend une trentaine de mètres d'avance. A cette distance, il reste trois Ethiopiens et, bien sûr, Skah. Rapidement, le Marocain donne l'impression de ne pas suivre le train avec une grande aisance. Les Ethiopiens redoutent-ils alors de tirer les

marrons du feu pour lui en tentant de faire la jonction avec Kirui ? C'est probable, car pendant les huit tours suivants l'écart avec le petit Kenyan ne bouge pas d'un pouce.

### Le frère de Richard Chelimo

Haile Gebresilase, le chef de la bande, pense manifestement que le garçon qui est en tête ne tiendra pas jusqu'au bout, que, dans ces conditions, il suffit d'attendre l'« emballage » en contrôlant Skah. C'est une erreur tactique lourde de conséquences que commet l'Ethiopien, Ismail Kirui n'est pas en effet l'un de ces kamikazes que lancent les Kenyans pour couper les jambes de leurs rivaux et mettre en feu leurs poumons. C'est le frère de Richard Chelimo, le minuscule bonhomme, médaille d'argent sur 10 000 m aux Jeux de Barcelone, qui a détenu le record du monde de la distance quelques jours en juillet dernier. Kirui, qui n'est pas plus épais que son aîné, a été champion du monde juniors de cross-country en 1992, après avoir été le dauphin de son frère en 1990. Il est à peine âgé de dix-huit ans, mais sa pointe de vitesse est déjà redoutable.

Les Ethiopiens réaliseront qu'ils ont commis une faute à l'attaque du dernier tour. Leur accélération a pour seule conséquence de décrocher Skah, dont la tête paraît enfoncée entre les épaules par la fatigue. En revanche, ils ne reprennent pas un mètre au Kenyan. Ils se sont trompés de danger. Il faudra que Gebresilase lance un sprint effréné dans la dernière ligne droite pour venir mourir sur les talons de Kirui qui, en franchissant l'arrivée, améliore le record du monde juniors de la distance que détenait son frère.

Khalid Skah est à la dérive dans leur sillage, cinquième. A-t-il été victime de cette coalition de l'Afrique des hauts plateaux ? Est-il à vingt-cinq ans en perte de vitesse après trois saisons de domination ? Il lui reste une distance de prédilection, le 10 000 m, dimanche, pour montrer qu'il peut encore faire obstacle aux légendaires kenyan et éthiopien sur le demi-fond. Il n'en sera toutefois pas favori : il y retrouvera en effet le grand frère de Kirui, Richard Chelimo.

A. G.

## Bob Kersee, fabricant d'or

Bob Kersee ne trépigne jamais longtemps dans les tribunes des stades d'athlétisme. Lorsque ses athlètes ont levé un bras vainqueur, lorsqu'ils entendent leur tour d'honneur, elles se dirigent invariablement vers l'homme coiffé d'une casquette jaune, qui s'est précipité sur la bordure de la piste. Le « show Kersee » peut commencer par des ambassades de fête familiale. Il se poursuit dans les salles de conférence de presse, où l'entraîneur ne manque jamais de suivre ses protégés.

A Barcelone, il n'avait pu s'empêcher de prendre la parole pour répondre grossièrement aux questions sur l'éventuel dopage de Gail Devers. Lundi soir, face à la déroute de Merlene Ottey, Bob Kersee avait choisi de se taire. Mais cela ne l'empêchait pas de s'agiter autour de Gail Devers, d'éponger le front de la sprinteuse et de l'éventer frénétiquement. L'entraîneur s'amuse à camoufler la vitesse de la championne du monde derrière sa sarriette, d'un geste révélateur. Comme s'il ne supportait pas de demeurer dans l'ombre de ses athlètes. Comme s'il était ténébreux par la sacrée envie de les transformer en produits interchangeables, dont le seul point commun serait sa marque de fabrique.

Depuis 1984, cette fabrique Kersee tourne à plein rendement. Elle a fait de lui l'un des coaches les plus titrés de l'histoire. En trois Jeux olympiques, elle a fourni aux Américains vingt-quatre médailles, dont quinze d'or.

Elle a surtout offert aux sélections des Etats-Unis quatre de ses plus grandes championnes : la coureuse de 400 mètres Valerie Briscoe, les sprinteuses Florence Griffith-Joyner, Gail Devers et sa femme Jackie Joyner-Kersey.

De ces quatre femmes noires, Bob Kersee a fait des stars, muscées et pratiquement imbattables. Il les a toutes repérées sur le campus de l'université californienne UCLA, où il a installé sa base d'entraînement. Et il les a toutes entraînées selon ses principes, acquies à leur course des années 70, lorsque ce fils de précepteur, né à Panama, dévorait les livres d'anatomie et de physiologie. Bob Kersee ne levait la tête de ses pages que pour regarder ces athlètes qu'il considérait comme les plus redoutables machines à gagner : ces sprinteuses aet-allemandes taillées pour les records du monde.

### Un travail forcé

A l'université de Californie, le peth clan, soudé par de solides liens familiaux, s'entraîne du matin au soir, selon une méthode dont la seule sacrée est un travail forcé. Puis la groupe parcourt le monde pour sa moisson annuelle de titres et de médailles. A la fois chef de bande, imprésario et entraîneur, Bob Kersee n'est alors jamais très loin de ses athlètes qu'il entraîne autant qu'il défend.

Car les musculatures impres-

sionnantes, l'abondance de résultats au sein d'un groupe si restreint et le quasi-infaillibilité des méthodes de Bob Kersee ont depuis longtemps fait naître les doutes. Et lorsqu'il entend le mot dopage, qui résonne sans cesse autour de son clan, l'entraîneur retrouve sa verve d'ancien précepteur qu'il a héritée de son père, prêt à éconduire les journalistes trop insistants avec quelques grossièretés bien senties. « Beaucoup de choses ont été écrites sur moi, se défendait-il récemment (1). J'ai pu lire que j'étais un gourou, un ascleveviste, un path chimiste, mais personne n'a jamais écrit que j'étais juste un bon coach ».

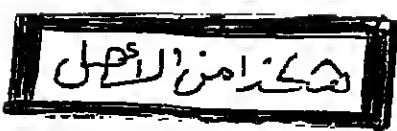
Piùtôt que de se soif de titres, Bob Kersee préférerait que l'on parle de son goût des défis, de son obstination qui l'a conduit à croire en Gail Devers malgré sa maladie, à propulser Valerie Briscoe vers un triple olympique alors qu'elle avait arrêté l'athlétisme pendant deux ans pour élever son enfant. Bob Kersee voudrait parler de l'« âme » de son groupe, où le résultat ne serait pas l'unique religion. Mais il ne sa se faire guère d'illusions. Tant que ses athlètes dominent leur discipline, tant qu'il s'assurera des tribunes sur la bord des pistes, il rassemblera au centre des regards, et de tous les soupçons.

J. F.

(1) Dans une entrevue à l'Equipe Magazine.

كاملين لعل





## LE MONDE DES CADRES

### BOULOGNE DEVELOPPEMENT

A quinze minutes du tunnel sous la Manche, les forces vives (collectivités locales et CCI) de l'agglomération de Boulogne-sur-Mer (105 000 hab.) se sont réunies pour créer BOULOGNE DEVELOPPEMENT. Agence d'Urbanisme et de Développement Économique qui recherche son :

#### DIRECTEUR

Disposant d'une solide expérience, il a pour mission d'organiser et d'animer une structure opérationnelle de 10 à 15 personnes qui devra définir un PLAN GLOBAL DE DEVELOPPEMENT reposant sur une politique d'urbanisme cohérente et sur des actions susceptibles de favoriser l'expansion économique de l'agglomération (recherche de synergies, prospection et accueil de nouvelles entreprises...).

#### ARCHITECTE

Force de proposition, il lui appartient, sous l'autorité du Directeur de l'Agence, de réfléchir et proposer l'évolution du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme afin de favoriser le développement harmonieux de l'agglomération boudonnaise.

Envoyer CV et références à : M. le Président de Boulogne Développement  
5, place d'Angleterre - 62200 BOULOGNE-SUR-MER CEDEX



CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE  
recherchent

## Un(e) Responsable de la Communication et des Relations Extérieures

Mission : Définir le plan de communication de l'entreprise. Animer et mettre en œuvre les activités de communication internes et externes avec une équipe de deux techniciens (Journal d'entreprise, supports écrits, visites, manifestations publiques, cérémonies officielles, relations avec les médias, création audiovisuelle, plaquettes publicitaires, gestion du budget de communication, marchés de sous-traitance).

Le poste s'adresse exclusivement à un(e) professionnel(le) de la communication ayant exercé en milieu industriel. Anglo courrant indispensable. Résidence souhaitée Saint-Nazaire - La Boule.

Adresser CV au Service Ressources Humaines & Communication  
Chantiers de l'Atlantique  
BP 400 - 44608 SAINT NAZAIRE CEDEX.  
Tél. 40 90 90 38 - Fax 40 90 99 43

GEALSTHOM  
Division Equipements Navals

St Mandé  
L'IMMOBILIER  
appartements  
ventes

4<sup>e</sup> arrdt  
Hôtel-de-Ville

#### DUPLEX PLEIN CIEL

NEUF VUE SOLEIL  
116 m<sup>2</sup> + 52 m<sup>2</sup> terrasse,  
superbe réception,  
3 ch., + 2 bords, + bureau,  
2 accès indépendants  
par asc. au 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> étage,  
solarium ou 7<sup>e</sup> étage,  
finitions à votre choix  
4 790 000 F + Parking  
45-72-50-50

bureaux  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 43-55-17-50

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

### Brand Managers

Play a key role in the development of European markets

Based either in the UK, France or Germany

Timberland, one of the world's premier manufacturers of high-quality footwear, clothing and accessories, is looking to achieve rapid market growth in Europe.

As a result, we now need to expand our European brand management structure through the appointment of two highly professional, performance and product driven individuals to be responsible for our mens' and womens' casual and technical, marine and hiking ranges.

Reporting to the European management team, your brief will be to identify and develop new business opportunities and, through your local knowledge, ensure the most profitable mix of products to meet differing market tastes. This will mean getting involved in all aspects of budgeting proposals; from market research and packaging development to distribution and pricing analysis.

Educated to graduate level, PC-literate and commercially astute, you will have spent at least 5 years within either the brand management/marketing function of a major consumer product company or the buying department of a major retailer. Whatever your background, you must have strong interpersonal/communication skills and, in addition to English, the ability to converse in either French or German.

For these demanding, high-profile roles, we are offering an excellent salary and bonus together with a comprehensive benefits package including relocation assistance where appropriate.

To apply, please send full career details. Indicating current salary, to Mrs E Reid, Human Resources, Timberland UK, Unit 5, St Anthony's Way, Feltham, Middlesex TW14 0NH, United Kingdom.

Timberland

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

SUISSE

### LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Institution internationale située à Bâle et comptant  
un effectif de 480 personnes de 23 nationalités

recherche

### TRADUCTEUR-REVISEUR H/F de langue maternelle française

Les candidat(e)s doivent posséder :

- une formation de niveau universitaire;
- une capacité d'expression écrite parfaite dans la langue française;
- une connaissance très solide de l'économie (surtout dans le domaine monétaire et financier);
- une excellente connaissance de l'anglais et de l'allemand (la connaissance également de l'italien constituerait un avantage);
- une expérience confirmée de la traduction et de la révision de textes économiques et financiers.

La BRI propose de bonnes conditions d'emploi dans un environnement international et offre un régime social de premier ordre.

Les personnes intéressées adresseront leur dossier de candidature, accompagné d'une photographie récente, de photocopies des diplômes et de références, à la Section du Personnel, Banque des Règlements Internationaux, CH-4002 Bâle, en indiquant la référence 93160.



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL,  
agence spécialisée des Nations Unies ayant son siège  
à Genève, cherche un(e)

### correcteur/correctrice principal(e) de langue française

pour le Service d'impression et de dactylographie.

Le candidat doit posséder un diplôme linguistique d'une université francophone ou une formation équivalente dans le domaine de l'édition, de l'imprimerie ou de la correction d'épreuves, une connaissance approfondie de la langue française et une très bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol. La connaissance d'autres langues serait un avantage. Une maîtrise parfaite des termes et règles typographiques et des connaissances sur les différents systèmes de fabrication des imprimés sont indispensables. Le candidat doit justifier d'une large expérience dans la correction d'épreuves et la correction de fichiers.

Description des fonctions: préparation des manuscrits et lecture d'épreuves, préparation de matrices à suivre typographiques; supervision et distribution des travaux de correction; signature des bons à tirer; contrôle de la concordance des travaux en différentes langues; tenue à jour des règles du BIT concernant l'orthographe et la présentation des publications; établissement de contrats de collaboration extérieure et interview de candidats. Conditions d'emploi intéressantes.

Les candidatures avec C.V. complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Bureau international du Travail, Département du personnel (bureau 4/71), 4, route des Morillans, 1211 Genève 22, Suisse. Réf. à indiquer: V/PROTEX/4/93. Date de clôture: 15 septembre 1993.

IL NE SERA PRIS CONTACT AVEC LES POSTULANTS QUE SI LEUR CANDIDATURE EST EFFECTIVEMENT RETENUE.

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



Ville de Dunkerque

Ville Centre d'une agglomération  
de 220 000 Habitants

Trois Musées dont un Musée Portuaire,  
une École Régionale d'Art,  
une Scène Nationale

recrute par voie de mutation

### UN CONSERVATEUR TERRITORIAL DU PATRIMOINE

\* Vous aurez en charge la gestion et l'animation du Musée d'art et d'Histoire (collections multiples, Beaux-Arts, Histoire Naturelle, Histoire de la seconde guerre mondiale), et du Musée d'Art Contemporain (Collections de 1960 à 1980, un jardin des sculptures).

\* Dans ce cadre, vous aurez, pour les deux Musées, à élaborer un projet culturel à partir des spécificités de chacun, en prenant en compte l'évolution muséale régionale (en particulier le développement du Musée Portuaire).

\* Conservateur Territorial du Patrimoine, vous avez acquis une solide expérience professionnelle dans un musée polyvalent ou encyclopédique.

\* Vous possédez des compétences scientifiques en Art Contemporain, une aptitude réelle à la gestion et à la direction d'établissement, le sens des relations publiques et du travail en équipe.

\* Adressez votre candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae) à M. le maire de DUNKERQUE, mairie de DUNKERQUE, BP 6-537, 59386 DUNKERQUE Cedex 1, pour le 27 septembre.

travailler pour les droits de l'homme

### Attaché(e) de Presse

Traitement annuel: 19 181 livres sterling

Amnesty International recherche un(e) attaché(e) de presse dynamique qui travaillera dans l'équipe chargée des médias au Secrétariat international. L'attaché(e) de presse joue un rôle essentiel dans le travail d'information d'Amnesty International : il (elle) s'attache à élaborer de nouveaux moyens permettant de diffuser auprès des médias internationaux les préoccupations d'Amnesty International relatives aux droits de l'homme. L'attaché(e) de presse fait partie d'une équipe de trois personnes qui rédigent des communiqués, donnent des interviews aux journalistes, organisent des événements médiatiques

et établissent des relations avec les médias internationaux.

Les candidat(e)s doivent bien connaître le journalisme ou le domaine des relations publiques; ils (elles) doivent de préférence avoir travaillé dans des agences ou réseaux de presse internationaux ou en avoir une bonne connaissance. Ils (elles) doivent être à l'écoute d'un public multiculturel, être capables de travailler sous pression constante, de faire face à l'actualité brûlante, de traiter les demandes et de rédiger des textes provenant d'une grande diversité de personnes au sein de l'organisation. Une excellente connaissance de l'anglais est essentielle; la connaissance d'autres langues serait souhaitable.

Date limite pour la réception des candidatures:  
10 septembre 1993.



amnesty  
international

Pour obtenir des renseignements complémentaires ou pour demander le dossier de candidature, s'adresser à : Amnesty International, 10, rue de la Paix, 75001 Paris, France. Téléphone : 01 47 79 40 00. Fax : 01 47 79 40 01. E-mail : amnesty@amnesty.org



# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

## GERER DES GROS PROJETS INFORMATIQUES A L'EXPORT

### 2 INGENIEURS D'AFFAIRES Zone Asie - Autre zone

**Mission :** Maîtrise d'œuvre complet d'un contrat de vente aussi bien dans ses aspects techniques, logistiques que financiers, interlocuteur privilégié de la Société auprès du client.

**Compétences :** Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez le sens de l'organisation, l'expérience d'au moins 3 ans de la gestion de contrats à l'export. Anglais courant indispensable, autre langue fortement souhaitée (espagnol, allemand, ...).

Nous recherchons des ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement technologique de haut niveau. Pour l'ingénieur d'affaires Asie, une solide expérience de travail dans cette zone est nécessaire.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir. Merci d'envoyer votre candidature à l'attention de Madame de Montalivet, MORPHO SYSTEMES, 33 Route de la Bonne-Dame, 77300 Fontainebleau.

MORPHO SYSTEMES, filiale d'un grand groupe industriel, 300 personnes en France et aux Etats-Unis, leader mondial sur ses applications de traitement d'images, étoffe aujourd'hui son team d'ingénieurs d'affaires pour faire face à un carnet de commande en très forte croissance.



## RESPONSABLE de la PRODUCTION INFORMATIQUE

Nous vous proposons :

- Au siège parisien de la filiale française en pleine expansion d'une banque Suisse à vocation mondiale, de prendre la RESPONSABILITÉ de la PRODUCTION INFORMATIQUE, en charge des ORDINATEURS, des TELECOMS, du RÉSEAU, du TÉLÉPHONE...
- Aidé par une petite équipe, il s'agit d'ORGANISER et de FIABILISER la PRODUCTION INFORMATIQUE en assurant les utilisateurs du meilleur SERVICE.

Vous nous garantisiez :

- Un diplôme de grande école spécialisée dans les réseaux et les TELECOMS. (SUP/TELECOM, I.N.T....)
- Une 1ère expérience de 2 à 3 ans dans une exploitation informatique de type : VAX, SUN, PABX, LAN, X-WINDOWS, NOVELL,...
- Une excellente maîtrise de l'Anglais.
- De réelles qualités de MANAGER, d'ORGANISATEUR et de RELATIONNEL.
- Un fort POTENTIEL d'ÉVOLUTION.

Merci de nous adresser  
CV + photo sous réf. 93.08.02



LD CARRIERES (SA)  
31, Av. de l'Opéra - 75001 PARIS

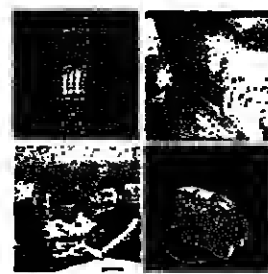


### INGENIEURS HIGH TECH

Alcatel Radiotéléphone vous propose de partager son esprit de mobilité et vous donne à nouveau rendez-vous mardi prochain dans la rubrique Secteur de Pointe.



RADIOTELEPHONE  
La communication au cœur de l'action.



### L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux, et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone.

De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, la Direction des Opérations et de la Maintenance, chargée de l'élaboration des offres et de l'exécution des contrats, recherche :

### INGENIEURS VALIDATION ET RECETTE SYSTEME

Auprès de nos clients, vous êtes chargé de la recette fonctionnelle de systèmes de radiotéléphonie numérique GSM. En regard des fonctionnalités à valider, vous définissez le cahier des tests et réalisez ces derniers. En déroulant les tests que vous avez conçus, vous démontrez aux clients, en recette sur plateforme ou sur site, que nos systèmes de radiotéléphonie numérique offrent les fonctionnalités demandées.

Pour ces postes, nous recherchons des ingénieurs expérimentés dans le domaine de l'intégration/validation de systèmes de télécommunications, si possible téléphonie ou radiotéléphonie. Sens du travail en équipe et rigueur sont vos atouts. Vous êtes disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger. La maîtrise de l'anglais (oral et écrit) est bien sûr indispensable. (Réf 078 LM)

### INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE Réseaux de radiotéléphonie GSM

Vous êtes chargé d'intervenir sur nos réseaux de radiotéléphonie numérique GSM pour maintenir leur qualité de service lors de leur installation ou en cours d'exploitation. Vous localisez les pannes ou dysfonctionnements survenus, en faites l'analyse technique et mettez en place les solutions adoptées. Ingénieur de formation, vous avez une solide

expérience dans la conception ou la mise en œuvre de systèmes de télécommunication. Vous possédez de bonnes connaissances en commutation, en protocoles de communication et dans les méthodes modernes d'investigation sur réseaux. Vous êtes disponible pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Vous maîtrisez l'anglais. (Réf 096 LM)

Votre réussite et la croissance de notre activité sont garantes de votre évolution au sein de notre filiale et du groupe Alcatel.



RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo en précisant la référence choisie à : Nicolas PAUQUET - Alcatel Radiotéléphone - 32, avenue Kleber - 92707 Colombes Cedex.

### Ingénieur système Lille

Pour ne pas  
perdre  
le nord,  
rejoignez  
NCR.

TERADATA/NCR DBC 1012, qui s'inscrivent dans un environnement de grands systèmes IBM.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de 5 ans ou plus sur matériel IBM de type ES 9000, qui vous a permis de prendre la responsabilité de sites clients ou de missions en résidence sur sites clients. Vous avez acquis des connaissances MVS-ESA, CISC et RAC F.

Aujourd'hui, votre goût du travail en équipe et vos capacités de communication vous font envisager de nouvelles perspectives ?

Si en plus votre anglais est "fluant", n'hésitez pas à nous rejoindre.

Une formation de 2 mois au matériel NCR/TERADATA sera assurée aux Etats-Unis (El Segundo).

Pour ce poste basé à Lille, merci d'envoyer votre dossier de candidature à Laurence Amata, NCR France, Tour Neptune, 20 place de Seine, 92086 Paris-La-Défense Cedex 20.



Groupe AT&T

La Libre-Informatique®  
Pour maîtriser le changement.

NCR, constructeur américain du groupe AT&T, offre une gamme complète de matériels, logiciels réseaux et services. En 1992, TERADATA a rejoint le groupe afin de compléter son offre Grands Systèmes.

Sur le site même d'un de nos clients grands comptes, vous assurerez la maintenance hard et soft de systèmes massivement parallèles,

هكزا من لعل



# CULTURE/L'Été festival

## LOCARNO

### Filmer un monde en miettes

La quarante-sixième édition de la manifestation suisse a dessiné une image inquiète et morcelée de la planète

#### LOCARNO

##### de notre envoyé spécial

Il pleut des coups durs sur le lac Majeur, nonobstant la météo de rêve dont bénéficie la cité balnéaire tessinoise. Et le monde que racontent les cinéastes conviés à Locarno n'est pas jolijoli, au miroir des projections grappillées parmi les diverses sélections concoctées par Marco Müller et son équipe. Du moins ne pourrions-nous reprocher aux réalisateurs présentés dans ce haut lieu du cinéma d'outre de se regarder le nombril. Pour le meilleur et le moins bon, metteurs en scène de France, d'Italie ou du Kazakhstan, de Pékin ou du Caire affrontent les réalités qui les entourent.

Le documentaire était à l'honneur à Locarno, explicitement ou niché au cœur des fictions les plus alambiquées. Explicitement, avec le passionnant regard sur le Vietnam porté par Robert Kramer dans *Poini de départ* (le Monde du 7 août), ou celui, plus radical encore, de Chantal Akerman, intitulé *D'Est*. On en comprend d'emblée le parti-pris : puisqu'on ne comprend rien à ce qui se passe en Europe de l'Est, la réalisatrice laisse de côté discours et représentations « significatives », et décide simplement d'y aller voir.

#### Opacité des univers

Le résultat tient en cent sept minutes, sans un mot de commentaire, cent sept minutes de plans fixes ou de lents travellings latéraux capés d'une fenêtre de voiture ou de train. Des visages et des corps, des vêtements, des objets et des postures, des rues, des maisons, le ciel. Une sorte d'observation scientifique : le coin d'un carrefour de la campagne polonaise, la démarche d'une vieille dame d'Allemagne ex-de l'Est avec un sac en plastique orange, l'immobilité mouvante des salles d'attente, des files d'attente, de l'attente permanente qui est l'activité principale du citoyen russe ; et, en même temps, un poème exigeant et envoûtant, pour qui se laisse aller à son rythme calme, à ses rimes chuchotées.

Documentaire aussi, le film consacré par Chris Marker au cinéaste soviétique Medvedkine, *Le Tombeau d'Alexandre* - déjà diffusé sur ARTE (le Monde daté 2-3 mai) : selon une démarche assez proche de celle de Kramer retournant au Vietnam, Marker y interroge avec humour, émotion et intelligence simulante, qui est de toujours sa marque, l'histoire de l'URSS, sa propre mémoire et les engagements de plusieurs générations, en même temps qu'il dresse le portrait d'un réalisateur en déséquilibre entre sa fidélité à un idéal et son caractère irrémédiablement irrespectueux.

Ces films ont en commun de traduire le regard de cinéastes extérieurs aux situations qu'ils montrent. C'est leur honneur de respecter la complexité, l'opacité des univers dont ils s'approchent. Il en va différemment avec les films réalisés « de l'intérieur », qui tous pourraient prendre pour titre celui du film de Richard Linklater, *Dazed and Confused* (« abasourdi et confus »), titre inspiré d'une chanson de Led Zeppelin. Certains sont de très beaux films. Ainsi des deux « premiers prix » du palmarès. *Une place sur le tricolore*, du Kazakh Erkek Shinerbaev, lauréat du Léopard d'or, tient la chronique du mal vivre d'un adolescent d'Alma, Ata, qui cherche en vain sur sa guitare à dix ronds les harmoniques de la voix de Callas ; le Léopard d'argent, *Poussé à la limite*, du Géorgien Dito Tsintsadze, trace un superbe portrait « camusien » d'un homme seul dans une ville où couve la guerre civile.

Et, réalisé par le guérillero du cinéma indépendant chinois Zhang Yuan, *Les Bâtards de Pékin* égrène la dérive de *Yelloni* pékinois d'une intrigante absence d'identité, avec contrepoint de musique rock qui ne ménage pas les bourreaux de Tiananmen. Ou, venu de Taïwan, *Treasure Island* de Chen Guofu, qui faufile dans les ponceux du film noir un jeu de hasard et de mort où chacun paie les pots cassés de l'autre en une trépidante sarabande. Et aussi *Medvedes*, de l'Égyptien Yousri Nasrallah, puzzle en stime des innombrables interro-



« D'Est », de Chantal Akerman : cent sept minutes de plans fixes sans commentaire.

gations et fractures politiques, religieuses, identitaires qui travaillent son pays.

Enfin, et en laissant de côté deux premiers films italiens (*la Ribelle*, énième « docudrama » sur le triste sort adolescent dans le Mezzogiorno, et une pochade napolitaine cherchant à ressusciter la noirceur des films à sketches de Dino Risi, *Libera*), en ne mentionnant que pour mémoire l'avant-gardisme vieillot du japonais *Des singes au paradis*, et en passant avec regret sur l'échec de *l'Ordre du jour*, premier film « européen » du cinéaste belge d'origine palestinienne Michel Khleifi, il faut encore mentionner l'étonnant *Les gens normaux* n'ont rien d'exceptionnel, film français de la jeune réalisatrice Laurence Ferreira Barbosa.

Porté à bout de bras par Valeria Bruni-Todeschi - ce qui lui a valu un prix d'interprétation amplement mérité -, ce voyage en douce dans un hôpital psychiatrique, entre chronique et métaphore, évite tous les écueils du genre, grâce au sens de la bonne distance et à la vitalité de la mise en scène. Tous les écueils sauf de nous dessiner, une fois de plus, un monde en miettes, où rien n'est sûr.

#### Essayer de comprendre

Le monde est confus, les repères ont volé en éclats, c'est entendu. Réfléchir cette confusion est légitime et souhaitable. Mais, à Locarno peut-être davantage qu'ailleurs, on espère plus du cinéma : si la mise en scène est l'exercice d'un regard, si la caméra est un appareil capable de « mieux voir », il serait temps que les cinéastes utilisent l'un et l'autre à essayer de comprendre plutôt qu'à seulement rendre compte de la non-compréhension.

Non pas qu'on réclame les grilles toutes faites d'un film comme *le Banquet de mariage*, du Taïwanais Ang Lee, comédie mécanique du quiproquo épicé d'homosexualité. Ni qu'on se satisfasse de l'académisme démonstratif de *Ludwig 1886*, laborieuse variation sur le pouvoir et l'art, dont le seul attrait est de retrouver Helmut Berger dans l'emploi qu'il occupa, avec une autre force, chez Visconti. Mais un film comme *Mi Vida loca*, d'Allison Anders, tire une réjouissante énergie de sa détermination à ne pas baisser les bras devant la violence et l'absurde qui est le lot des habitants (e)s du quartier latino de Los Angeles.

Et *Travolta et moi*, épisode réalisé par Patricia Mazuy pour une série télévisée racontant chaque fois une histoire d'adolescence à une époque donnée (ici, la fin des années 70), arrive quasiment à imposer ce regard désiré. Le récit de la première passion de la jeune Christine (Leslie Azzouli, épaulée) pour un Rimbaud de Châlons-sur-Marne, entre *Saturday Night Fever* et *Ami paroli Zazou*, entre le comptoir de la houlangerie familiale et la patinoire, progresse avec une implacable rectitude dans le tourbillon des émois adolescents. La réalisatrice réussit un premier coup de force

contre le fil logique de son récit, dommage qu'elle tente un nouveau saut périlleux, d'un extrémisme superflu.

#### Haute voltige sentimentale

Il y eut, bien sûr, sous la douceur des étoiles, les deux films déjà découverts à Cannes et projetés sur l'immense écran de la Piazza Grande archiconnue : *le Maître de marionnettes*, chef-d'œuvre du Taïwanais Hou Hsiao-hsien, qui invente au sein de la chronologie lacunaire de la mémoire une intelligence du temps, de l'espace et des hommes, et *Raining Stones*, de Ken Loach, où les lois du polar et l'humour du regard donnent un tonus incisif à la chronique d'une banlieue pauvre de Manchester. Et aussi, dans un genre encore différent, la rigoureuse et délicate géométrie du nouveau film (lui aussi réalisé pour la télévision) de Jacques Doillon, *Un homme à la mer*.

Autour de Jacques Higelin, quatre femmes (Nicole Garcia, Isabella Ferrari, Marie Gillain, Géraldine Pailhas) dessinent une chorégraphie de la tendresse et de la peine, du bonheur et de la détresse d'ai-

mer, de vivre et de vieillir. Exercice de haute voltige sentimentale et cinématographique, filmé par un réalisateur au meilleur de sa forme. Il était très curieux de voir à la suite, sur la Piazza Grande, cet *Homme à la mer* et *la Polonaise*, présenté dans le cadre de la passionnante intégrale Sacha Guitry montrée à Locarno, avant de venir à la Cinéma-thèque française cet automne (ce qui donnera l'occasion de revenir sur la nécessaire réévaluation, en cours, de l'œuvre de Guitry).

Quarante-deux ans, quelques révolutions cinématographiques et toute la personnalité de leurs réalisateurs respectifs séparent ces deux films - sans parler de leur sujet. Pourtant, la rigueur de la construction, l'emploi des comédiens dans un exact alliage de ce qu'ils sont et de ce qu'ils interprètent, la clarté, la rigueur de la mise en scène, en font deux exemples contrastés de ce que peut le cinéma, lorsqu'il ne se contente pas d'enregistrer le monde mais, avec les ressources de ses artifices particuliers, tente d'en rendre raison.

JEAN-MICHEL FRODON

#### La mort de Stewart Granger

### De cape et d'épée

L'acteur américain d'origine britannique Stewart Granger est mort le 16 août à Santa Monica (Californie) des suites d'un cancer. Il avait quatre-vingts ans.

Grâce à son élégance et à son charme impassible, Stewart Granger était devenu l'un des archétypes du héros de cape et d'épée, l'image inversée des héros hollywoodiens incarnés par Errol Flynn, par exemple.

Né James Stewart Blanchard à Londres en 1913, il commence sa carrière à l'écran en 1933 (*A Southern Maid*). Mobilisé en 1939, il est blessé en 1942 et revient à son métier d'acteur. Adoptant le pseudonyme Stewart Granger pour éviter la confusion avec James Stewart, il devient l'un des premiers rôles du cinéma britannique, portant les emplois de séducteurs élégants avec James Mason.

En 1950, il part à Hollywood où la MGM le prend sous contrat. Après avoir incarné Alan Quartermain dans *les Mines du roi Salomon*, il est *Scaramouche* dans le film de George Sidney et le roi Rudolf V dans *le Prisonnier de Zenda* de Richard Thorpe. Stewart Granger tourne avec Cukor (*In Croisée des destins*), Fritz Lang (*les Contrebandiers de Moonfleet*)...

Au début des années 60, après la désintégration du système des studios, Stewart Granger tourne des films médiocres en Europe et travaille pour la télévision. Sa dernière apparition au cinéma remonte à 1978 dans *les Oies sauvages*, d'Andrew McLaglen.

T. S.

## SALZBOURG

### L'insatiable Andras Schiff

Une carrière de pianiste bâtie sur la quantité

#### SALZBOURG

##### de notre envoyé spécial

Tout seul, face à Bartok, Beethoven et Bach le 5 août. Accompagnateur attentionné de la mezzo Cecilia Bartoli, le 12 août. Et, les 15 et 16, longuement acclamé avec Bernard Haitink et la Philharmonie de Vienne dans le *Quatrième* concerto de Beethoven. De l'intimité du Mozarteum à l'immensité de la grande salle du *Festspielhaus*, qu'est-ce qui fait la popularité salzbourgeoise d'Andras Schiff?

A l'entendre dans le *Quatrième* de Beethoven sur un Bösendorfer au médium légèrement grelottant, aux basses courtes et à l'aigu pointu, on constate qu'il ne se choisit pas forcément les meilleurs alliés. Mais les Bösendorfer ne sont pas toujours de bonne humeur, surtout par temps lourd. Alors, le toucheur? Sans élasticité. La sonorité? Pâle à la main gauche, claire à la main droite sans être vraiment limpide. Un parti nettement affirmé contre, ou pour une tradition d'interprétation? Ni provocation, ni originalité dans les phrasés, les tempos, le choix des cadences, le poids du piano par rapport à l'orchestre, façon Arrau ou façon Schnabel.

#### Avalanche discographique

Le jeune Austro-hongrois fait typiquement parti de ces pianistes qui ne pensent à « mettre de l'expression » que lorsque leurs doigts ne les tracent pas. Ce qui n'arrive que très fugitivement, évidemment. Le résultat? On entend beaucoup de gammes, de traits, de trilles, d'arpèges, de banalités impeccablement débités. Et un peu de pathos, incidemment. Quel ennui que ce Beethoven-là!

Comme Vladimir Ashkenazy et Radu Lupu, comme tout récemment le Finlandais Eli Mustonen, le Polonais Peter Jablonsky, l'Ouzbékistanais Eldar Nebolsin - par tout, les écuries pianistiques sont en train de se reconstruire, - Andras Schiff enregistre en exclusivité chez Decca. Il y sort une moyenne de six compacts par an. C'est énorme. Ce n'est « que la partie visible de l'iceberg », explique pourtant Didier de Cottignies, chef du marketing à Londres.

Fixé à Salzbourg, marié à la violoniste japonaise Yuuko Shiokawa qu'il accompagne dans ses récitals (ainsi que Robert Holl, Philip Langridge et tant d'autres chanteurs de premier plan), Schiff s'est retrouvé tout naturellement dans le même studio que Sandor Vegh - autre Hongrois - et la Camerata Academica pour enregistrer les concertos de Mozart. Il n'a eu à grimper que quelques kilomètres vers Linz pour découvrir Mondsee, charmante bourgade où il a fondé des sessions de musique de chambre amicales. Entendez : un vrai festival, baptisé Musiktag Mondsee.

C'est à Mondsee qu'il met sur pied les programmes qu'il redonne ensuite systématiquement lors de sa saison londonienne. C'est de là qu'émane la collection « Musiktag Mondsee » dont il est chez Decca le directeur artistique. Quand il a quitté la campagne autrichienne, Andras Schiff retrouve Sandor Vegh en Comornailles, dans le festival privé que ce dernier a créé à Prussia Cove. Là, M<sup>me</sup> Rosenfeld, l'un des principaux mécènes de la musique classique britannique (elle finance le Southbank, le Philharmonique de Londres) ouvre sa propriété à des artistes qui se sont cooptés pour jouer ensemble et mettre leurs avis en commun. En vu des concerts à venir, évidemment. Deux sessions dans l'année réunissent des trappistes du bout du monde.

Quand Andras Schiff joue six soirs de suite Bach sur un piano moderne à Londres, on refuse du monde. Il y a ajouté cette saison le cycle complet des sonates de Mozart à Munich, Budapest, Vienne, réservant à l'hiver salzbourgeois l'intégrale, répartie sur trois ans, de la *Neue Mozart Ausgabe* chez Barenreiter (avec les pièces inachevées).

A Londres toujours, et toujours en six récitals, il a houlé en 1992-1993 l'intégrale des Sonates de Schubert qu'il a ensuite redonnées à New-York et dans plusieurs villes d'Allemagne. Que fait Schiff quand il quitte le répertoire germanique? Il s'amuse dans Rossini avec Bartoli (la nouvelle star a vendu 100 000 exemplaires de *Antico Cinczoni*, un chiffre digne de Pavarotti). Il défend courageusement György Kurtág, compositeur hongrois. Il va au théâtre, au cinéma, travaille son piano six heures par jour et prend - mais oui! - une semaine de vacances en Italie. Il sort à la rentrée deux CD de Janacek venus de Mondsee et un double album de *Suites pour piano seul* de Bach. Comment cet insatiable, ce boulimique prendrait-il le temps de lire les critiques qui, surtout en France, adoptent une indifférence marquée face à cette avalanche discographique?

« Voilà sept ans que Radu Lupu n'entre plus dans un studio, dit Didier de Cottignies. Il vient de mettre en boîte quatre sonneries de Schubert, les Kreisleriana, les Scènes d'enfants et l'Humoresque de Schumann. Pour lui, faire un disque, c'est un non-événement ». Mais pour Andras Schiff, faire un disque, c'est quoi?

ANNE REY

► Musiktag Mondsee, œuvres de Joseph Haydn et de Max Reger, par le chœur Arnold Schoenberg, la Camerata Academica de Salzbourg, les Quatuors Panoche et Sinnhofer, le Sextuor à cordes de Vienne et une vingtaine de solistes de premier plan autour d'Andras Schiff, du 4 au 11 septembre (Merkplatz 14, A-5310 Mondsee, Autriche. Tél. : (19) 43-662-32-22-70. Fax : 32-35-44). Places entre 200 et 400 schillings, abonnement pour huit concerts : 2 900 schillings.

## EXPOSITION

AGRICULTEURS ET MÉTALLURGISTES à Saint-Marcel (Indre)

### Le fer gaulois

Un bilan de fouilles archéologiques

#### LIMOGES

##### de notre correspondant

Les Gaulois furent des mineurs et des forgerons habiles, mais aussi des cultivateurs et des éleveurs inventifs. C'est à cette double activité économique que le Musée archéologique de Saint-Marcel consacre son exposition d'été. Françoise Dumasy, enseignante à Paris-I et directrice de fouilles du site gallo-romain, en est le maître d'œuvre. Il s'agit là du « premier bilan » d'un « grand projet d'archéologie métropolitaine » (l'un des douze retenus en 1990 par le ministère de la culture, le ministère de la recherche et le CNRS) sur le thème de la métallurgie et du fer dans l'Antiquité.

#### Arsenal de prospection

En Gaule, cette activité s'appuyait sur une nébuleuse d'implantations rurales, attestées par des « ferriers », amas de scories métallurgiques aujourd'hui enfouies dans le paysage. Dans un rayon d'une trentaine de kilomètres autour de la ville, l'équipe de Françoise Dumasy a recensé, en quatre ans, 424 sites, ferriers, ateliers métallurgiques - et habitats ruraux - avec des configurations qui laissent penser que l'agriculture et la métallurgie pouvaient être les deux volets essentiels d'une pluriactivité rurale.

L'exposition présente une belle collection d'objets et d'outils gaulois, puis gallo-romains, mais elle

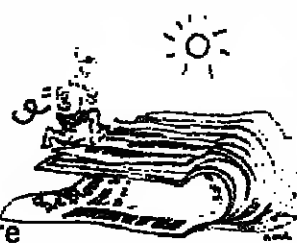
est aussi une leçon d'archéologie : comment faire ressurgir la vie passée d'un terroir à partir de la lecture du paysage actuel? Etayée par la connaissance préalable de la ville qui en est le centre, cette lecture est servie par un arsenal de méthodes de prospection - au sol dans les champs fraîchement labourés, électromagnétique et, bien sûr, aérienne, en période de sécheresse. Cette dernière a donné une belle collection de documents photographiques, présentés dans le cadre de l'exposition.

#### GEORGES CHATAIN

► « Agriculteurs et métallurgistes. L'espace rural antique ». Musée Argenton Magus, 36200 Saint-Marcel (près d'Argenton-sur-Creuse). Tél. : 54-24-47-31. Jusqu'au 17 octobre.

**Vous ne trouvez pas Le Monde chez votre marchand de journaux ?**

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31. Nous ferons le nécessaire





## BILLET

Emploi :  
Edouard Balladur  
s'expose

Réunir, en plein mois d'août, les ministres directement concernés par la lutte contre le chômage pour boucler un dispositif de relance de l'emploi constitue évidemment un signe politique clair de la part du premier ministre. Edouard Balladur ne veut pas entendre parler de trêve estivale sur ce dossier plus que prioritaire. Or, en procédant de la sorte, il s'expose. Le premier ministre assure, non sans raison, qu'aucune solution miracle — changement de politique économique ou potion ultralibérale — ne permettra d'endiguer l'immédiat d'inflechir la courbe du chômage. D'ailleurs, s'agissant des options qu'il défend, M. Balladur refuse de faire naître de faux espoirs, rappelle que son action pour l'emploi est une opération de longue haleine qui ne portera ses fruits qu'en mieux en 1994. Mais, en organisant, ce brain storming gouvernemental, il risque de s'enfermer un peu plus dans la contradiction à laquelle aucun de ses prédécesseurs n'a pu échapper : assumer les conséquences politiques de la dégradation du marché du travail sans disposer réellement des leviers — ce sont les entreprises qui embauchent et licencient — qui déterminent son évolution. L'exercice consistant à convaincre l'opinion que la future loi quinquennale n'est pas un « plan emploi » comme un autre mais témoigne, comme il l'a souligné le 12 août, de la volonté de lancer « une série de réformes qui feront que notre pays connaîtra moins de chômage dans les années qui viennent » s'annonce donc périlleux. Les rendez-vous de ces prochaines semaines — consultation du Conseil économique et social, nouvelle rencontre au sommet avec les partenaires sociaux, présentation du texte en conseil des ministres et lancement du débat parlementaire — pourraient bien confirmer cette impression. En outre, le rapport Météo — qui suggère un spectaculaire retour en arrière sur le SMIC et une modification risquée du droit de licenciement — apparaît plus dangereux qu'utile pour le gouvernement. A moins qu'il ne s'agisse de démontrer par l'absurde à une partie de la majorité que l'introduction de la flexibilité à tout crin est une impasse. Quoi qu'il en soit, M. Balladur risque moins d'échouer à expliquer le bien-fondé de sa stratégie de lutte contre le chômage que de devoir désamorcer les critiques de ceux qui le soupçonnent de pousser trop loin l'effeuillage du code du travail.

J.-M. N.

o Euro Disney n'arrivera pas de si tôt. — Euro Disney a jugé « incompréhensible », lundi 16 août, un article publié la veille par l'hebdomadaire britannique *Sunday Times* évoquant, parmi d'autres scénarios possibles, une fermeture pure et simple du parc d'attractions, en proie à des difficultés financières. « Parmi les diverses mesures [de restructuration financière] envisagées, aucune ne porte sur une fermeture », a indiqué un porte-parole d'Euro Disney. Le groupe a aussi démenti que les dirigeants d'Euro Disney et ceux de son principal actionnaire, The Walt Disney Company (49 % du capital), se soient rencontrés pendant le week-end, comme l'affirmait le journal britannique. Les dirigeants des deux sociétés « sont en contact permanent » mais une telle réunion n'a pas eu lieu, a ajouté un porte-parole du parc d'attractions de Marne-la-Vallée.

Le seuil psychologique a été franchi : le dollar approche des 100 yens (101,55 exactement à la clôture de Tokyo mardi 17 août, et 100,40 en début de matinée). La poussée de la fièvre des marchés des changes de ces derniers jours s'est traduite par une appréciation, aussi régulière qu'inexorable, de la devise nipponne par rapport non seulement au dollar mais aussi aux autres monnaies.

Comme à Paris, le nouveau gouvernement japonais dénonce lui aussi « la spéculation ». En vain. Le yen monte et risque aujourd'hui, dit-on à Tokyo, d'étouffer la reprise à peine amorcée. Le gouvernement préparait, selon l'agence de presse Jiji, des mesures d'urgence.

## TOKYO

de notre correspondant

Certes attendue, la nouvelle parité yen-dollar, par la sécheresse symbolique de son énoncé, est restée comme un choc par les milieux industriels, qui clament que leur capacité d'adaptation est à bout. Les économistes insistent, pour leur part, sur les conséquences globales négatives de cette nouvelle parité sur l'activité économique. La valorisation du yen — près de 20 % en un an — est attri-

bue à des facteurs conjoncturels dont le dernier fut le lancement du nouveau premier ministre Morihiro Hosokawa, au cours de sa conférence de presse du 10 août, sur les mesures de relance de l'activité économique et les moyens de remédier aux excédents commerciaux. L'immobilisme de Tokyo n'a fait qu'accroître les pressions américaines à la valorisation du yen. La crise des monnaies européennes est venue alimenter le processus, les investisseurs cherchant à se placer sur les monnaies orientées à la hausse.

Il y a aussi des raisons plus profondes : l'énorme excédent commercial du Japon, qui, la hausse du yen aidant, ne fait que s'accroître lorsqu'il est exprimé en dollars — il pourrait dépasser 150 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 1993 (qui s'achève en mars 1994). L'un des éléments de l'accroissement de l'excédent commercial est la baisse des importations consécutives au ralentissement de la consommation.

En dépit des interventions massives de la Banque du Japon (estimées à 20 milliards de dollars depuis avril), qui a acheté non seulement du dollar mais aussi du mark allemand, la valorisation du yen a été imparable. Elle est plus révélatrice des déséquilibres qui caractérisent l'économie japonaise que de sa force. Et c'est ce qui préoccupe les dirigeants : elle intervient alors que les profits des entreprises sont en baisse et que la récession s'en fait sentir.

La Banque de France  
réduit le loyer de l'argent

Suite de la première page

Alors qu'il avait atteint plus de 10 % pendant la crise monétaire, le taux au jour le jour s'établissait à 8,75 % environ mardi matin.

Mais la marge de manœuvre de l'Institut d'émission est étroite face à des marchés qui s'inquiètent de l'évolution de la politique économique française. Comme le remarquait un cambiste, « si les taux baissent trop, il ne sera plus intéressant de détenir du franc. Mais s'ils ne baissent pas assez vite, la situation économique risque de se détériorer encore ». Selon le *Financial Times* du 17 août, le vice-président de la

Bundesbank, Hans Tietmeyer, aurait demandé, lors de la réunion de Bruxelles du début août, à ses collègues européens de ne pas abolir leurs taux d'intérêt précipitamment.

La journée de lundi a très bien illustré la nervosité persistante des marchés. Une fois de plus, les téléphones ont sonné, entre les capitales européennes et de part et d'autre de l'Atlantique. Que se passe-t-il ? La France va-t-elle réintroduire un contrôle des changes ? A quand la prochaine baisse de taux ? L'Assommoir n'a rien eu d'une trêve pour la monnaie française,

en longueur. La poursuite de cette récession, en dépit de frémissements de reprise, ne tient pas qu'à la morosité des consommateurs. La question de fond est structurelle : le système économique qui a donné la priorité aux entreprises sur les consommateurs a, semble-t-il, atteint un seuil. Ce système fut à l'origine du fameux redressement d'un pays quasiment détruit en 1945 et devenu la seconde puissance économique mondiale. Aujourd'hui, il entraîne la reprise et la valorisation du yen aggrave la situation.

Les instituts de recherche estiment que la hausse du yen par rapport aux autres monnaies va entrainer le taux de croissance du produit national brut (qui ne dépasserait pas 1,1 %) et retarder jusqu'au printemps le redressement de l'activité économique. L'activité aurait d'ailleurs encore baissé au second trimestre de cette année, en dépit des deux plans gouvernementaux de relance successifs. L'excédent de la balance des paiements courants pourrait alors s'élever à 140 ou 150 milliards de dollars.

Le gouvernement n'a guère de marges de manœuvre : les recettes fiscales étant insuffisantes, il lui est, théoriquement, difficile de stimuler l'activité par de nouvelles dépenses publiques ou de procéder à des réductions d'impôts. Selon Keoneth Courtis, conseiller en stratégie du groupe Deutschebank à Paris, ce doit néanmoins s'attendre rapidement à une réduction des taux d'intérêt, déjà à leur plus

bas niveau historique (le taux directeur de la Banque du Japon est actuellement de 2,5 %), et, à la rentrée, à une réduction d'impôts. Le ministre de l'Industrie et du Commerce international (MITI), M. Kumagai, a annoncé au début de cette semaine qu'un nouveau plan de relance était d'ores et déjà à l'étude. Une réunion des membres du gouvernement chargés des questions économiques est prévue jeudi 19 août pour tenter d'organiser la riposte.

Un mouvement  
« trop rapide »

Le seul moyen dont dispose le gouvernement pour remédier aux effets négatifs de la valorisation du yen est de chercher à tirer profit des répercussions positives de celle-ci sur les prix intérieurs et les tarifs énergétiques : un yen plus fort rend les importations moins chères. Ce qui pourrait avoir un effet de stimulation de la consommation intérieure. Mais une telle politique suppose une accélération de la déregulation pour permettre aux consommateurs de profiter davantage des bénéfices d'une monnaie qui est devenue la plus forte du monde. Jusqu'à quel point la valorisation du yen sera-t-elle répercutée sur les prix des produits importés ? La réussite ou l'échec de cette manœuvre sera un test de la capacité à gouverner de la nouvelle équipe au pouvoir. Mais on peut se demander si un gouvernement reposant sur des forces si diverses pourra définir

une politique commune remettant en cause des intérêts acquis : la dérégulation suppose un meilleur accès des produits étrangers au marché nippon.

Les exportateurs ne cachent pas leur préoccupation. Les projections sur lesquelles repose leur stratégie commerciale prenaient comme hypothèse une parité de 100 à 115 yens pour un dollar. Chaque yen « gagné » par rapport au billet vert signifie par conséquent des pertes. Les constructeurs automobiles seront parmi les plus affectés : Toyota s'attend à perdre 12 milliards de yens, Nissan 10 (le groupe sera sans doute en déficit cette année), Honda 7, Mazda et Mitsubishi 3. Les fabricants d'électronique sont dans une même situation : chaque yen gagné vis-à-vis du dollar signifie pour Toshiba une réduction des profits annuels de 3,4 milliards de yens ; pour Fujitsu, 1,6 milliard.

Afin de palier leurs difficultés, les industriels accélèrent leurs programmes de restructuration et se font de plus en plus offensifs en matière de délocalisation de leur production en Asie du Sud-Est. Mais ils avouent tous dire aujourd'hui pris de vitesse par la rapidité de la hausse du yen. Un mouvement « trop rapide », selon l'expression qui revient constamment depuis trois mois dans la bouche des dirigeants nippons et qu'a repris à son compte, dès le 10 août, le nouveau premier ministre.

PHILIPPE PONS

tion des mouvements des capitaux déclinée dans le cadre de la Communauté européenne.

Si le rétablissement du contrôle des changes en France est peu probable, la propagation d'une telle rumeur est hautement dommageable. Car les étrangers investissent massivement sur le marché parisien depuis plusieurs années déjà, et l'idée que leurs capitaux pourraient éventuellement être bloqués suffit à leur faire prendre peur.

Il faudra plusieurs semaines encore pour que le franc trouve un point d'équilibre au sein de la nouvelle marge de fluctuation autorisée dans le SME, plusieurs semaines aussi pour que la Banque de France poursuive la baisse des taux et fasse revenir les 300 milliards de francs engagés pour la défense du franc. Semaines au cours desquelles les rumeurs promettent d'être multi-formes et nombreuses.

FRANÇOISE LAZARE

## Le SME et son ombre

par Jean Pisani-Ferry

P our sortir de l'impasse où les avaient acculés les marchés, les ministres et gouvernements ont fait usage d'une arme qu'ils seuls possèdent : ils ont radicalement changé les règles du jeu monétaire européen. Mais en instituant des bandes de fluctuation si larges qu'il est, au moins pour le moment, sans objet d'en tester les limites, ils ont institué l'incertitude. Nul ne sait encore quelles sont les nouvelles règles du jeu. Pour les gouvernements et les banques centrales, l'enjeu des prochaines semaines est de les inventer. Pour les marchés, de les découvrir.

Deux thèses s'opposent déjà. Pour les uns, il n'y a plus de règles. Le SME (système monétaire européen) a été de fait transformé en un régime de changes flottants : à chacun de conduire la politique monétaire de son choix, en fonction de sa conjonction et de sa préférence du moment pour la croissance ou la stabilité des prix. Seuls l'hébergement politique et le conservatisme expliquent que le système soit nominellement préservé. Pour les autres, rien n'a changé. Les autorités n'ont renoncé ni à la convergence des politiques monétaires ni à la fixité des changes. Elles ont seulement modifié leur tactique, remplacé leur ligne Maginot par une défense flexible : les banques centrales vont désormais pouvoir prendre les spéculateurs à revers (elles ont déjà commencé à leur briser les doigts). Dans quelques mois, elles auront achevé leur démonstration. On pourra alors rétablir la mécanique de change et reprendre la marche vers l'UEM (Union économique et monétaire).

Une contrainte  
à terme

La crise a sanctionné l'écart entre la loi que s'étaient fixée les gouvernements (la stabilité du change) et leurs désirs (la baisse des taux). Peut-on croire que l'ascèse monétaire sera demain plus crédible qu'hier, alors que les mécanismes du SME ont été démantelés et que la sanction formelle de la dévaluation a disparu ?

Il faut donc déterminer quels principes de comportement peuvent tirer parti des marges de manœuvre offertes par le nouveau SME pour atténuer les tensions immédiates,

tout en maintenant les disciplines de la coopération monétaire et en préservant l'avenir. Les déclarations officielles ont insisté sur la caractère temporaire des mesures arrêtées. Si l'on prend cet engagement au sérieux, cela signifie que les politiques monétaires nationales doivent demeurer compatibles avec le retour à des taux de change stables au sein des taux pivots du système, mais à l'horizon de six mois ou un an. A une contrainte de chaque instant s'est ainsi substituée une contrainte à terme. Concrètement, cela veut dire qu'après avoir reconstitué leurs réserves de change, la France et d'autres pays atteints par la récession, mais dont les monnaies ne sont pas surévaluées par rapport au mark, devraient pouvoir baisser leurs taux jusqu'au niveau que l'Allemagne rejoindra demain. Bref, ils devraient pouvoir, sans l'attendre, adopter la politique que conduira la Bundesbank si elle avait déjà maîtrisé l'inflation allemande.

Ce faisant, ils ne contribueraient pas seulement à résoudre leurs propres problèmes : ils fourniraient aussi la stabilité que l'Allemagne est temporairement hors d'état de produire, et laisseraient la Bundesbank plus libre de choisir le tempo de son desserrement monétaire. Si les marchés sont convulsifs que les politiques monétaires convergeront à échéance rapprochée à que les taux pivots seront maintenus, la crédibilité de cette orientation se lie dans la stabilité des taux d'intérêt à long terme et les mouvements de change seront d'ampleur limitée. Les taux de change pourront temporairement sortir des marges de

fluctuation antérieures, pour y revenir à mesure que se réduira l'écart de taux court entre l'Allemagne et ses partenaires.

Pareille gestion du nouveau SME comporte évidemment des risques. Les voisins de l'Allemagne peuvent pousser trop loin la baisse des taux, et révéler les limites de leur capacité à imposer les disciplines de la stabilité monétaire. L'irrésolution allemande sur les conditions économiques et financières de l'unification, qui a fait perdre ses vœux à la monnaie ancre du SME, peut perdurer. Les marchés peuvent se persuader que l'horizon est obscur ou que les taux pivots doivent changer, et pousser les taux de change vers les marges du nouveau système. Dans six mois, on peut être forcé de prendre acte du recul de la coopération européenne. Mais il faut accepter la réalité nouvelle résultant de l'accord du 1<sup>er</sup> août. Pour que les pays de la Communauté envisagent à nouveau concrètement leur avenir monétaire commun, il faut que l'Allemagne retrouve un degré de stabilité des prix suffisant pour réduire la tension entre ses objectifs de taux d'intérêt et ceux de ses partenaires ; et il faut que dans l'intervalle, ceux-ci montrent qu'ils sont prêts pour l'union monétaire en faisant de leur liberté un usage compatible avec les disciplines anti-inflationnistes qu'ils s'étaient imposées dans le cadre de l'ancien SME. Il n'y a aucun moyen d'éviter ce double examen de passage.

► Jean Pisani-Ferry est directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Le contrôle  
des changes  
une arme du passé

Le contrôle des changes, arme classique de protection contre les troubles monétaires extérieurs, a été totalement démantelé en France au printemps de 1990. Cette mesure, qui parachevait la politique d'ouverture des marchés financiers entamée par la France depuis la milieu des années 80, était rendue nécessaire dans le cadre de l'union économique et monétaire (UEM) de l'Europe. Au 1<sup>er</sup> juillet 1990 est en effet entrée en vigueur la première phase de l'UEM, qui précisait que les mouvements de capitaux devaient être totalement libres entre les pays de la Communauté. Certains États bénéficiaient d'une clause transitoire leur permettant de maintenir des contrôles des mouvements de capitaux jusqu'au 31 décembre 1995 (l'Irlande, le Portugal et la Grèce).

En outre, le traité de Maastricht (article 73) prévoit que, si des mouvements de capitaux entraînent des perturbations dans le fonctionnement du marché des changes, des mesures de sauvegarde peuvent être mises en œuvre pour une période n'excédant pas six mois. L'Espagne avait utilisé cette arme lors de la tourmente monétaire de l'automne 1992. Mais les experts des banques centrales de la CEE, dans leurs analyses de la crise des changes, avaient déconseillé le recours au contrôle des changes comme défense contre la spéculation.



## ÉCONOMIE

En acquérant McCaw Cellular

## ATT deviendra le numéro un du téléphone portable

ATT, première compagnie de télécommunications longues distances américaine, a annoncé lundi 16 août son intention d'acquérir McCaw Cellular Communications, premier opérateur de radiotéléphone aux États-Unis. Une acquisition évaluée à 75 milliards de francs.

Quand un champion en rachète un autre, l'accord bouleverse les palmarès. L'acquisition de McCaw Cellular par ATT pour un montant de 12,4 milliards de dollars (75 milliards de francs) s'inscrit en cinquième position au classement américain des fusions-acquisitions. Depuis 1989, année fructueuse en opérations de ce type, aucun accord de cette envergure n'avait été enregistré. Mais le secteur des télécommunications est actuellement le terrain d'importants

regroupements. Il y a quelques mois, le britannique British Telecom prenait ainsi une participation de 20 % au capital de l'américain MCI pour un montant de 5,3 milliards de dollars.

L'accord entre ATT (316 000 employés, 64,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1992) et McCaw (4 400 salariés, 1,74 milliard de dollars de chiffre d'affaires l'année dernière) remplace celui annoncé en novembre dernier et selon lequel ATT devait acquérir 33 % de McCaw Cellular pour 3,8 milliards de dollars. A un accord partiel, le président d'ATT, Robert Allen, a préféré un accord global : « Le développement des télécommunications et leurs convergences vers d'autres secteurs industriels est si rapide qu'il a été impossible dans les discussions avec McCaw Cellular de définir et de séparer nos futurs potentiels », a-t-il expliqué dans un com-

munié. « Une fusion était donc la manière la plus rapide de profiter de ces marchés », a-t-il ajouté.

## Un secteur en forte croissance

Au plan industriel, les deux firmes sont complémentaires. ATT, numéro un des communications longues distances, complète ainsi son portefeuille de services en devenant également le numéro un de la radiotéléphonie. Or ce secteur est actuellement en forte croissance, en raison du développement de tous les services de communications portables, qu'il s'agisse des téléphones, ou prochainement des télécopieurs, et des « notepads », ces tout petits ordinateurs qui tiennent dans la main. Le chiffre d'affaires des services de radiotéléphonie cellulaire s'est accru de 38 % aux États-Unis en 1991.

Financièrement, cette acquisition risque néanmoins d'être lourde à digérer pour ATT. McCaw, qui était déficitaire pour son dernier exercice, est en outre fortement endetté.

Aux termes de cet accord, British Telecom a également accepté de céder à ATT ses 17 % de participation dans McCaw Cellular contre 35,8 millions d'actions ATT. British Telecom détiendra ainsi environ 2 % dans ATT mais a indiqué qu'il vendra ses actions une fois que la transaction sera bouclée. Une cession qui l'aidera à financer son acquisition partielle de MCI.

L'accord doit encore être approuvé par les actionnaires de McCaw, le département de la justice et la commission fédérale des télécommunications.

A. K.

## INDICATEURS

## ÉTATS-UNIS

• Production industrielle : + 0,4 % en juillet. - La production industrielle a augmenté de 0,4 % en juillet aux États-Unis après deux mois de recul. Ce chiffre, auquel s'attendaient les experts, confirme la lente reprise de l'économie américaine.

## FRANCE

• Production industrielle : - 1,9 % au premier trimestre. - L'indice d'ensemble de la production industrielle (corrigé des variations saisonnières - hors BTP) a baissé de 1,9 % au premier trimestre, s'établissant à 108,5 après 110,6 au quatrième trimestre 1992. L'indice de la production manufacturière se situe à 105,7 après 107,9 (- 2,1 %). La baisse de la branche « biens d'équipement professionnel » (- 3,1 %) explique pour moitié celle de la production industrielle. L'équipement industriel (- 6,1 %) et la construction aéronautique (- 4,4 %) sont les branches qui contribuent le plus à cette évolution. La branche « automobile-biens d'équipement ménager » s'inscrit en recul de 4,8 % par rapport au quatrième trimestre 1992.

Le Monde EDITIONS

**COMMENT PENSER L'ARGENT ?**  
Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## Les difficultés des transporteurs aériens

## Continental Airlines annonce 2 500 suppressions d'emplois

Contrainte de faire des économies, Continental Airlines a annoncé lundi 16 août la suppression de 2 500 emplois à plein temps d'ici à la fin de l'année. La compagnie aérienne américaine, dont le siège est à Houston (Texas), emploie actuellement 42 000 salariés. La plupart de ces suppressions d'emplois devraient consister en retraites anticipées. Les licenciements « secs » ne se produiront qu'en dernier recours. Dans la foulée, Continental a aussi annoncé la fermeture de neuf de ses liaisons, dont six destinations internationales (principalement touchées : l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Sortie de la protection de la loi sur les faillites au mois d'avril, après l'acceptation d'un second plan de réorganisation qui prévoyait l'injection de 450 millions de dollars (2,5 milliards de francs) par Air Canada et un groupe d'investisseurs américains, Continental Airlines n'est pas arrivée à sortir du rouge. Elle a affiché au second trimestre une perte de 24 millions de dollars (144 millions de francs), alors que les quatre premières compagnies aériennes américaines American, United, Delta Airlines et US Air ont obtenu, durant la même période, des résultats positifs.

Cette annonce intervient aussi moins d'une semaine après que Continental et Northwest Airlines ont été déboutées de leur action en justice contre American Airlines à qui elles réclamaient 18 milliards de francs de dédommagement pour concurrence déloyale. Le 27 juillet, Continental a signé un accord stratégique avec Air France, pour assurer une coordination de leurs vols et se donner mutuellement un accès à leurs réseaux.

United, Delta Airlines et US Air ont obtenu, durant la même période, des résultats positifs.

Cette annonce intervient aussi moins d'une semaine après que Continental et Northwest Airlines ont été déboutées de leur action en justice contre American Airlines à qui elles réclamaient 18 milliards de francs de dédommagement pour concurrence déloyale. Le 27 juillet, Continental a signé un accord stratégique avec Air France, pour assurer une coordination de leurs vols et se donner mutuellement un accès à leurs réseaux.

Sanwa Bank, en deuxième position, avec un chiffre d'affaires de 262,04 milliards de francs. Pour la cinquième année consécutive, Nippon Telegraph and Telephone Corp. se place troisième (à 205,75 milliards de francs). - (AFP)

o Ferruzzi : une décision judiciaire le 25 août. - Le tribunal de Milan rendra sa décision mercredi 25 août sur la demande de mise sous séquestre à hauteur de 500 milliards de francs (1,8 milliard de dollars) des biens des anciens dirigeants de Ferruzzi-Montedison, afin d'éponger une partie des pertes. Parmi les personnes visées, figurent les héritiers de Raul Gardini - qui s'est suicidé au mois de juillet - Carlo Sama, ex-directeur général, et Giuseppe Garofano, ex-président de Montedison.

Sanwa Bank, en deuxième position, avec un chiffre d'affaires de 262,04 milliards de francs. Pour la cinquième année consécutive, Nippon Telegraph and Telephone Corp. se place troisième (à 205,75 milliards de francs). - (AFP)

o Ferruzzi : une décision judiciaire le 25 août. - Le tribunal de Milan rendra sa décision mercredi 25 août sur la demande de mise sous séquestre à hauteur de 500 milliards de francs (1,8 milliard de dollars) des biens des anciens dirigeants de Ferruzzi-Montedison, afin d'éponger une partie des pertes. Parmi les personnes visées, figurent les héritiers de Raul Gardini - qui s'est suicidé au mois de juillet - Carlo Sama, ex-directeur général, et Giuseppe Garofano, ex-président de Montedison.

o Erratum : Dans l'article paru dans le Monde du 17 août sous le titre : « Trois États du Golfe ont saisi le Tribunal fédéral suisse dans leur litige avec Westland Helicopters », une erreur de transmission nous a fait écrire que le montant des avoirs de l'Organisation ambro pour l'industrialisation (AOI) dépasserait le million de dollars. C'est de 1 milliard de dollars qu'il s'agissait.

o Erratum : Dans l'article paru dans le Monde du 17 août sous le titre : « Trois États du Golfe ont saisi le Tribunal fédéral suisse dans leur litige avec Westland Helicopters », une erreur de transmission nous a fait écrire que le montant des avoirs de l'Organisation ambro pour l'industrialisation (AOI) dépasserait le million de dollars. C'est de 1 milliard de dollars qu'il s'agissait.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 août ↓ Repli

Après un week-end prolongé par sa fermeture le lundi 16 août, la Bourse de Paris a entamé mardi 17 août, dans le douloir, une semaine écourtée. La reprise des cotations était même repoussée d'une heure à la suite de problèmes techniques, ce qui n'a pas empêché les opérateurs, et pour le troisième séance consécutive, de réaliser une séance bénéficiaire après les records de la semaine précédente. A l'ouverture l'indice CAC 40 affichait ainsi un recul de 0,88 %. Le CAC 40 continuait à perdre du terrain dans la matinée pour enregistrer en milieu de journée un repli de 1,04 % à 2 126,56 points.

Les investisseurs manifestant ainsi leur déception et leur impatience devant la relative lenteur du mouvement de baisse des taux d'intérêt. Mardi matin, le Banque de France a pourtant bien diminué d'un demi-point son taux de prise en pension à 24 heures (8,75 %) mais elle a maintenu inchangé (8,75 %) son taux d'appel d'offres. Le MATIF clôt également du terrain. Les marchés continuent, en fait, à réclamer un changement de politique monétaire. Et, s'il n'intervenait pas dans les deux ou trois semaines à venir, la Bourse risque de baisser sensiblement, estimant plusieurs gestionnaires. Car la hausse des quinze derniers jours, qui a propulsé le cours à des niveaux records, ne peut se nourrir des seules prévisions de redressement des résultats des sociétés en 1994.

Du côté des valeurs, on remarque les hausses sensées de Comptoirs Modernes (+7,1 %), Labon (+6,7 %) et DMC (+2,2 %) et les reculs de 9,9 % d'Euro Disney, de 5,6 % de Lapeyre, de 3,6 % de Schneider et de 2,5 % du Crédit local de France.

## NEW-YORK, 16 août ↑ Proche de ses records

Wall Street a de nouveau fait preuve d'optimisme lundi 16 août et a évolué tout au long de la journée autour de ses niveaux records. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est établi en fin de séance à 3 679,15 points, en hausse de 9,50 points (+0,27 %). L'atmosphère a été moyennement active avec quelques 230 millions de titres échangés. Le nombre de titres en hausse a été largement supérieur à celui des valeurs en baisse à 1 183 contre 792.

C'est encore la faiblesse des taux d'intérêt sur le marché obligataire qui a tiré le marché à la hausse. Les investisseurs ont continué d'investir leurs liquidités en titres boursiers en étant encouragés également par les perspectives d'une inflation bien contrôlée et d'une reprise économique désormais enclenchée. Mais le niveau maintenant élevé des cours contribue à une certaine prudence des investisseurs, ajoute-t-il.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, poursuivait son recul à 8,30 %, nouveau plancher, contre 8,36 % vendredi soir.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, poursuivait son recul à 8,30 %, nouveau plancher, contre 8,36 % vendredi soir.

VALEURS	COURS DU 13 août	COURS DU 16 août
Alcoa	71 5/8	70 7/8
AT&T	52 3/8	52 3/4
Boeing	58 1/2	58
Chemical Bank	34 3/4	34 3/8
Du Pont de Nemours	40 1/8	40 1/4
Eastman Kodak	80 1/2	81 1/8
Exxon	84 7/8	84 3/4
General Motors	51 3/4	52 1/4
Ford	57 3/4	57 3/8
General Electric	47	46 1/8
General Motors	40 1/2	40 1/4
Goodyear	41 5/8	41
IBM	92 3/8	92 1/4
Intel	75 1/8	75 1/4
Microsoft	57 5/8	58 1/4
Schering-Plough	62 1/4	63 1/4
Texas	62 3/8	63 1/4
United Technologies	144 3/8	144 1/8
Union Carbide	17 7/8	18 1/8
United Tech	59 1/4	58 3/4
Westinghouse	51 3/8	51 1/8
Xerox Corp.	73 3/4	73 1/2

## LONDRES, 16 août = Pause

Après le séisme de records de la semaine dernière, le Stock Exchange a été peu animé lundi 16 août, et les cours des principales valeurs sont restés stables. L'ouverture en baisse du lundi 16 août a toutefois entraîné en fin de journée le marché londonien vers un léger repli. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit en clôture en recul de 1,8 point (0,06 %) à 3 008,3 points. Le nombre de titres échangés a été de 801,4 millions contre 750 millions vendredi.

La grande prudence des opérateurs s'explique également par l'absence de la publication cette semaine des chiffres du déficit budgétaire, de l'inflation, des

l'agence de presse Jiji, le gouvernement japonais étudie des mesures d'urgence visant à enrayer la hausse du yen.

VALEURS	Cours du 13 août	Cours du 16 août
Alfred Lyons	5,85	5
B.P.	3,05	3,03
B.T.R.	4,75	4,72
Castrol	4,75	4,72
De Beers	12,87	13
Glaxo	5,14	5,22
G.I.L.	30,25	30,25
I.C.I.	15,24	15,15
Imperial	15,27	15,15
Johnson & Johnson	14,87	14,85
Shell	9,80	9,82
Unilever	9,87	10,06

## TOKYO, 17 août ↓ Prises de bénéfices

La Bourse de Tokyo a fini en léger repli mardi 17 août sous l'effet de prises de bénéfices décelées par la flambée du yen, qui s'est rapproché du saut physiologique de 100 yens pour un dollar dans la journée. L'indice Nikkei a cédé en fin de séance 59,51 points (0,28 %) à 20 841,88 points, dans un volume estimé à 320 millions de titres contre 230 millions la veille.

L'anticipation d'une baisse rapide du taux d'accroissement japonais en fin de séance - après une intervention de la Banque du Japon - à 101,55 yens.

La grande prudence des opérateurs s'explique également par l'absence de la publication cette semaine des chiffres du déficit budgétaire, de l'inflation, des

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 17 août
Ajinomoto	1 300	1 280
Asahi	1 310	1 270
Casaca	1 380	1 380
Fuji	1 480	1 480
Honda Motor	1 370	1 380
Mitsubishi Electric	1 380	1 380
Mitsubishi Heavy	710	710
Sony Corp.	4 370	4 320
Toyota Motor	1 850	1 840

## CHANGES

Dollar : 5,96 F ↓

Le dollar était en baisse mardi 17 août, à 5,965 francs contre 5,9850 francs lundi soir à Londres et 5,9575 francs vendredi au cours indicatif de la Banque de France. Le billet vert était également victime d'un nouvel accès de faiblesse face au yen et tombait jusqu'à 100,40 yens à l'ouverture de la séance en fin de journée - après une intervention de la Banque du Japon - à 101,55 yens.

FRANCOFONIE 16 août 17 août  
Dollar (en DM) 1,070 1,088  
Dollar (en yen) 107,25 107,55

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)  
Paris (17 août) 8,34-8,78  
New-York (16 août) 3,38-3

## BOURSES

13 août 16 août  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 585,40 Clôt  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 2148 Clôt

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
13 août 16 août  
Industrielles 3569,65 3579,15  
LONDRES (indice Financial Times)  
13 août 16 août  
100 valeurs 3010,10 3008,30  
30 valeurs 2360,70 2347,60  
Mines d'or 150,40 150,30  
Fonds d'investissement 101,55 101,50

FRANCOFONIE  
13 août 16 août  
Dax 1906,58 1912,19  
TOKYO  
16 août 17 août  
Nikkei Dow Jones 20 841,88 20 841,88  
Indice général 1 688,04 1 681,75

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,9780	5,9810	6,0430	6,0460
Yen (100)	100,40	100,40	100,40	100,40
£	6,7332	6,7396	6,7396	6,7396
Deutschmark	3,5321	3,5390	3,5488	3,5535
Franc suisse	3,9996	3,9996	4,0243	4,0236
Franc suisse (1000)	3,7187	3,7210	3,7493	3,7493
Livre sterling	8,8922	8,8922	8,8434	8,8411
Peseta (100)	4,2721	4,2774	4,2416	4,2525

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4
Yen (100)	2 13/16	2 15/16	2 13/16	2 15/16	2 3/4	2 7/8
£	8	9 1/16	8 1/16	7 13/16	6 3/8	6 1/2
Deutschmark	6 11/16	6 13/16	6 7/16	6 9/16	6 3/8	6 1/2
Franc suisse	4 13/16	4 15/16	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8
Livre sterling (1000)	7 7/8	7 7/8	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
Livre sterling	5 7/8	6	9 13/16	9 15/16	5 5/8	5 3/4
Peseta (100)	11	11 1/2	10 3/4	11 1/4	10 1/4	10 3/4
Franc français	9 1/16	9 5/8	8 1/16	8 9/16	7	7 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-39  
Tél : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 49-60-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif étranger)
3 mois	536 F	571 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 890 F	2 064 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
301 MON 01 PP Paris RP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile « Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »  
12, r. M.-Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourme  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction : Jacques Guille, Isabelle Tsai, 15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 46-62-72-72  
Tél : MONDIPUB 634 128 F  
Tél : 46-62-72-72

Le Monde

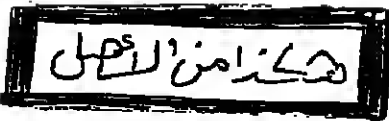
TÉLÉMATIQUE  
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS PAR MINTEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO



هڪڙا مني لاءِ





## AGENDA

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot  
(47-04-24-24)

## MERCEDE

L'Espionnage, un genre à part : les Gens de la nuit (1984, v.o. s.t.f.) de M. L. Johnson, 19 h ; M. L. Johnson pour un espion (1987, v.o. s.t.f.) de M. L. Johnson, 21 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,  
porte Saint-Eustache,  
Forum des Halles  
(46-26-34-30)

## MERCEDE

Portraits de Paris : Balade poétique :  
Champs-Élysées (1983) de Walter Carone,  
Roger Théron, Zazie dans le métro (1980)  
de Louis Malle, 14 h 30 ; Le Nouveau Voyage  
de Paris 1982-1983 : Architecture et Urbanisme à Paris (1982) de Jean-François Roudot,  
la Grande Arche (1989) de Pascal Kane,  
la Pyramide du Grand Louvre (1988) de la  
Fédération de Paris, 16 h 30 ; Les Halles :  
les Halles centrales (1927) de G. Kaufmann,  
Voici le temps des assassins (1956) de Julien  
Duvivier, 16 h 30 ; Paris baroque : l'Amour  
existe (1988) de Maurice Pialat, le Café des  
artistes (1989) de Paul Verhoeven, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio  
Gaumont, 15 (46-26-34-30).

ALARMÉ FATALE (A. v.o.) : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

AMANTS (Esp. v.o.) : Cné Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) ; 36-65-70-74.

ANGLE MORT (A. v.o.) : Forum Orient  
Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
George V, 6 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

ANTONIA & JANE (Brit. v.o.) : Cné Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

LE BARRE, LE MAIRE ET LA MÉTIATHE-  
QUE (Fr.) : Cné Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

ARIZONA DREAM (A. v.o.) : Forum  
Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La  
Géode, 19 (40-05-80-00) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

BEAUPEU DE BRUIT POUR RIEN (Brit. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 36-65-70-74 ;  
v.i. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;  
36-65-70-74 ; Paramount Opéra, 9  
(47-42-56-31) ; 36-65-70-74.

## PARIS EN VISITES

## MERCEDE 18 AOÛT

« Institut océanographique, création  
du prince Albert 1<sup>er</sup> de Monaco »  
(littérature de personnes), 13 h 30.  
18, rue Saint-Jacques (Monuments  
historiques).

« Le nouveau parc André-Crozon à  
l'emplacement des usines Citroën », 14 h 30,  
devant le collège, à l'angle de la rue  
Belair et de la rue Saint-Charles (Monuments  
historiques).

« Cités artistiques du faubourg  
Saint-Antoine », 14 h 30, 1 rue du  
Faubourg-Saint-Antoine (Paris pittoresque  
et insolite).

« Artistes et personnages célèbres  
du cimetière Montmartre », 14 h 30,  
entrée du cimetière, 20, rue Rachin  
(Sauvegarde du Paris historique).

« Les plus beaux passages et les  
plus célèbres galeries autour du  
Palais-Royal », 14 h 30, 2, place du  
Palais-Royal (Faubourg).

« De l'abbaye de Saint-Germain-  
des-Prés aux vestiges de l'ancienne  
de Philippe-Auguste », 14 h 30,

porche principal de l'église (M<sup>re</sup> Caze).

« Hôtels et jardins du Marais, Place  
des Voies », 15 heures, sortis  
métro Saint-Paul (Réurrection du  
passé).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

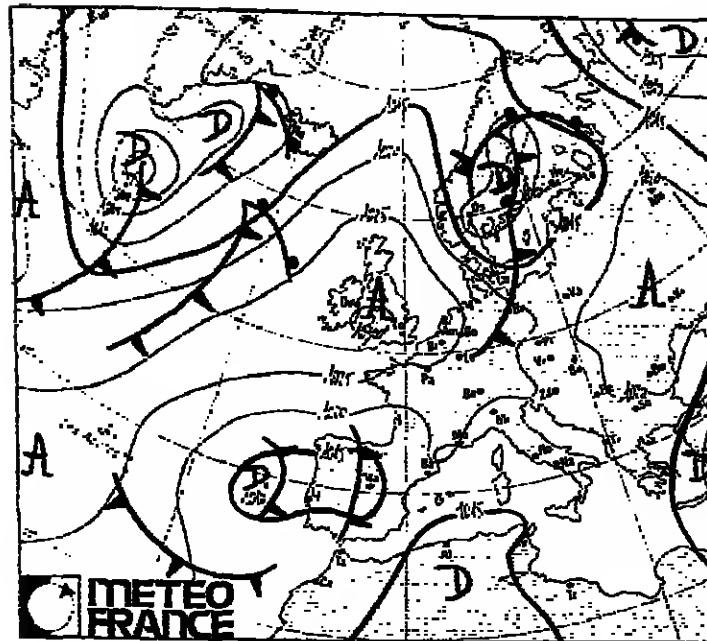
« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

« Le Panthéon », 15 heures, sur la  
place, devant la façade (Paris et son  
histoire).

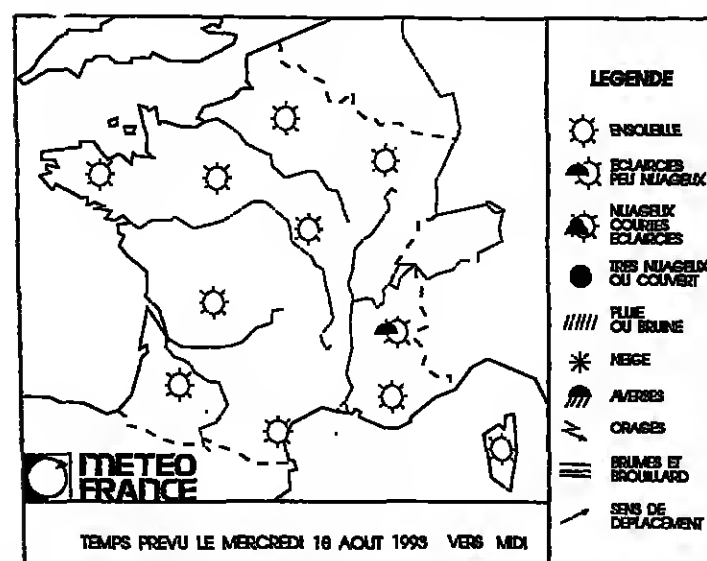


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 AOÛT À 0 HEURE TUC



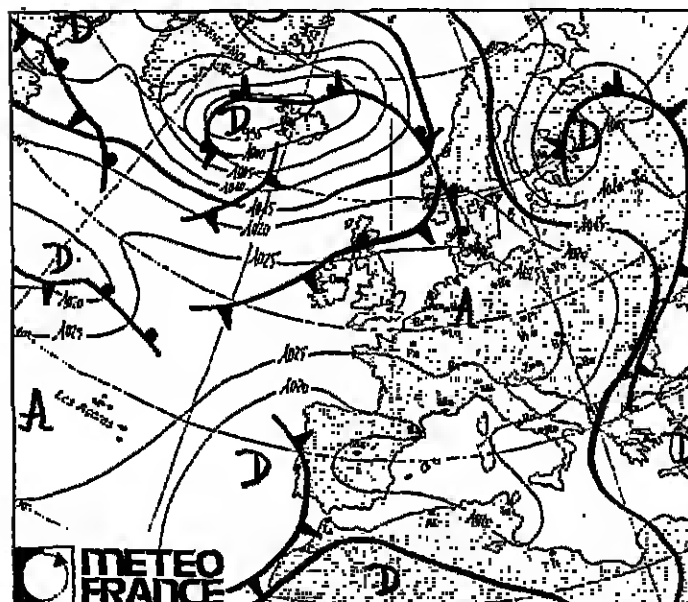
PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT 1993



Mercredi : soleil et chaleur. - La journée sera très ensoleillée sur l'ensemble du pays. Quelques petits nuages se formeront sur les Alpes. Le vent de nord-est sera faible à modéré sur la moitié nord du pays. Les températures matinales iront de 11 à 18 degrés sur la moitié nord, 18 à 22 degrés sur la moitié sud.

L'après-midi, les températures seront bien supérieures aux normales : 21 à 23 degrés près des côtes de la Manche, 25 à 32 degrés sur le reste de la moitié Nord et 31 à 37 degrés sur la moitié Sud. Près des côtes, les brises marines apporteront un peu de fraîcheur.

PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 17-18-1993 à 18 heures TUC et le 17-18-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MARRAKECH
17 D	30 17 D	34 15 D
18 D	32 16 D	35 13 C
19 D	33 16 D	36 13 C
20 D	34 16 D	37 13 C
21 D	35 16 D	38 13 C
22 D	36 16 D	39 13 C
23 D	37 16 D	40 13 C
24 D	38 16 D	41 13 C
25 D	39 16 D	42 13 C
26 D	40 16 D	43 13 C
27 D	41 16 D	44 13 C
28 D	42 16 D	45 13 C
29 D	43 16 D	46 13 C
30 D	44 16 D	47 13 C
31 D	45 16 D	48 13 C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**ARTS**  
**Le Monde et SPECTACLES**

# RADIO-TÉLÉVISION

## IMAGES

## L'amour au fond du lagon

DOMINIQUE BROMBERGER, le présentateur estival du « 20 heures », s'est bien sûr transformé en Monsieur Loyal pour vanter la nouvelle émission de TF 1, « Le trésor de Pago-Pago ». Habituellement à « Fort Boyard », on pouvait légitimement se demander quelles nouvelles ficelles allait tirer Jacques Antoine, le fécond inventeur de la quantité de jeux télévisés de « La tête et les jambes » à « Fort Boyard ».

« Le trésor de Pago-Pago », c'est justement un remake de « Fort Boyard », mais à la puissance dix. Tous les ingrédients du rêve sont là, en surmultiplicité. L'île fortifiée au milieu de l'océan a cédé la place à un atoll perdu quelque part dans les Caraïbes.

L'émission mêle les plages de sable fin aux cocotiers, les épreuves (harassantes) requérant du souffle et du muscle, et les nombreux figurants-acteurs - gentilles néréides baptisées « Océanides » ou monstres marins dénommés « Goulougors » - ont une plastique irréprochable ou une allure à faire peur aux requins les plus dékurés.

« Le trésor de Pago-Pago », c'est une fontaine de perles, que devra découvrir un couple, pour en gagner la valeur, après avoir affronté des monstres marins, fouillis des épaves, crapahuts dans un marigot, etc. Ajoutons que le meilleur partie du jeu se passe sous l'eau, ce qui offre de bien belles images, petits poissons,

coraux, et *tutti quanti*. Rien de très original, dira-t-on. A une exception près : à la différence des « Intervilles » d'autrefois ou du « Fort Boyard » d'aujourd'hui, ce ne sont pas des équipes de citoyens ou de copains qui jouent, mais des couples. Trois jeunes couples, habillés de jaune, de bleu et de rouge, histoire que la caméra ne les confonde pas avec les poissons. L'animatrice du jeu, la journaliste Sophie Laforêt, en fait des tonnes sur le thème de la nécessaire solidarité des couples dans l'épreuve, en entraînant ses « p'tits hommes » à aider « leurs petites nanes » et en soulignant auprès de l'une d'elles l'utile renfort de son « p'tit homme ». A l'ère du coconing et du repli sur

soi, la famille élargie ou la tribu de copains cèdent de plus en plus le terrain devant la cellule de base du « toi et moi ». Sur TF 1, le couple explose et s'expose, dans les « reality shows » comme « L'amour en danger » ou au cours de jeux comme « Le trésor de Pago-Pago ». Et on se surprend à se demander si le mode ne sera pas un jour à un mélange des genres dans lequel des couples grimant sur un toran, plongeant en apnée ou s'écrasant dans le bous d'un marécage, répondront en même temps à des questions sur leurs difficultés conjugales, leurs mésaventures intellectuelles ou sexuelles, etc. L'amour au fond du lagon... Y.-M. L.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 17 août

**TF 1**  
20.40 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : les épreuves de la journée : finale du 800 m dames.  
20.50 Cinéma : Le gendarme se marie. ◻ Film français de Jean Girault (1968).  
22.25 Série : Le Triplé gagnant. Le Grand Chêne, de Jean-Pierre Prévost.  
23.55 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : résumé des épreuves de la journée.

**FRANCE 2**  
20.50 Cinéma : Gerou-Garou, le passe-muraille. ■ Film français de Jean Boyer (1950).  
22.15 Magazine : De quoi j'ai l'air ? Présenté par Bruno Muscarello.  
23.15 Journal et Météo.  
23.25 Série : Un privé sous les tropiques.

**FRANCE 3**  
20.00 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : finale du 800 m dames et finale du 800 m hommes.  
21.05 Série : Guerres privées. Nouvelle Cuisine, de William M. Finkelstein.  
21.55 Planète chaude. Beyrouth, des ballons et des ballons, documentaire de Frédéric Laffont.  
22.55 Journal et Météo.

23.20 Documentaire : Les Chemins des hommes. Docteurs des villes... Docteurs des champs... de Patrick Cézale.  
**CANAL PLUS**  
20.35 Cinéma : Le Chanteuse et le Milliardaire. ■ Film américain de Jerry Ross (1990).  
22.25 Flash d'informations.  
22.30 Cinéma : Harley Davidson et l'homme aux santiags. ■ Film américain de Simon Wincer (1981, v.o.).  
0.05 Cinéma : Waxwork 2. ◻ Film américain d'Anthony Hickox (1980).

**ARTE**  
20.40 Soirée thématique : Double vie. Soirée conçue par Vivien Marx.  
20.41 Documentaire : Les Illégaux. De Tom Bower.  
21.35 Documentaire : Ami ou Ennemi. Ibrahim Bohme entre dissidence et Stasi, de Serge Frenkel et Torsten Preuss.  
22.05 Documentaire : Les Chevaliers de l'Ouest. D'Elise Fried.  
22.35 Documentaire : Personne ne sait... Double vie homosexuelle. De Sabine Zumbühl.  
23.25 Cinéma : Proches parents. ■ Film canadien d'Atom Egoyan (1994).

20.41 Magazine : Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon. La rêve d'un enfant : Laurant et les flamants.  
20.45 Téléfilm : Le Traversée de l'enfer. De Carl Schultz.  
23.10 Série : Mission impossible.

## FRANCE-CULTURE

20.50 Dramatique. Louis Bonbon perpétuelle, de Maurice Kherrouf (rediff.) ; à 22 D2. Le Lac de Castor, de Claude Pujade-Renaud (rediff.).  
22.40 Musique : Avignon 1993. Musiques du Bassin méditerranéen. Du jour au lendemain.  
0.05 Musique : Code.

## FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 12 juin lors des Journées Campra à Versailles) : Dhiat Dominus, Lucette Puert Dominus, Calicem Salutaris, Laudis Jerusalem, Magnificat, Te Deum, de Campra, par Les Pages de la Chapelle (Maîtrise du Centre de musique baroque de Versailles), Le Grand Ecurie et la Chambre du Roy, dir. : Jean-Claude Malgoire.  
21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Six pièces lyriques, de Grieg ; Six petites pièces op. 19, de Schenker ; Sonate n° 32 en ut mineur op. 111, de Beethoven ; Etude Phantasie, de Corigliano ; Mazurkas en ut majeur op. 24 n° 2, en la mineur op. 17 n° 4, en la mineur op. 68 n° 4, Barcarolle en fa dièse majeur op. 60 ; Paraphrase de la Juive de Heilvy, par Stephen Hough, piano.  
0.35 Bleu nuit.

## Mercredi 18 août

**TF 1**  
14.30 Série : Médecin à Honolulu.  
15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.  
16.15 Jeu : Une famille en or.  
16.45 Club Dorothea vacances.  
18.00 Série : Chips.  
18.50 Série : Premiers baisers.  
19.20 Série : Hôpital et les garçons.  
19.50 Tirage du Loto (à 20.40).  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Poker d'amour à Las Vegas (2e partie).  
22.30 Sport : Boxe. Championnat du monde WBC des poids légers à Guadalajara (Mexique) : Miguel Angel Gonzalez (Mexique)-David Sampedro (Etats-Unis) ; Championnat d'Amérique du Nord des poids super légers : David Santos (Etats-Unis)-Hector Lopez (Mexique) ; Hommage au Madison Square Garden de New-York : Combat international poids plume au Madison Square Garden : Kevin Kelley (Etats-Unis)-Adolpho Castillo (Mexique).  
23.35 Documentaire : Histoires naturelles.  
0.30 Journal et Météo.

**FRANCE 2**  
15.30 Série : Les deux font la paire.  
16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
16.45 Série : L'Equipe du Poney Express.  
17.25 Magazine : Giga.  
19.05 Séries : Riptides.  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrice Leffont et Cendrille Dominguez. Avec l'équipe de Madeline (recherche médicale sur les lésions de la moelle épinière).  
22.25 Première ligne. Terre humaine. 2. Mineur de fond, documentaire d'Yves Jeannou et Serge Le Péron.  
23.20 Journal et Météo.  
23.40 Série : Un privé sous les tropiques.  
0.35 Série : Le Privé.

**FRANCE 3**  
14.45 Documentaire : Les Loups blancs de l'Arctique.  
15.40 Série : La croisière d'été.  
16.30 Variétés : 40 à l'ombre.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 18-20 de l'information.  
20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (30e épisode).  
20.40 Feuilleton : Le Roi Mystère. Le Dent creux, de Paul Planchon, d'après Gaston Leroux, avec Christopher Bowen, Grazia Orlando (3e épisode).  
22.05 Journal et Météo.

22.35 Série : Les Mystères de l'Ouest. La Nuit des bagnards, de Robert Sparr, avec Robert Conrad, Ross Martin.  
23.25 Magazine : Aïé. Présenté par Jacques Serrier. Le docteur et les deux abeilles, de François Edé. L'Evangile selon Pimpaneau, de Jean-Pierre Rouette. Retraites d'été, de Geneviève Bastid. Le jeune homme riche, de Patrice Chagnard.  
0.20 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS**  
15.15 Téléfilm : Au train où va la vie. De Jim Lee.  
16.45 Les Superstars du catch.  
17.35 Canaille peluche.  
**En clair jusqu'à 21.00**  
18.30 Série animée : Batman.  
18.55 Le Top.  
19.29 Série animée : Tam-tam.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Magazines : Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.  
21.00 Cinéma : Navy Seals, les matelots. ■ Film américain de Lewis Teague (1990).  
22.45 Flash d'informations.  
22.55 Cinéma : Mérie. Justice criminelle. ■ Film américain de Roger Donaldson (1988, v.o.).  
0.40 Cinéma : Mourir à Madrid. ■ Film français de Frédéric Rossif (1982).

**ARTE**  
**Sur le câble jusqu'à 19.00**  
17.00 Magazine : Mégamix.  
17.55 Chronique : Le Dessous des cartes.  
18.00 Documentaire : Histoire parallèle.  
18.00 Magazine : Rencontre.  
19.30 Documentaire : Portraits. D'Alain Cavalier. Les Reunions.  
19.45 Documentaire : Vivre en Chine. De Jürgen Schneider.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Opéra : Le Couronnement de Poppée. De Claudio Monteverdi. Mise en scène de Michael Hampel. Avec Patricia Schuman, Richard Croft, Kathrin Kühnmann, Jeffrey Gail, Harry Peters, le Concerto Köln, dir. : René Jacobs.  
23.15 Documentaire : Au-delà de la compassion. A propos du traitement des victimes de tortures, de Michael Kischin.  
0.10 Magazine : Intérieur nuit. Présenté par Philippe Resimont. L'Europe à Bruxelles. Portrait : L'Europe. L'en balie des années 80 ; Portrait : William Cliff ; Image : Hervé Guilbert ; Gros plan : Arno l'Idiot savant.

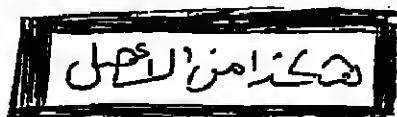
**M 6**  
14.30 Magazine : Culture pub.  
15.00 Magazine : E = M 6.  
15.30 Magazine : Fréquentar.  
16.30 Magazine : Noubé.  
17.05 Variétés : Multitop.  
17.35 Série : Rintintin Junior.  
18.00 Série : O'Hara.  
19.00 Série : Deux flics à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations. Météo.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Magazine : Ecolo 6.  
20.45 Téléfilm : L'homme qui ne voulait pas mourir. De Lamberto Bava.  
22.30 Téléfilm : Les Filles du KGB.  
0.10 Magazine : Vénus.  
0.35 Informations : Six minutes première heure.

## FRANCE-CULTURE

20.50 Dramatique. Le Rêve des animaux rongeurs : quatuor, de Liliane Atlan (rediff.).  
22.40 Musique : Avignon 1993. Musiques du Bassin méditerranéen. 3. Cors : chants sacrés et profanes d'hier et d'aujourd'hui.  
0.05 Du jour au lendemain. Avec Alvaro Mutis (Ecoute-moi, Armber, rediff.).  
0.50 Musique : Cods.

## FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 12 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : L'Offrande musicale (extraits, de Bach, par Robert Altman, flûte, Joël Pontet, clavier ; Andante et variations pour deux pianos, deux violoncelles et cor, de Schumann, par Michel Géroff et Christian Veldi, piano, Arto Noras et Leo Winland, violoncelles, Radevan Viatkovic, cor ; Océan pour cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn, par Dimitri Sitkovetsky, Yoko Fujita, Boris Garlitsky, Leonid Sorokov, violons, Ron Ephrat, Oleg Lev, altos, Arno Noras et Leo Winland, violoncelles.  
21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Ballade n° 3 en la bémol majeur op. 47, Sonate n° 3 en la mineur op. 58, de Chopin ; Préludes, de Rachmaninov ; Sonate-triade en ré mineur op. 11 n° 2, Dithyrambe en mi bémol majeur op. 10 n° 2, de Metner, par Nikolai Demidenko, piano.  
0.35 Bleu nuit. Le West Indies Jazz Band, à Paris, le 15 janvier 1982.



La réunion à l'hôtel Matignon de plusieurs ministres autour de M. Balladur

## Le gouvernement met la dernière main à l'avant-projet de loi quinquennale sur l'emploi

De retour de ses vacances alpines, le premier ministre doit consacrer la journée de mardi 17 août au difficile dossier du chômage.

En réunissant à l'hôtel Matignon plusieurs des principaux membres de son gouvernement — outre Michel Girard, ministre du travail, Simone Veil, ministre des affaires sociales, ainsi qu'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, et Alain Madelin, chargé du développement économique, seront notamment présents, — Edouard Balladur entend mettre la dernière main à son avant-projet de loi quinquennale sur l'emploi.

Le texte élaboré par le gouvernement, qui sera présenté, le 15 septembre, au conseil des ministres avant d'être soumis à la discussion parlementaire début octobre, se veut consensuel. Il doit également faire l'objet d'un examen par le Conseil économique et social et sera présenté officiellement aux partenaires sociaux le 6 septembre par le premier ministre.

Dans leurs grandes lignes, les intentions de M. Balladur sont connues. Il s'agit d'abord de poursuivre la fiscalisation des allocations familiales en transférant vers le budget de l'Etat les cotisations sociales actuellement à la charge des employeurs. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, les salaires ne dépassant pas 1,1 fois le SMIC sont totalement

exonérés de ce prélèvement alors que ceux qui ne sont pas supérieurs à 1,2 fois le salaire minimum en sont exonérés à 50 %. A l'avenir, ce mécanisme devra être étendu, ce qui ne pourra s'effectuer que de manière progressive; les cotisations patronales au titre des allocations familiales devraient en effet s'élever à 126 milliards de francs cette année. Ces allègements doivent permettre d'abaisser le coût salarial supporté par les entreprises, les pouvoirs publics s'étant engagés par ailleurs à maintenir les moyens octroyés à la politique familiale.

D'autre part, le gouvernement souhaite assouplir certains aspects de la législation sociale. L'objectif est tout d'abord de parvenir à une annualisation négociée du temps de travail afin d'adapter celui-ci aux variations de l'activité et de limiter le recours aux heures supplémentaires pour faciliter les recrutements. Rendre les horaires plus flexibles et stimuler le travail à temps partiel permettrait, estiment les pouvoirs publics, de réduire les licenciements « de précaution ».

### L'assouplissement du droit du travail

L'avant-projet de loi doit également se pencher sur les moyens d'encourager les créations d'emplois dans le secteur des services, d'améliorer le financement du fonctionnement des contrats emploi-solidarité (CES), de faciliter le lancement ou la reprise d'entre-

prises par les chômeurs ou encore d'intensifier la lutte contre le travail clandestin. L'assouplissement du droit du travail dans les petites et moyennes entreprises, par exemple en regroupant en une seule instance les différentes institutions de représentation du personnel, est aussi à l'ordre du jour.

Au chapitre de la formation professionnelle, une plus grande régionalisation fait partie des intentions du gouvernement qui s'interroge également sur l'opportunité de permettre l'entrée en apprentissage de jeunes à partir de l'âge de quatorze ans.

Quelques jours après la publication du rapport Mattéoli sur l'emploi (le Monde du 5 août) et les fortes réserves syndicales que celui-ci a suscitées, cet avant-projet de loi se penche sur l'économie d'une mise au point — ou, au moins, d'une clarification — quant à l'avenir du salaire minimum de croissance (SMIC). Rédigé par un groupe d'experts sous la conduite de Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, ce rapport préconise notamment de ne faire évoluer le SMIC qu'en fonction de l'évolution de l'indice des prix, sans répercuter au moins la moitié du gain de pouvoir d'achat engendré par le salaire ouvrier moyen, comme c'est le cas depuis vingt-cinq ans. Une réforme que le premier ministre n'est, semble-t-il, pas disposé à faire sien.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire également le billet page 15

La lutte contre la criminalité dans les quartiers de la Goutte-d'Or et de Barbès

## La police va disposer de moyens renforcés dans le dix-huitième arrondissement de Paris

Un vaste redéploiement des forces de police aura lieu en septembre dans les quartiers de la Goutte-d'Or et de Barbès, à Paris (18<sup>e</sup>), où résident de nombreux immigrés et une population marquée par la délinquance liée à la drogue. Les associations de quartier émettent des doutes sur l'efficacité de cette mesure.

« On n'a jamais vu autant de joueurs de billard derrière le « marché aux voleurs », et les dealers sont toujours aussi présents à l'angle de la rue Myrha et de la rue Léon », Michel Neyreneuf, président de l'association Paris-Goutte-d'Or, fait un constat bien négatif de la situation dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au mois d'août.

Depuis les opérations policières de grande envergure d'avril et la multiplication des contrôles d'identité (le Monde du 7 avril), les habitants s'interrogent sur leur efficacité : « La police a choisi d'agir de façon spectaculaire, en montrant des uniformes, ou lieu de mettre l'accent sur la dissuasion par une présence suivie sur le terrain », regrette M. Neyreneuf.

Même son de cloche du côté des floteurs eux-mêmes, ces policiers affectés en permanence dans les quartiers : « Les grosses opérations de police entraînent plus de problèmes qu'autre chose, confie l'un

d'eux, les enquêteurs des « stup » mettent des mois à s'insérer dans les réseaux et quand on les voit avec des policiers en tenue dans les rues, leur travail est réduit à néant ».

La présence de toxicomanes dans les cages d'escaliers ou dans les magasins préoccupe beaucoup les riverains. L'action de l'otier s'apparente alors à de l'assistance : « Les toxicos, il faut les prendre comme des malades, pas comme des criminels », affirme l'un d'eux, on parle avec les gars, éventuellement on leur donne des adresses de centres spécialisés et on leur dit d'aller ailleurs. » Policiers et associations organisent des interventions dans les écoles sur les dangers de la drogue.

### « Travail en profondeur »

Depuis 1990, quarante-huit policiers en tenue sont affectés au quartier. Ils y effectuent des rondes, rencontrent les commerçants, les enseignants, et règlent les petits problèmes de délinquance. Les crimes et délits ont diminué de 9,5 % sur l'arrondissement entre le premier semestre 1992 et le premier semestre 1993.

Le préfet de police de Paris, Philippe Masson, a néanmoins décidé de renforcer l'action de la police sur le secteur. Les différents services (sécurité publique, police

judiciaire et renseignements généraux) « travailleront localement en étroite collaboration, précise la préfecture de police. Chacun en ce qui le concerne a d'ores et déjà défini un programme d'action ». Des fonctionnaires actuellement détachés dans les bureaux seront remis sur la voie publique.

Les brigades anticriminalité, composées de gardiens de la paix en civil, seront renforcées à compter du 1<sup>er</sup> septembre, l'objectif étant de tripler leur effectif. Les floteurs travailleront le dimanche grâce à une modification des horaires de travail.

La police judiciaire intensifiera son action : « Des opérations ponctuelles seront conduites dans les secteurs de l'arrondissement à forte concentration de délinquants, ainsi que dans les débits de boissons connus pour recevoir des multilatiers », précise la préfecture.

L'unité de recherche de la seconde division de police judiciaire sera chargée, en liaison avec la brigade des stupéfiants, de déceler et neutraliser les dealers. Les renseignements généraux, spécialisés dans le contrôle des étrangers, intensifieront le contrôle des entreprises qui emploient des étrangers en situation irrégulière. Quant aux bandes qui opèrent dans différentes cités, elles feront l'objet d'un « travail en profondeur ».

## La redevance télévisée augmenterait d'environ 4 % en 1994

La redevance télévisée pourrait augmenter d'environ 4 % en 1994, ce qui la porterait, pour un téléviseur couleur, à plus de 630 F, contre 606 F cette année. La redevance actuelle pour un poste noir et blanc est de 390 F, et devrait donc dépasser 400 F. Ces mesures, à l'étude dans le cadre de la préparation du projet de budget, traduiront une hausse de la redevance dans la lignée de l'année précédente (+ 4,5 %).

L'Etat pourrait en revanche augmenter les remboursements, au secteur audiovisuel public, des exonérations de redevance qu'il consent à titre social. Le remboursement de ce manque à gagner est une revendication constante des sociétés publiques de l'audiovisuel, dont les recettes publicitaires pourraient progresser moins vite en 1994.

## Le nouveau germe responsable du choléra a atteint la Thaïlande et la Chine

Le germe du choléra baptisé 0139 (ou « Bengal »), responsable d'un nouveau type d'épidémie dans le sud et l'est de l'Inde puis en Bangladesh (le Monde daté 15-16 août), progresse très rapidement sur le continent asiatique, où il a déjà touché des dizaines de milliers de personnes et causé plusieurs centaines de décès. Il a désormais atteint la Thaïlande et la Chine.

Identifié il y a peu, le *Vibrio cholerae* 0139 apparaît particulièrement toxique et virulent, menaçant, à la

Après l'Inde et le Bangladesh

différence des autres souches, l'ensemble de la population et notamment les adultes des pays asiatiques dans lesquels le choléra sévit sur un mode endémique. La prévision du bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé en France, annonçant la probabilité de la propagation du nouveau germe parmi les populations « les plus démunies », est d'ores et déjà réalisée. Lundi 16 août, les autorités sanitaires chinoises ont, selon l'AFP, fait état d'une centaine de cas de choléra dus au *Vibrio cholerae* 0139 au Xinjiang, dans l'ouest du pays. Déjà le mois dernier, le ministère chinois de la santé avait fait état de cas atypiques de choléra dans le sud du pays.

L'émergence de ce nouveau germe et sa rapide diffusion inquiètent les spécialistes internationaux d'épidémiologie. Dans un commentaire publié par l'hebdomadaire britannique *The Lancet* daté du 14 août, les docteurs David L. Sowerdlow (Boston) et Allen A. Ries (Atlanta) craignent que ce phénomène ne soit la traduction du début de la huitième pandémie de choléra. Chacune des pandémies précédentes s'est traduite par des taux considérables de mortalité et de morbidité, notamment en Afrique et en Amérique latine.

Le choléra est une affection due à la diffusion dans l'organisme humain d'une toxine synthétisée par une bactérie transmise par l'eau, les aliments et les matières fécales. La

multiplication des voyages internationaux est aujourd'hui un facteur important de dissémination de cette épidémie. Comme le rappelle fort justement le dernier numéro de la brochure *Voyages internationaux et santé*, éditée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), la vaccination contre le choléra, inefficace, n'est plus recommandée sur les certificats internationaux de vaccination, pas plus qu'elle n'est recommandée en tant que moyen de prévention individuelle.

« Bien que nous ne puissions pas prédire où et à quelle vitesse ce nouveau germe se propagera, les pays doivent assurer une surveillance étroite et permanente », soulignent les spécialistes américains dans les colonnes du *Lancet*. Cette surveillance impose notamment que l'ensemble des responsables sanitaires de tiers-monde prennent au plus vite les mesures d'hygiène indispensables en ne fournissant aux populations à risque que de l'eau de qualité ainsi que des systèmes de tout-à-l'égout, sans lesquels toute entreprise de lutte contre le choléra ne demeure qu'une dramatique utopie.

JEAN-YVES NAU

(1) *Voyages internationaux et santé* (O.M.S.). Distribution et vente : 1211 Genève 27-Suisse. 15 francs suisses (10,50 francs suisses pour les pays en voie de développement).

## Noyade hors contrôle

André N'Kala, un Angeois de vingt-quatre ans, en situation irrégulière, s'est noyé dans le canal de la Seine le 15 août, à Paris. Le corps a été retrouvé le 16 août, en se tenant dans le canal, pour échapper à un contrôle d'identité. Il était environ 4 h 30 lorsque deux gardiens de la paix, effectuant une ronde de surveillance à bord d'une voiture semi-banalée près du Pont-Neuf à Paris (1<sup>er</sup>), ont remarqué deux individus qui semblaient « en transaction ». Lors du deuxième passage des policiers, ils auraient pu vouloir s'enfuir, et ont alors été interpellés. L'un d'eux a pu produire des papiers d'identité en règle. M. N'Kala ne disposait lui que d'une photocopie d'une autorisation de séjour, qui a semblé suspecte aux policiers. Lorsqu'ils lui ont demandé de les suivre au poste pour des vérifications, celui-ci a pris la fuite. Poursuivi, il aurait enjambé le parapet et se serait jeté dans la Seine, où il a disparu malgré l'intervention des pompiers.

Le corps a été repêché vers 5 h 40, rive gauche, à hauteur de l'Hôtel des Monnaies. Le parquet de Paris a immédiatement confié l'enquête à l'inspection générale des services (IGS, le « police des polices »), pour déterminer les circonstances exactes de la noyade. Six témoins ont été entendus, dont les versions concordantes indiqueraient qu'il n'y a pas eu de coup de feu. L'autopsie du corps confirmerait une mort par immersion.

Il s'agit de la première « bavure » intervenue au cours d'un contrôle de police administratif, dit « préventif », depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> août, de la nouvelle législation régissant les contrôles d'identité (le Monde du 12 août). Ces contrôles « préventifs » sont désormais effectués « pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes et des biens » et peuvent maintenant avoir lieu « quel que soit le comportement » de la personne concernée. Néanmoins, le Conseil constitutionnel, saisi par les députés de l'opposition de gauche, avait assorti la validation de la loi d'une réserve mise en garde (le Monde du 13 juillet). L'enquête sur le rôle de déterminer si, comme les neuf « eages » du Palais Royal l'avaient expressément demandé, « l'autorité concernée » pourra justifier, dans ce cas, comme « dans tous les cas, des circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public qui a motivé le contrôle ».

Le Mouvement de la jeunesse communiste a appelé à un rassemblement mercredi 18 août à 18 h 30 sur le Pont-Neuf à Paris « pour exiger la vérité sur les conditions de la noyade » de M. N'Kala, estimant que « de tels faits ne sont pas exceptionnels, mais le résultat du caractère raciste, haineux et discriminatoire des mesures Pasqua ».

H. M.

### SOMMAIRE

#### RENCONTRES DE FRANCE

8. — Les accoucheurs d'étoiles... 2

#### ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie... 3  
Mieira et islamisme en Haute-Egypte... 4  
Haiti : Robert Merviel désigné officiellement comme premier ministre... 6  
Afrique du Sud : grave des atteintes... 6

#### POLITIQUE

Deux études sur les élections législatives de mars 1993 : la protestation des abstentionnistes ; le revirement des femmes... 7  
SOCIÉTÉ  
Le témoignage fourni à Bernard Léprie par Jacques Mellick paraît de plus en plus fragile... 8

#### SCIENCES • MÉDECINE

● Souveraineté nucléaire dans le telge... 9  
● La quiproquo de la Nivequins... 9  
● La cour artificielle en survie... 9  
● par le professeur Daniel Loiseau... 10

#### SPORTS

Les championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart... 11

#### CULTURE

Festival de Locarno : « Filmer un monde en miettes »... 14  
Festival de Salzbourg : « L'insolence d'Andreas Schiff »... 14  
Cinéma : la mort de Stewart Granger... 14

#### ÉCONOMIE

Les tensions monétaires... 15  
ATT devient numéro un du téléphone portable... 16  
Continental Airlines annonce 2 500 suppressions d'emplois... 16

#### Services

Abonnements... 16  
Carnet... 9  
Marchés financiers... 16 et 17  
Météorologie... 19  
Mots croisés... 9  
Radio-télévision... 18  
Spectacles... 19  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Le numéro du « Monde » daté 17 août 1993 a été tiré à 459 610 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

#### « Arts et Spectacles » :

Isabelle Huppert à New-York

Sous la direction du jeune metteur en scène américain Hal Hartley, l'actrice française avec la comédie. Également : le spectacle Degue exposée à Marigny, en Suisse, et un voyage discographique aux sources de la musique populaire américaine.

### Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
Chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)  
46-62-75-13

#### EN BREF

□ Georges Marchais appelle à une « journée de riposte » contre le politique du gouvernement. — Dans un article intitulé « Jeudi, créons l'événement ! » et publié, mardi 17 août, par *l'Humanité*, le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, s'en prend vivement à la politique conduite par Edouard Balladur en affirmant que « si on ne le stoppait pas, le flot d'attaques convergentes décidées ou préparées par le gouvernement de droite entraînerait un véritable bouleversement de la vie des gens et de la société française elle-même ». Le même jour, sur RTL, M. Marchais a renouvelé l'appel lancé par le PCF pour faire du jeudi 19 août « une journée exceptionnelle de dialogues et de riposte » contre l'oligarchie sans précédent (monde) contre les salaires, les acquis sociaux, le service public et les droits démocratiques.

□ Baisse du chiffre d'affaires du groupe publicitaire Publicis. — Le chiffre d'affaires du deuxième

groupe publicitaire français, Publicis, a reculé de 11 % pour s'établir à 9,33 milliards de francs pendant le premier semestre, alors que le groupe fondé par Marcel Bleustein-Blanchet et présidé par Maurice Lévy avait réalisé un chiffre d'affaires de 10,52 milliards au premier semestre 1992, selon l'avis publié lundi 16 août par le *Bulletin d'annonces légales obligatoires*. C'est l'activité communication-publicité qui enregistre le recul le plus important (-12 %, pour un chiffre d'affaires de 8,09 milliards de francs), tandis que celle des régies a chuté de 8 % (1,21 milliard de francs), et l'activité distribution de 6 % (79,13 millions de francs). Prévoyant une année difficile due au marasme de la publicité en France, M. Lévy avait proposé à la

principale agence du groupe, Publicis Conseil, de choisir par référendum entre une baisse de salaires et des licenciements. Les salariés avaient émis la baisse de salaires (le Monde du 19 mai).

□ Silvio Berlusconi accroît son contrôle sur Moodadori. — Silvio Berlusconi va lancer, par l'intermédiaire de son groupe d'édition Silvio Berlusconi Editore (SBE), une offre publique d'échange (OPE) sur les 8 % d'actions Arnoldo Mondadori Editore (AME). L'opération, qui devrait avoir lieu du 23 août au 15 septembre, devrait permettre l'introduction en Bourse des sociétés non cotées du groupe SBE, tandis que Silvio Berlusconi contrôlerait désormais 87,5 % d'Arnoldo Mondadori Editore. L'échange se fera sur la base d'une action ordinaire SBE contre une action ordinaire AME, et de trois actions ordinaires SBE contre trois actions d'épargne convertibles AME. Une offre qui devrait consolider les résultats du groupe Berlusconi, en légère baisse pour l'année 1992 (le Monde du 4 août). Le chiffre d'affaires de la SBE s'éle-

vera, à l'issue de cette opération, à 1 851 milliards de francs (6,9 milliards de francs), pour un bénéfice net de 51 milliards de francs.

□ Allemagne : mort de l'un des procureurs américains du procès de Nuremberg. — Robert W. Kempner, l'un des procureurs américains du procès des criminels nazis de Nuremberg, est mort, dimanche 15 août, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, en Allemagne, ont annoncé lundi ses collaborateurs à Francfort. Fils d'universitaires allemands, d'origine juive, il avait entamé dès avant la guerre sa lutte contre le nazisme comme juriste au ministère prussien de l'intérieur. Plusieurs fois emprisonné, il avait émigré aux États-Unis et avait étudié à l'université de Pennsylvanie. M. Kempner avait largement consacré sa vie à la lutte contre les anciens nazis, après avoir été l'un des plus importants procureurs du procès des dignitaires nazis à Nuremberg, qui s'était soldé par l'exécution de onze d'entre eux fin 1946. Il s'était ensuite établi comme avocat à Francfort. — (AFP)